

# Magazine

L'EDUCATION

les  
**16/18**  
ans

---

*Cabu*

---

*Strehler*

---

*l'Année  
internationale  
de la jeunesse*

---

*Mâcon*





# Offres de locations

familiale, Bordeaux, 74140 Douvres, F2-F4, ski, Océan (17) août et Ré sept.

- Isère, prox. lac, mais. 7 pces, tt cft, jard., juil., août.
- Vosges, mais. camp. mblée 3 pers., ms/qz., juil., août.
- Espagne-La Pineda de Salou, apt tt cft, 4/5 pers., imm. gd stand., 30 m plage, vue imm. pren., ts comm., prox. tennis, équit., mai à oct., cond. int.
- Espagne, Benidorm-Alicante, vac. print-été, studio 3-4 lits, pisc., tennis, prox. mer; Salou, studio 3-4 lits, bd mer. Ecr. PA n° 000
- 29-Sud Guilvinec, port plage en tte sais., div. loc. tt cft.
- Savoie, chalet ou studio près pistes, Pâq. été, calme, vue.
- Sud Espagne, Mar Menor, apt 4 pers., cft, vue magn., plage 150 m, sports. Rue Libération, 77920 Samoio/Seine.
- 19-Beaulieu, prox. riv., fermette ds gd parc, tt cft, juin, juil., 4-5 pers. av. Lobbe, 19120 Beaulieu.
- Mandelieu-Napoule près Cannes, gd 2 p., stand., ter., ds parc, pisc. privée, gar., avril à déc., mois ou part.
- 73-Val Cenis, ds chalet 4-5 pers., 1 500 m, pl. sud, pd pistes, Pâq., 27-3 au 3-4.
- Arcachon, mais. 4-5 pers., Pâq. à sept. ap. 18 h.
- 30-Grau-du-Roi, studio 4 pers., gde loggia, 200 m plage, août 3 800, sept. 2 500. Les Cotages, 26100 Romans.
- Ménuires, st. 3 p., 27-3 au 3-4.
- 05-Vars-Claux, st. 4 p., s/pistes, print., neige, été.
- 67-Wangenbourg, F2 tt cft, tr. b. site, juin à oct., 800 F/qz.
- Altier-Lozère, prox. riv., calme, mais. mblée, 2 pces + s. eau, tt cft, août. Ecr. rue Crillon, 69006 Lyon.
- Hyères-Var, apt mblé et indép., tt cft, 4 pers., ds villa, jard., juil. 94300 Vincennes.
- 66-Ft-Romeu, prox. lycée, F3 tt cft, Pâq., juil., août, sept., qz. ms. Rte Toulouse, 81500 Lavaur.
- 34-GRANDE-MOTTE, studio, août, rue Baudrigue, studio 4 pers., Pâq. 18-4 au 3 mai, été.
- Chamonix, chalet, séj., cuis., 4 ch., mai, été.
- 1) Prox. Chamonix, chalet, séj., cuis., 4 ch., s.d.b., jard., vue Mt Blanc, juil., 1-15/8.
- 2) Sanary-Var, apt tt cft, ds imm. mod., bd mer, séj., 2 ch., s.d.b., cuis., juil., août, 25 bd Arago, 78013 Paris.
- Périgord, mais. camp., calme, ttes pér., sf août. 24130 La-Force.
- 66-Prades 350 m, appts ds villa, 2 ch., cft, draps, jard., gar.
- Nice, F3 villa, jard., calme, 3 (+ 2) pers., Pâq. 2 000 F (15 j) juil. 2 500 F, août 5 000 F 97.
- bd Mantéga-Right, 08100 Nice.
- Espagne-15 km plages VALENCIA, villa 4-5 pers., jard., pins, juil., 3 000 F, août 3 500 F. Avenida del Cid, Valencia 18.
- 30-Corconne, 20 km Cévennes, 40 km mer, mais. camp. caract., 5 ch., terr. couv. 40 m<sup>2</sup>, 2 s. eau, séj., gar., jard., dép., tt cft, juil., sept. r. Saladelles, 13200 Arles.
- Océan-Pyrénées, mblés tt cft: 1) Biarritz, cent. plage; 2) Bagnères. Ecr. Parc Vignault, 65200 Bagnères-de-Bigorre.
- Antibes, prox. mer: 1) r.d.c. villa, 2 pces, s.d.b., jard., 5 pers. 2) apt 2 pces, s.d.b., gar., juil., août ou sept., 3 000 F.
- villa, apt mer, 50 m plage, 5 pers., calme, sur 2 250 m<sup>2</sup> camp. sur 26

# demandes

- coll. ch. pr sept. 82 ch. mblée pour 1 étud. ou stud. pr 2, Paris 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, préf. rue des Clos, 54520.
- Coll. cherche pour sept. 82, ch. meublée ou studio pour fille étudiante lettr. Paris.
- 75013 Ch. studio 30 à 35 m<sup>2</sup>. Imm. rct, cuis. sine séparée, chauffage central par l'immeuble. M<sup>re</sup> Glacière, Corvisart de préf. 1 600 F. cc.

# divers

- Vds coll. • Genevoix • 20 vol.
- A l' Serre
- Rar Pâq.,
- CLU m alt. 66 F/y LATC
- ENI (Child talogu BOOL gland
- Jura, équitation, langue, stages pour jeunes 12 à 18 ans, par jour: 3 h équit., 3 h atelier (cuir, tissage, poterie) ou cours de langue anglais-franç. par stage 1 randonnée de 4 jours. Centre agréé par Jeunesse et Sport. 25300 Orchamps-Vennes.
- Classes nature Jura, pieds Mont Dôle, Col de la Faucille, 1 240 alt., 1 anim. classe pens. Baye, act. nautiques, études du milieu, pens., compl. 80 F, avril-mai-juin 82.

chaque semaine

# L'EDUCATION hebdo

accueille vos petites annonces

## Pensez-y!

# ventes

- 07-1 km Aub indép., vue im
- 83-BANDON équipé, ling
- Le Pouli pers., juil., Mans.
- 64-5 km pers., ja
- 06-C cft, 6 PA r
- F 2 l L
- Ds pet. village avec rivière, mais. rest. de style ancien, entrée, cuis., séj., s. eau, tr. gde chem. gren., jard. ind., 75 000 F. 18 Touchay.
- 84-terr. prox. Apt. contr. égout, colline, 32 F/m<sup>2</sup>.
- 04-Volonne, villa 2 ch., séj., terrasse, cuis. s.d.b., wc, cave, gar., terrain sur 1 000 m<sup>2</sup>, soleil, verdure. Ecr. passage Turq 75011 Paris.
- 94-Arcueil, 100 m métro Laplace, 2 m<sup>2</sup>, cuis., s.d.b., wc, cave, 3<sup>e</sup> ét., imm. ref. nf. ch. él. accumulation, compteur EDF nuit, toit ref., fail 120 000 F.
- Vd bungalow Montalivet, neuf, Reguer. 17320 Marennes.
- 66-Canet, mer-mont, quart. rés. balcons, 3<sup>e</sup> ét., gar. indiv., occ. ans: 4 285 F/m<sup>2</sup> ou libre à la m<sup>2</sup>. Pour tous renseignements, écr. pl. Noailles.



	les carcans	3	
L'AIR DU TEMPS	drôles de mélanges	4	après la rentrée : qu'en dit la presse ?
LIBRE PARCOURS	Cabu	8	les desseins d'un dessinateur
DIALOGUE	être enfant d'enseignant	13	un enfant comme les autres ?
LA CHRONIQUE DE LOUIS PORCHER		16	est-ce que le reste est littérature ?
NOVEMBRE		17	le dessin de Wiaz

## DOSSIER

18

les 16/18 ans

*Ils sont une part de notre avenir  
et l'on sait que leurs débuts dans la vie active  
ne sont pas toujours faciles.  
Comment ça va, maintenant qu'un ministre  
s'est occupé plus particulièrement d'eux ?*



## FAITES NOS JEUX

34

## PLACE DES ARTS

présences de Giorgio Strehler  
vingt ans après  
la marionnette et son double  
vers de nouveaux lauriers

36

*Strehler à Paris  
le cinéma tunisien  
un livre, un festival  
Lalanne à Pantin*

## L'ECHAPPEE BELLE

47

## IMAGES D'AILLEURS

l'avenir en chantier

48

*1985, Année internationale de la jeunesse*

## CARTE POSTALE

Mâcon, la belle endormie

54

*vivre en bord de Saône*

## FEUILLETON

les dix petits chapitres

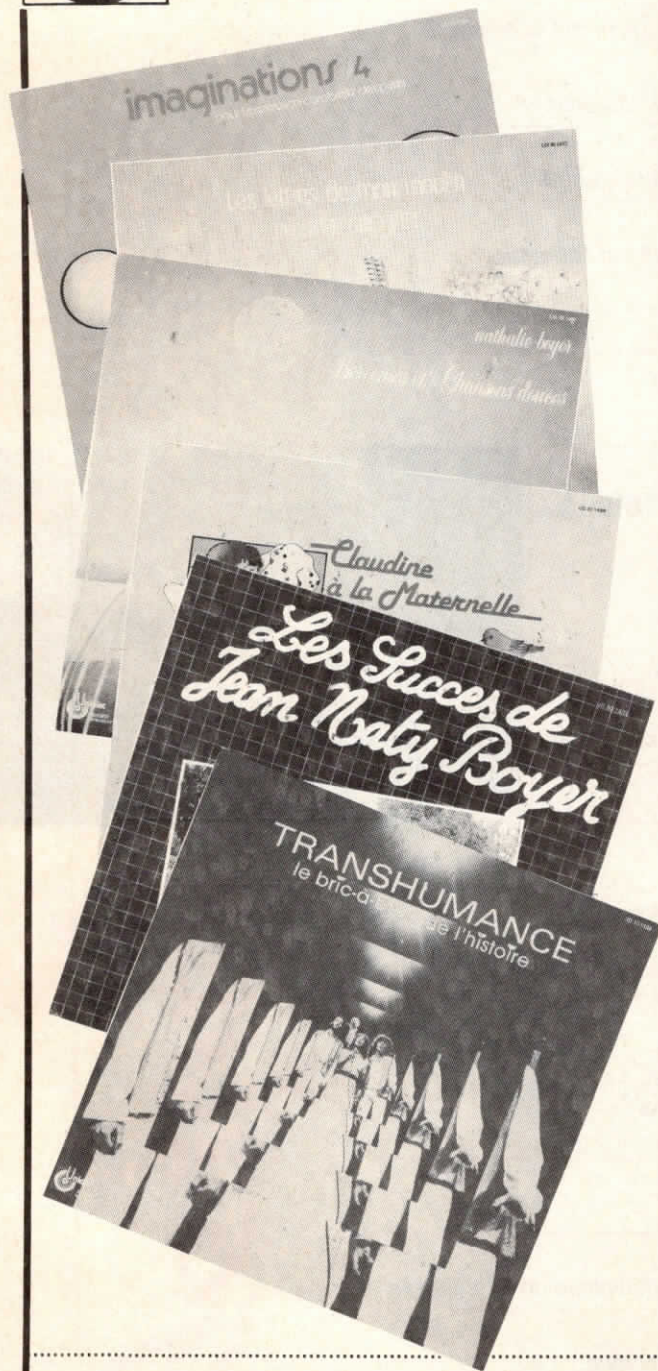
60

*dont voici le deuxième...*

**Magazine**  
L'EDUCATION

supplément  
à l'éducation-hebdo n° 7  
du 4 novembre 1982





◆ **IMAGINATIONS 4**

UD 30 1501

Pour l'expression corporelle des petits. Un disque conçu par Andrée Huet, conseillère pédagogique départementale et Pierre Chêne. Ce disque propose une succession de plages sonores, motivantes, attrayantes et variées, textes, musiques, bruitages, chansons et comptines. Un précieux outil de travail grâce au disque et au livret très important comprenant textes et idées pédagogiques.

◆ **LES LETTRES DE MON MOULIN**

UD 30 1493

Les vieux; Le secret de Maître Cornille; La chèvre de monsieur Seguin; Le sous-préfet aux champs; La mort du dauphin. Les Lettres de mon moulin par Philippe Greffet, un non-Provençal à la diction parfaite. Un très bon disque.

◆ **LE BRIC A BRAC DE L'HISTOIRE**

UD 30 1503

Mon mari; Comprenez-vous; Simon; Dans les prisons de Nantes; Mazarinade; Le prince d'Orange; La complainte de Mandrin; Renaud le tueur; Robin.

Dix chansons merveilleusement interprétées par le groupe Transhumance. Un petit voyage à travers l'histoire avec des chansons tantôt satiriques, tantôt humoristiques sur des personnages réels ou imaginaires.

◆ **CLAUDINE A LA MATERNELLE**

UD 30 1496

Premier disque de la collection « Maternelle ». Claudine Régner interprète vingt-neuf comptines pour chanter, danser, mimer, jouer. Des mélodies faciles à retenir. Un livret avec les paroles et des suggestions d'utilisation.

◆ **JEAN NATY-BOYER**

UD 30 1502

Les meilleurs titres de Jean Naty-Boyer interprétés par Jean Naty-Boyer, Line et Willy, Chaconne, la chorale de l'école Pommard de Paris 12<sup>e</sup>.

Une chanson nouvelle, Train-Train-Train, parmi les autres titres: L'enfant et la fleur; Wanny; Ecoutez le guitariste; Boris et Natacha; L'alouette tout du long; Ornicar.

◆ **BERCEUSES ET CHANSONS DOUCES**

UD 30 1499

Quatorze berceuses et chansons douces, interprétées par Nathalie Boyer et Martine Géliot (à la harpe), groupées dans un magnifique album. Parmi ces chansons: Fais ton nid; Brouillard; A pas de loup; Chanson de Natacha; Dors mon enfant; Dors mon gars; Calin Calinou.

**EN VENTE CHEZ LES DISQUAIRES  
ET LIBRAIRES DISQUAIRES**  
ou à défaut à:  
**SIDDA: 49, rue Polonceau, 75018 Paris**

ADRESSE .....  
NOM ..... PRENOM .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....

Imaginations 4 ..... disques à 56 F  
Les Lettres de mon moulin ..... disques à 50 F  
Bric à brac de l'histoire ..... disques à 56 F

Claudine à la maternelle ..... disques à 56 F  
Jean Naty-Boyer ..... disques à 50 F  
Berceuses ..... disques à 56 F

6 F pour port et emballage. Franco pour une commande de 3 disques

Ci-joint mon règlement (chèque postal ou bancaire) ..... F



# LES CARCANS

La sortie du blocage des prix et des salaires est l'occasion réelle, qu'on le veuille ou non, de mesurer les contradictions, les ambiguïtés d'une situation provoquée par les efforts d'un pouvoir de gauche ayant bien du mal à faire entrer ses objectifs dans les empreintes d'une économie dite « libérale » qui est bel et bien celle du système capitaliste. Ce blocage, qui aurait été refusé sous n'importe quel autre gouvernement avec une belle unanimité, est le révélateur de cette situation qui n'est pas sans poser problème à tout citoyen, et plus particulièrement à celui qui se définit « de gauche ». Les négociations menées actuellement sur les salaires de la Fonction publique notamment, montrent bien l'embarras d'une organisation comme la FEN, par exemple, qui, tout en se réfugiant derrière le mot « inacceptable », n'en demeure pas moins prête à la discussion jusqu'au bout et n'adopte pas la position plus radicale des autres centrales. Ce ne sont pas les seuls signes de cet étrange climat. Certains députés du groupe socialiste à l'Assemblée nationale n'ont pas craint de jouer les frondeurs, mais c'est là jeu de démocratie. Il n'y a pas jusqu'au SNI-PEGC, pourtant fidèle pilier du pouvoir en place, qui attend désormais des actes plutôt que des paroles.

A l'évidence, il n'est pas facile de mettre en pratique

les grandes idées généreuses, que seul un gouvernement de progrès peut promouvoir, dans une politique d'austérité dictée par « la crise ». Et il faut bien se poser ce genre de question pour ne plus voir ni l'arbre, ni la forêt, mais l'horizon sur lequel repose l'expérience : et si la crise n'était qu'un grand alibi planétaire ? Sans aller plus loin, simplement pour tenter de savoir si ceux qui tiennent la planète entre leurs mains, comme une grenade, n'ôtent pas la goupille économique pour en tirer les dernières miettes.

Il y a eu des acquis, souvent durement conquis par les mouvements de gauche, et l'individu qui a porté ses idées au pouvoir ne veut y renoncer, même si c'est cette même gauche qui le lui demande. Comment concilier cette vie de progrès, ce mieux-vivre souhaité et voulu pour tous, cette réduction des inégalités, avec les pesanteurs économiques d'un ordre international qui dicte sa loi ? Les inégalités ne se nivellent pas comme un terrain avec un bulldozer, au risque de créer de nouvelles injustices.

Faut-il que l'hégémonie de cet ordre économique international soit pesante partout et toujours, que ses carcans soient étroits, pour que, dès que naît l'espoir d'une meilleure justice sociale quelque part, il contraigne l'invention et l'imagination. Car c'est de cela qu'il s'agit et de rien d'autre.



## drôles de mélanges

Cette fois, ça y est, la rentrée est finie, on va pouvoir sortir: Raymond Devos nous attend au théâtre Montparnasse depuis le 21 octobre. Il faut bien un clown de ce talent pour déridier notre époque de giboulées. Même quand il fait beau, cet automne est un peu gris.

Une autre chose est certaine: la campagne pour les élections municipales a commencé. Très fort. (Les dates en sont arrêtées: les 6 et 13 mars prochains). C'est **Libération** (le 11 octobre) qui en a donné le ton avec son enquête sur « le système Chirac ». Beaucoup de bruit, et l'agitation est vite retombée. Deux semaines plus tard **Le Quotidien de Paris** (du 22 octobre) parlait déjà du « pétard mouillé de Libé ». Il n'empêche 1) qu'on n'a pas fini de parler du PLM, vieille ligne disparue, aujourd'hui plus que jamais fréquentée, 2) qu'il faudra bien qu'on s'occupe un jour ou l'autre d'assainir un peu le financement des partis politiques en France, quels qu'ils soient. La clarté démocratique aurait tout à y gagner.

Ce mois, on a beaucoup parlé de la Suède. D'abord, comme à pareil moment chaque année, pour l'attribution des différents prix Nobel. Il y eut même un suspense de courte durée: Lech Walesa allait-il recevoir le prix Nobel de la Paix? Les sages de Stockholm allaient-ils faire le geste qui, par-dessus la personne d'un homme, redonnerait courage à tout un peuple? Ils n'ont pas osé.

Il faut dire que, des démêlés avec leurs voisins de l'Est, les Suédois en avaient leur content: la partie de cache-cache avec le sous-marin soviétique s'est terminée en

queue de poisson malgré tous les paquets de dynamite avec lesquels on a essayé de l'assaisonner. Décidément, les enfants de Nobel ont raté tous leurs coups. Sauf Olof Palme qui fait un brillant *come back*. D'ailleurs, en Europe, ça bouge: Olof Palme, donc, revient au pouvoir, tandis qu'en RFA Helmut Schmidt s'en va cédant la place à un autre Helmut, Kohl celui-là, et qu'en Espagne les socialistes obtiennent la majorité absolue avec Felipe Gonzalez. Ça bouge aussi en France. On a fini par s'apercevoir que la rentrée scolaire avait été mauvaise, très mauvaise. Mais Alain Savary demeure imperturbable. Pourtant l'hexagone scolaire a été bien secoué. Encore discrets, certains commencent à s'interroger: la volonté politique existe, les moyens ont été pris. D'où vient que la machine grippe? Une sourde rumeur parle de « blocages intermédiaires », de « mauvaises manœuvres de transmission ». Volontaires? Involontaires? L'avenir ne nous le dira jamais. Ici et là, on regimbe: la taxe sur les tabacs et les alcools n'est pas du goût de tout le monde (curieux que l'alcool ne commence qu'à 25°...), les handicapés descendent dans la rue (plus de quatre mille à Paris), des députés socialistes ne suivent pas le gouvernement: pour l'Algérie, ils veulent bien oublier, pardonner, mais selon deux poids deux mesures, en tenant les généraux factieux à l'écart de leur magnanimité; la France socialiste connaît ses premières grèves; quant aux chômeurs, ils coûtent de plus en plus cher, l'Unedic subit de graves problèmes: qui va payer? Chacun regarde avec inquiétude le cran de la ceinture sur lequel il faudra désormais s'arrêter; beaucoup ont du mal à ne plus mettre qu'un sucre dans leur café quand, jus- qu'ici, ils en mettaient trois.

Une grande figure du XX<sup>e</sup> siècle disparaît. Au moment de sa mort, Pierre Mendès France fait l'unanimité autour de sa personne, mais il nous laisse avec une énigme: où trouvera-t-on, pour les enseignements futurs, les concepts précis du « mendésisme »? Lui-même se demandait ce que c'était. Ainsi disparaît l'inspirateur d'une idéologie qui n'a jamais été formulée et que désormais nous pouvons alimenter de nos rêves.

Le monde des arts, des lettres, des sciences nous apporte chaque mois sa provision de nouvelles, mais à quelle



aune mesurer leur importance ? Qu'y a-t-il de commun entre l'apostrophe de Régis Debray à Bernard Pivot, le duel feutré de Louis Pauwels et de Bertrand Poirot-Delpech pour l'habit vert d'académicien, le prix Nobel de littérature de Gabriel Garcia Marquez, et la libération du poète cubain Armando Valladares ? On peut être à peu près sûr que leur notoriété respective, en France, est inversement proportionnelle à la situation qui les place aux premiers rangs de l'actualité.

Il faut souhaiter qu'au moins il n'en va pas de même avec l'action d'Amnesty International qui vient de publier son rapport annuel. Je me garderai bien de vous donner la liste des pays où les droits de l'homme sont violés, ni le nombre de cas répertoriés par les 350 000 membres d'Amnesty dans le monde entier. On a plus vite fait de dresser la liste des pays qui en sont exempts. Tout ça fait froid dans le dos. Sachez qu'au risque de faire un couac, les Français ne peuvent se risquer à pousser un cocorico : la situation des objecteurs de conscience continue d'inquiéter Amnesty International. Verdict de l'organisation : en progrès ; peut mieux faire, en somme.

Nos temps, enfin, grands pourvoyeurs de paradoxes, nous en livrent un nouveau : d'ordinaire, quand un pays sortait de la guerre, il se montrait affaibli, appauvri, et il lui fallait de longs efforts, des aides étrangères nombreuses pour retrouver un semblant de prospérité (qu'on songe à la situation présente du Viet-Nam ou de la Corée, pour ne citer que ces deux pays). Le Liban, lui, s'est mis immédiatement à sa reconstruction. Riche il était, riche il demeure, et ce n'était pas la moindre des surprises que d'apprendre qu'au plus fort des combats les banques de Beyrouth étaient les derniers établissements à fermer. La livre libanaise n'a jamais subi les contrecoups du conflit. Elle se porte même très bien, la livre libanaise, au point que, par le canal de l'Alliance libanaise, ce pays vient d'envahir nos médias : une pleine page de publicité, dans de nombreux journaux, nous montre une photo du président Amine Gemayel en play-boy serein. Il est stupéfiant que ce soit un pays meurtri par tant de guerres qui ait trouvé l'énergie (et l'argent) pour édifier la « Maison du Futur ».

Jean-Pierre Vélis

## revue de presse

### ► Le Monde du 25 octobre

Malgré l'énormité de la foule (quinze à vingt mille personnes) venue assister à l'inhumation de Bogdan Wlosik, ouvrier des aciéries Lénine tué la semaine dernière à l'âge de vingt ans par la milice, il n'y eut aucun débordement, aucun incident. Juste la dignité et l'émotion d'hommes et de femmes de toutes conditions, jeunes et vieux, mais sur les visages desquels on lisait une détermination inébranlable et une colère qui ne cesse de croître. Ce calme, qu'avait demandé la famille de la victime et au respect duquel les prêtres qui officiaient n'ont cessé d'appeler, ne doit pas tromper. L'exaltation du sang versé, l'expression de la volonté de « vengeance » sont choses neuves dans la crise polonaise. Jusque-là, ces mots ne venaient pas aux lèvres ou en tout cas étaient refoulés. Aujourd'hui on les dit tout haut et c'est un signe, un de plus, de la dégradation en profondeur du climat politique dans ce pays où la haine entre le pouvoir et la société monte aussi vite qu'est étouffé l'espoir d'un compromis politique.

### ► Le Monde du 30 octobre

Sept ans après la mort de Franco, cinq ans après le rétablissement de la démocratie, l'Espagne prend le risque — plus vite qu'on ne l'aurait cru — de pratiquer l'alternance. L'écrasante victoire des socialistes rassure d'abord parce qu'elle a pu avoir lieu : les complots militaires successifs laissaient, en effet, redouter le pire.

(...) Quant au projet de M. Felipe Gonzalez, il apparaît particulièrement bien adapté à son pays. Le chef du P.S.O.E. n'a aucune raison de vouloir bouleverser l'économie espagnole, pour y mener cette « révolution socialiste » tentée ailleurs, avec plus ou moins de succès. Il a mieux à faire. Il lui faut moderniser un pays encore archaïque. Moraliser et dynamiser une administration publique corrompue et endormie par près de quarante ans de dictature. Mettre les travailleurs au travail, les patrons à la table de la « concertation », et les militaires dans le rang.

### ► Le Quotidien de Paris du 26 octobre

La plupart des pleureuses et des officiants de l'éloge funèbre, que l'on a lus déjà dans les journaux, versant des larmes sur ce grand homme de la IV<sup>e</sup>, furent de ceux qui ne permirent pas à son gouvernement de durer plus de trente-trois semaines. Et je me demande si Pierre Mendès France, qui incarna en son temps la rigueur budgétaire, eût approuvé le délire monétaire et économique pratiqué depuis un an et demi par des socialistes un peu prompts à



se réclamer de lui. En tout cas, la gestion et l'action politique du gouvernement de François Mitterrand sont tellement contestées par le pays aujourd'hui, qu'elles n'auraient pas tenu plus de deux semaines sous la IV<sup>e</sup> République. Le paradoxe de nos institutions, c'est que nous sommes en principe contraints de subir tout cela pendant sept ans !

Jean-Marie Benoist

► **L'Humanité**  
**Dimanche** du 22 octobre

On nous a tellement farci la tête avec cette idée que la droite seule est constructive. Or, ce sont les chefs de la droite et du patronat qui, aujourd'hui, toujours nient. Leur seule chance, c'est de perpétuer la division des Français en deux fractions presque équivalentes, d'attirer dans le bloc qu'ils manipulent les cadres, les professions libérales, les artisans, les paysans, des employés et des ouvriers. Mais, tout en marquant les frontières sociales et politiques indéniables, le sondage IFOP-Humanité Dimanche indique une autre voie : le rassemblement de tous ceux

qui veulent, sans égoïsme, participer au redressement de la France. Ce rassemblement peut se réaliser sur des solutions originales, neuves, pour tout dire, sur d'authentiques solutions de gauche.

Pierre Juquin

► **Le Matin de Paris** du  
27 octobre

Bref, les positions du gouvernement comme celles des deux principales centrales ouvrières et de FO, sont depuis longtemps arrêtées. Chacun avance à découvert. La CFDT apparaît comme un partenaire critique mais constructif du pouvoir ; la CGT veut garder une image plus combative et affiche volontiers une certaine opposition de principe ; Force ouvrière, enfin, qui revendique la « négociation » et une relance de la « politique contractuelle » est dans l'expectative.

Ces divergences syndicales sur le front tactique — voire ce flottement — ne datent pas d'aujourd'hui. Dans les circonstances présentes, elles servent objectivement le gouvernement. Une question essentielle, néanmoins, reste

entière : quel est le degré de déception et de mécontentement des catégories socio-professionnelles les plus touchées par la politique de rigueur ? Que les sacrifices et les efforts demandés aux Français soient légitimes, c'est une chose. Le seuil d'acceptation en est une autre. C'est ce seuil qui va être testé dans les prochaines semaines.

► **L'Express**  
du 1<sup>er</sup> octobre

Il y a plus de jeunes que de terres disponibles. Ce que la France des années 60 a fait pour réhabiliter les agriculteurs, la France des années 80 peut le faire pour les autres travailleurs manuels. Selon la jolie formule d'un représentant de l'artisanat au Conseil économique, il faut que, demain, des parents puissent dire : « Mon fils fait sa menuiserie » aussi naturellement que d'autres disent aujourd'hui : « il fait son droit. »

La France le peut. Elle le doit. La compétitivité d'une industrie se définit non seulement en aval, par sa

capacité de vendre, mais aussi en amont, par son aptitude à attirer les travailleurs. La nôtre ne saurait faire face avec succès à ses défis extérieurs si elle ne s'appuie pas sur une participation dynamique de la jeunesse française à son développement. Il faut que l'on puisse demain, à Paris, comme dans l'Ouest, être à la fois français, jeune et ouvrier.

Michel Albert

► **Témoignage chrétien**  
du 25 octobre

Ce dossier risque désormais d'être mis en sommeil. En attendant que toute la lumière soit faite sur ce qui se passe au Coral et sur un éventuel trafic de photos pornographiques qui y serait lié. La police s'en charge. La justice aussi, et même à son niveau, l'inspection générale des Affaires sociales. Quant aux intervenants sociaux qui défendent les structures intermédiaires, ils redoutent que la probable mise à mort de la brebis galeuse n'éclabousse l'ensemble de l'expérience des structures intermédiaires.

Alexandre Bousageon



# EVENEMENT : LE LITTRE GRANDIT

## Le Grand LITTRE s'enrichit d'un volume de Supplément



**74 F**  
par mois  
seulement !

**Aujourd'hui, vous avez 5 raisons de vous offrir le Grand Littré !**

- 1** Toute la richesse de la langue française est désormais à votre disposition.  
Enrichi aujourd'hui de son volume de Supplément, le Grand Littré vous offre un trésor inégalé : plus de 80.000 mots couvrant toute notre langue, de l'époque de Montaigne à celle de l'électronique... Plus que jamais, le Littré est le dictionnaire par excellence, l'ouvrage de référence indispensable dans chaque foyer.
- 2** Une mine prodigieuse de citations.  
"Un dictionnaire sans citations est un squelette", disait Voltaire. Les cinq volumes du Grand Littré comportent des centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes.
- 3** Une édition prestigieuse dans votre bibliothèque.  
L'ENCYCLOPÆDIA BRITANNICA a réalisé pour vous une édition prestigieuse du Littré en cinq volumes in-quarto, regroupant environ 7.400 pages, sous reliure ivoire avec titres, plats et tranche dorés. Monument de la langue française, le Littré sera également le joyau de votre bibliothèque.
- 4** Une offre exceptionnelle : 74 F par mois seulement !  
Pour rendre le Grand Littré accessible à tous, l'ENCYCLOPÆDIA BRITANNICA vous propose une offre de crédit vraiment exceptionnelle. Grâce au Bon de Commande ci-dessous, vous pouvez acquérir les quatre volumes du Grand Littré plus le volume de Supplément en les réglant, à crédit, pour 74 F par mois seulement. Profitez-en vite !
- 5** Recevez votre Littré maintenant et payez-le plus tard !  
Un avantage supplémentaire vous est réservé. Le Bon de Commande ci-dessous vous permet de recevoir tout de suite, chez vous, les quatre volumes du Grand Littré plus, en pré-publication, le Supplément, en échange d'un faible règlement de droits de réservation de 85 F. Et votre première mensualité n'interviendra que beaucoup plus tard...

### DEVENEZ, VOUS AUSSI, UN PASSIONNE DU LITTRE

- "Ce dictionnaire est un trésor".  
Jean Cocteau
- "Amateur de dictionnaires, j'ai le plus grand respect pour celui de Littré que je considère comme la Bible de notre langue".  
Marcel Jouhandeau
- "Le Littré, bien sûr, est un ouvrage admirable, mais je le fréquente depuis si longtemps que je le sais presque par cœur".  
Jean d'Ormesson
- "Ce qu'il faut "consulter" en Littré, ce n'est pas un annuaire, un horaire, mais un oracle (...); pas un pédagogue, mais un révélateur".  
Alain Rey.
- "Le Littré, pour moi, est une source de citations extraordinaire".  
Henri Troyat
- "La lecture du Littré est une vraie délivrance car elle nous vaccine pour toujours contre la laideur imbécile des mots gélatineux et des solécismes à la mode"...  
Gabriel Matzneff
- "Je ne saurais travailler, et donc vivre, sans avoir à la portée de ma main le dictionnaire de Littré".  
Georges Duhamel
- "... l'un des meilleurs "placements-livre" que l'on puisse faire".  
Jacques Cellard

### Le Supplément du Littré : plus de 5.000 entrées soit plus de 6.000 significations nouvelles !

Le Supplément du Littré est un volume de même format et de même présentation que le Dictionnaire. En près de 600 pages, il présente plus de 5.000 entrées, soit plus de 6.000 significations nouvelles complétant ainsi les 80.000 mots du Littré. Bien entendu, le Supplément ne saurait être manié indépendamment du Dictionnaire, auquel il renvoie constamment.

Si vous possédez déjà les quatre volumes du Littré, le Bon ci-contre vous permet d'acquérir séparément le volume de Supplément et de compléter ainsi votre collection.

Offre exceptionnelle de pré-publication  
ENCYCLOPÆDIA BRITANNICA Tour Maine-Montparnasse  
33, avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15



WING

R.C. Paris 64 B 121



### BON DE COMMANDE PERSONNEL

à retourner, dès aujourd'hui, à ENCYCLOPÆDIA BRITANNICA,  
TOUR MAINE-MONTPARNASSE, 33, AVENUE DU MAINE, 75755 PARIS CEDEX 15

- OUI, je désire recevoir le Littré en cinq volumes.** Je vous adresse avec ce Bon les droits (85 F) correspondant à la réservation d'une collection Littré que je vous prie de bien vouloir m'expédier. J'aurai alors 7 jours, à compter de la date de ma commande pour y renoncer éventuellement en vous en avertissant par lettre recommandée AR. Il est bien entendu que mon présent règlement de 85 F de droits de réservation me serait alors remboursé. Je réglerai ma collection selon le plan de financement suivant (cochez la case correspondante) :
- au comptant** (prix total de la collection 1.147 F). Mon règlement de 1.062 F complémentaire aux présents droits de réservation vous parviendra intégralement le 5 janvier 1983.
- à crédit**. Je réglerai en 16 mensualités de 74 F chacune, soit 1.184 F, auxquelles s'ajoutent les présents droits de réservation, soit au total 1.269 F (y inclus 122 F pour frais de crédit). Je réglerai la première mensualité le 5 janvier 1983.
- \* Taux nominal : 15,71 % - Taux effectif global : 16,89 %
- Je désire seulement recevoir le Supplément.** Envoyez-moi, dès sa parution, le Supplément du Littré (offre de pré-publication) au prix de 172 F. Je vous adresse ci-joint un règlement de 72 F correspondant aux droits de réservation. Je réglerai le solde, soit 100 F, dès réception de l'ouvrage.

Nom (1) \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Signature obligatoire :

(1) Exclusivement réservé aux personnes majeures. Cette offre, valable 15 jours, est exclusivement réservée à la France Métropolitaine.

Veuillez me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits)  CCP  Banque ainsi que l'Offre préalable de crédit.

EL 263



# cabu



Son Grand Duduche  
a déjà tenu compagnie à plusieurs générations de lycéens,  
ses dessins font grincer les dents des adultes  
ou rire les enfants à la télévision,  
et chacun retrouve ses « Beaufs » dans son entourage.  
Cabu, avec son coup de crayon impitoyable,  
nous met quotidiennement sous les yeux, dans l'humour et la dérision,  
8 la bêtise, les travers et l'absurdité de notre société.



● **Etre dessinateur à la Cabu, c'est porter un regard critique quotidien sur notre société ?**

Bien sûr, je vis sur la bêtise. Les dessinateurs sont faits pour dénoncer ; d'autres voient plus loin et, comme Gédé avec son An 01, essaient d'échafauder une nouvelle façon de vivre, mais nous avons surtout un rôle de provocateurs pour essayer de susciter une réflexion. Je me demande souvent ce qui me reste de mon passage au lycée et je me rappelle toujours les professeurs qui essayaient d'aiguiser l'esprit critique des élèves. En ce moment, on a un peu oublié cet esprit critique ; s'il était plus vivace, le phénomène des modes qui nous submergent ne serait pas possible. Je sais bien que les gens ont cette attitude pour compenser toutes leurs frustrations, mais ils pourraient aussi refuser ces aliénations. Il y a eu 68, mais nos enfants ont voulu faire autre chose et reviennent en arrière, vers la consommation, la bagnole. Nous sommes dans un creux de vague. Pourtant on sait ce qu'il faudrait pour vivre plus intelligemment, certains ont essayé de casser cette course à la consommation, et puis, actuellement, nous revivons une frénésie des marchandises et des objets.

● **Traquer la bêtise en permanence, est-ce que c'est un état viable, supportable ?**

Un dessinateur, ce peut être comme un chanteur qui a plusieurs registres, comme un coureur qui court sur plusieurs distances. Je fais des dessins politiques pour **Le Canard enchaîné**, je continue à faire le Grand Duduche, je fais un peu de tout. Ce serait ennuyeux de se

dire toutes les semaines : « Qu'est-ce que je vais dénoncer ? » Ça ne se passe pas comme ça. J'essaie de me laisser aller, de dessiner ce qui m'énerve. Le danger est que, à force de dessiner, il peut y avoir des « trucs » qui reviennent. Actuellement, j'ai envie, par exemple, de reprendre des cours de dessin.

Ce qui m'amuse c'est de regarder les gens, de réfléchir un peu. Mais je ne suis pas un moraliste, simplement un type qui met ses impressions en dessins.

● **Ce n'est pas si simple, il y a des coups de crayon qui sont des jugements terribles.**

Je me méfie de moi-même, j'ai des obsessions et je sais que je suis excessif, un peu caricatural. Ma position sur le rock, par exemple, c'est un peu celle que j'ai sur l'architecture. Je me dis toujours : « Comment en est-on arrivé là ? » Je voudrais imaginer une autre évolution. Au XVI<sup>e</sup> siècle, il y avait le Palladio et Monteverdi, il y avait une cohérence. Maintenant il y a aussi cohérence, mais ce sont les HLM et le rock. Bien sûr, ceux qui font du rock disent : « Le rock est une musique de révolte justement parce qu'il y a les HLM. » On ne va tout de même pas prendre les HLM pour étalon ! On a été obligé de les construire, mais maintenant il faut les refuser. Je ne suis ni cynique, ni fataliste, j'essaie de me dire que rien n'est inéluctable. C'est vrai qu'il y a eu des époques tout aussi dégueulasses, il y a eu le style baroque, deux siècles après c'est toujours aussi laid. Et le rock, c'est laid, parce que simpliste, sans nuances. Comme critère, je prends le jazz qui est une musique pleine de nuances. C'est ça, je regrette la

disparition des nuances dans tous les domaines.

● **C'est une dégénérescence ?**


Oui, un manque d'idées. Depuis vingt ans, il n'y a pas eu de grandes créations musicales, ils en sont toujours à Bill Haley et Elvis Presley. Le rock punk est plus rapide, mais il n'y a pas de grandes trouvailles. Il va sûrement se passer quelque chose, mais il ne faut pas, sous prétexte qu'ils ont vingt ans, qu'ils nous infligent une musique trop simpliste. Pour moi, le rock n'a pas plus d'importance que le tango, c'est un phénomène qui me fait rigoler parce que ce n'est qu'une mode. Ce n'est pas une manière de vivre, c'est simplement un truc pour occuper les oreilles et pour oublier que tu vas mourir...

● **Cette jeunesse qui manifeste pour réclamer des profs est tout le contraire de celle de 68.**

Ils veulent être maternés. Ils nous disent : « Vous vouliez empêcher les centrales nucléaires, elles sont toutes construites ; vous avez prêché le désarmement, il y a de plus en plus d'armes, vous n'avez rien réussi à changer. » C'est vrai. Mai 68 a réussi quand même à modifier certaines mentalités, la meilleure preuve c'est qu'ils raisonnent de cette manière pour prendre le contre-pied, parce que chaque génération doit s'affirmer par rapport à la précédente. J'ai un fils qui s'est façonné une autre personnalité, je lui ai servi de mur pour se cogner la tête.

Jusqu'à quatorze ans, ils s'intéressent à l'environnement, ils sont très « écolos », après ils découvrent la musique qui leur bouche les





*Je trouve scandaleux qu'un instituteur  
ne gagne pas plus qu'un sergent dans l'armée...*

oreilles. Ils ont besoin de cette manière d'identification, de ce langage commun, mais je remarque qu'il y a de moins en moins d'exceptions. C'est un troupeau, une entité, il n'y en a pas qui s'égarer. Ils n'ont rien à dire, la preuve : les radios libres. Si tu écoutes toute la journée de la musique, tu n'as plus le temps de réfléchir. Et est-ce qu'ils peuvent tout dire en musique ? Je me le demande.

• Et s'il y avait un code ?

Ah voilà, je n'y ai peut-être pas accès. Mais ils n'ont pas envie de changer le monde, ils ont envie d'en profiter. Je ne vois pas la différence avec la génération de nos parents. Il y a quand même des espoirs, en Allemagne, en Belgique, où les « écologues » viennent de faire des scores aux élections. Aussitôt, il y a une campagne pour les démolir. Jean Cau titre : « Les verts sont rouges », il est daltonien tout à coup. Les pacifistes, on dit toujours qu'ils sont manipulés par les militaires d'en face. Ce sont des gens qui dérangeront toujours. Ça n'a pas marché parce que ce ne sont pas des idées faciles. Tous les sociologues disent que les mouvements qui ont marché étaient ceux qui prêchaient la facilité : le national-socialisme « Vous êtes les plus grands », le capitalisme « Enrichissez-vous », la loi de la jungle « Soyez les plus forts ». C'est relativement facile parce qu'on est naturellement violent et que tu n'as qu'à écouter tes instincts. Pour être non violent, il faut faire un effort. Toutes les idéologies ont à peu près été appliquées ; avec le marxisme, le maoïsme, on sait qu'il n'y a plus beaucoup d'espoir. Pourquoi n'essaierait-on pas l'écologie ? Ce n'est

pas facile évidemment.

• De la vague des dessinateurs contestataires issus de 1968, Cabu est resté, non pas le seul, mais le plus crédible auprès des adultes et surtout des jeunes...

Est-ce qu'ils lisent encore beaucoup ? Le Grand Duduche n'était pas à la mode il y a vingt ans quand je l'ai créé, il ne l'est toujours pas. Il me faut de plus en plus lui faire rencontrer des punks, des rockers, afin qu'il y ait débat, car il n'y a pas de mystère, on se met dans ses dessins. J'ai utilisé beaucoup de souvenirs. Et ce débat, je l'ai eu à quinze ans. C'était en 1956, les débuts de Bill Haley, cette musique-là était faite pour moi, pour que j'achète des 45 tours, on voulait m'ingurgiter cette musique avec un entonnoir ; je n'ai jamais marché. Je n'ai jamais fumé parce que tout le monde fumait, j'étais antimoutonnier, systématiquement. Ce n'était pas une vraie personnalité, c'est même un peu con, mais je me suis toujours méfié des mouvements de masse. En ce moment, je suis tranquille, je me sens assez seul c'est vrai. Même sur 68, il ne faut pas fantasmer, il y avait très peu de sympathisants. Aujourd'hui, ceux-ci sont du côté des cyniques et des consommateurs. La différence est là.

• Est-ce qu'un dessinateur comme Cabu vit dans la société qu'il dessine ?

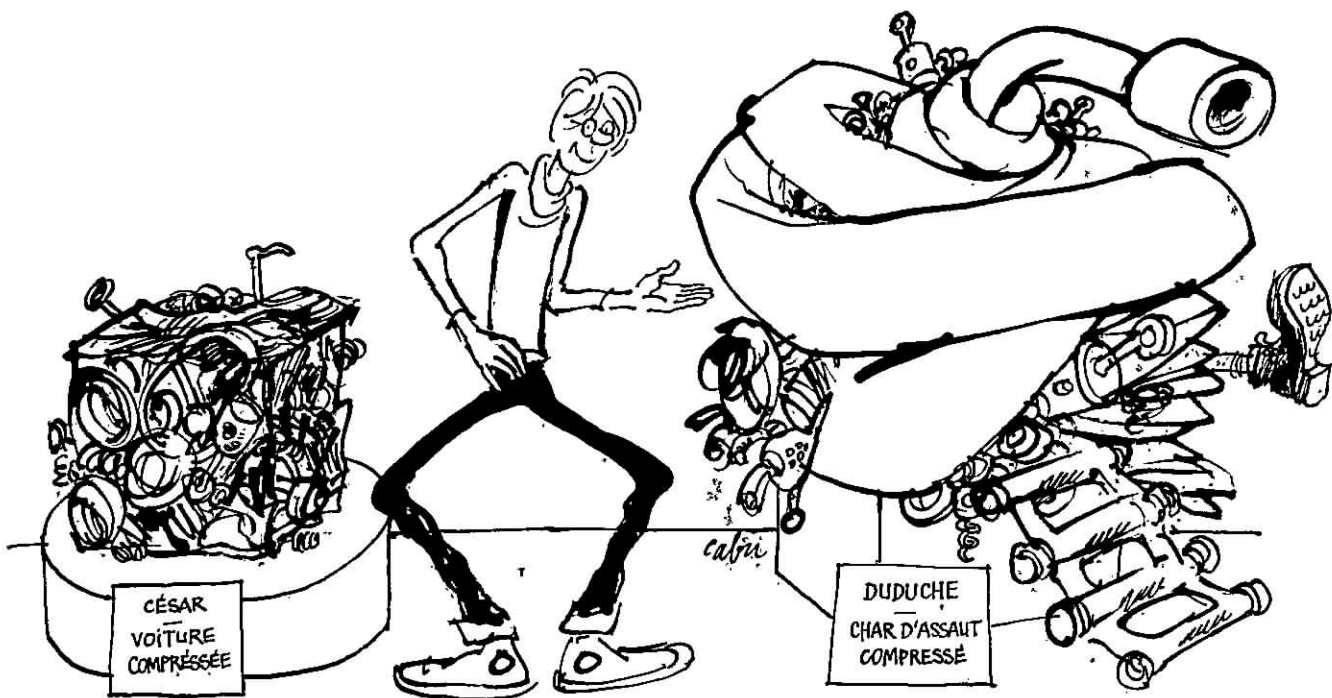
Oui, mais je suis un privilégié, je suis dans mon poste d'observation et je ricane. Si la question est de savoir si je vois où le monde va, je réponds que l'on sait maintenant qu'on ne peut pas changer grand

chose dans un pays. Il y a une interdépendance terrible. Il ne suffit pas de changer de président pour changer de société. Quelquefois il y a de bonnes surprises : l'abolition de la peine de mort, la suppression des tribunaux militaires, pour lesquelles je me suis battu. La plupart des gens ne savaient même pas que ça existait les tribunaux militaires... J'avais fait une affiche — c'était ma façon de militer — qui m'a valu six procès pour injures envers l'armée ! Il n'y a qu'un ministère qui a fait quelque chose, c'est celui de la Justice, mais Badinter n'est pas très bien vu dans les sondages...

Je n'ai pas envie de faire le bonheur des gens malgré eux, il faut toujours essayer de convaincre. C'est un peu ce qu'on a voulu faire avec **Charlie-Hebdo** ; résultat : on a perdu la plupart de nos lecteurs et l'on s'est demandé pourquoi nous n'avions pas touché les lycéens. Je crois qu'ils ne se posent pas de question ; tout ce pour quoi on s'est battu en 68, ils l'ont : l'avortement, la majorité à dix-huit ans. Et ils croient qu'ils vivent en liberté. Apparemment, ils sont contents d'être pris en charge par l'Etat dont l'emprise a de plus en plus d'importance sur les individus.

Je reconnais qu'il y a quand même des progrès. Ces jeunes ne sont plus prêts à aller faire la guerre. Oh, ce n'est pas qu'ils se dressent face à l'armée, non, ils la contournent, ils tentent de se faire réformer. Ils ne veulent plus qu'on leur désigne un ennemi, comme on le faisait autrefois. Ils ont raison, parce que l'armée fait des dégâts, elle abrutit, c'est la mère de tous les vices. Je peux en parler parce que je suis un antimilitariste qui a fait son service militaire, mais je n'en suis





pas plus fier. Outre la bêtise que l'armée trimballe, elle est l'instrument, la super-police de tous les pouvoirs. Le pire qui puisse arriver, c'est que l'armée fasse la guerre à son propre peuple. C'est l'absurdité totale, mais c'est la logique de l'armée.

Je regrette que les femmes ne se mêlent pas plus d'antimilitarisme, elles ont un pouvoir considérable. Pendant des générations, elles ont laissé tuer leurs maris, leurs fils. Aujourd'hui, ça ne marche plus. C'est une chose qui les concerne autant que nous.

• Qu'est-ce que c'est un «Beauf»?

C'est un type que j'ai connu dans le temps à Châlons-sur-Marne, il était patron de bistrot. Je dessine toujours des trucs qui ont existé plus ou moins. Mais je n'ai pas inventé ce personnage, j'ai inventé son nom, c'est un prototype qui existe partout.

• Est-ce que tout ça n'est pas un peu désespéré?

Il y a des matins où, en écoutant les informations, je me dis : « Il y a un espoir quand même, il y a des gens qui cherchent autre chose. » Et d'autres où je me dis qu'il n'y a rien à faire, que l'on sera toujours submergé par la connerie. Le seul espoir c'est l'école.

• L'école ? Mais quelle école ?

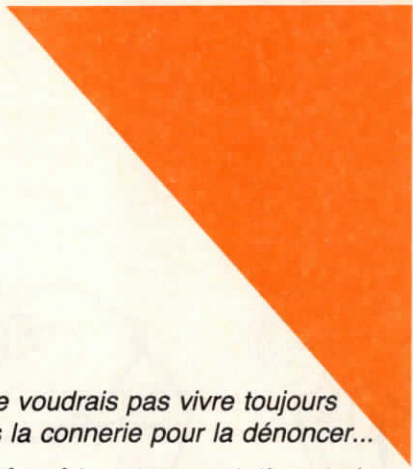
L'école de quelques professeurs que j'ai connus, qui n'étaient pas des êtres exceptionnels, mais simplement des types qui parlaient de ce qu'il y avait au dehors. Je n'ai pas de projet éducatif, mais je crois beaucoup à l'exemplarité. Je crois beaucoup à la formation des profs, comme je crois à la formation des flics pour avoir une police différente. Je trouve scandaleux qu'un instituteur ne gagne pas plus qu'un sergent dans l'armée. Il paraît qu'avant la guerre sa paie égalait

celle d'un capitaine, il y a une dévalorisation de l'enseignement. S'il y a des instits, des profs formidables, il y aura des élèves qui en profiteront. Mais il faut se méfier : si, ouvrir le lycée à la vie, c'est faire entrer des militaires pour venir faire de temps en temps des conférences, alors il vaut mieux refermer la porte. Bref, l'école, c'est essayer de forger des générations de professeurs intelligents qui aient envie de faire marcher l'esprit critique de leurs élèves.

• La vie de Cabu, qu'est-ce que c'est ?

C'est une vie quand même agréable dont je rêvais à l'âge de douze ans. Je considère que je suis un privilégié, je ne peux donc pas étalonner une société à partir de moi. Mais est-ce qu'il faut vraiment fabriquer autant de bagnoles ? Si c'est ça une société... J'ai une vieille voiture de 1923, c'est un jouet. Je ne fais pas de musique, je dessine,





*Je ne voudrais pas vivre toujours  
dans la connerie pour la dénoncer...*

mais je dessine tout le temps. J'essaie d'être complètement moi dans mes dessins. Parce que je n'ai plus le support de **Charlie-Hebdo** où il y avait une liberté formidable pour un dessinateur, je me dis en ce moment que je ne mets peut-être pas assez ce que je pense dans mes dessins. J'espère qu'au **Canard enchaîné**, je vais faire des reportages, être plus en prise avec mon crayon.

• **La provocation, c'est un besoin ?**

Oui. Les journalistes du **Canard enchaîné** disent : « Si les journalistes faisaient leur boulot, il n'y aurait pas besoin du **Canard enchaîné**. » C'est vrai. Il n'y a plus beaucoup de dessinateurs engagés politiquement. Pourtant il y en a de formidables, mais qui préfèrent la facilité de la science-fiction ou de la bande dessinée historique. Moi, ce ne sont pas les bolides de l'an 2000 qui me gênent, ce sont les bagnoles d'aujourd'hui et je veux freiner ça aujourd'hui et pas en l'an 2000 ! J'essaie de ne pas trop me ramollir, de faire toujours un cran au-dessus de ce que veulent les rédacteurs en chef, de faire dans **Télérama** ce que j'aurais fait dans **Charlie**. Evidemment quelquefois ça choque, il y a des procès, j'en ai un actuellement avec le syndicat qui ne s'appelle plus CFT mais CSL, pour une page sur la vidéo chez Citroën qu'ils ont trouvée très méchante. Je ne peux pas me refaire, ce sera toujours comme ça.

• **Est-ce qu'il n'y a pas contradiction entre le privilégié et le provocateur ?**

faut faire ? Pour moi, il s'agit de ne pas faire de dessins trop faciles, d'essayer de provoquer la réflexion, d'aller toujours un petit peu plus loin. Mais peut-être qu'un jour je ferai de la bande dessinée. J'imagine, quand je lis **Le Figaro**, que si j'étais Mitterrand, je ferais un esclandre terrible, je dirais : « Bon, j'en ai marre, vous voulez vivre comme dans **Le Figaro** ? Eh bien, allez-y ! Faites des bagnoles, écoutez vos walkmans, ne lisez plus de journaux ! » La télévision avec Zitrone, Joseph Poli et autres, je m'amuse comme si j'étais à Guignol. Evidemment ça ne me suffira pas toute la vie, mais ça m'amuse pour l'instant, toujours en sachant qu'on pourrait vivre autrement. On me dira : « Si tu étais dans le monde que tu espères, il n'y aurait pas de place pour un dessinateur puisqu'il n'y aurait plus rien à dénoncer. » Peut-être que je trouverais cela bien ; je ne voudrais pas vivre toujours dans la connerie pour la dénoncer, mais, avant de mourir, connaître autre chose que ce monde qui ne me plaît pas.

• **Cet autre monde existe-t-il**

quelque part ?

Non, il y a une trentaine de pays où règne un régime à peu près démocratique et une liberté, et la France fait partie de ceux-là. On se plaint, mais on a encore la chance de vivre dans un de ces pays où beaucoup de gens voudraient vivre. C'est ce qui est terrible, désespérant. Ce que tu trouves à peine acceptable, pour certains c'est le paradis. Voilà qui fait réfléchir sur le degré de bêtise qui règne sur le globe. L'idéal, ce serait un pouvoir planétaire, l'abolition des frontières, la mondialisation de tous les problèmes, voilà l'espoir.


• **C'est l'utopie totale ?**

L'utopie ou la mort, comme répondrait le candidat écolo René Dumont.

• **Devant cette impossibilité, le seul refuge reste le dessin ?**

C'est vrai, le dessin est un refuge. Mais je n'en profite pas tellement, puisque je ne recrée pas un monde à moi, sauf peut-être avec le Grand Duduche. C'est vrai aussi que le lycée aurait pu être cet endroit privilégié. Un lycée de conte de fée... ça fait rigoler tout le monde. Mais oui, le dessin est un refuge, comme la musique en est un. C'est aussi un gagne-pain, c'est la vie, quoi ! Il faudrait que les gens aient des refuges, que leur métier soit vraiment leur refuge. C'est une chance pour moi, parce que le gars qui est flic ce n'est pas son refuge, son refuge c'est quand il rentre à la maison.

**Propos recueillis par  
Maurice Guillot**





# être enfant d'enseignant

**Etre avec sa mère toute la journée, à la maison et en classe.**

**Voir ses enfants au foyer, mais aussi à son travail.**

**Aubaine ou malchance ? Bénédiction ou malédiction ? Paradis ou enfer ?**

**Deux faces d'une situation singulière que sont appelés à vivre — plus ou moins bien — les enfants d'enseignants et leurs parents.**

« **J'**ai toujours vécu dans une école. Aussi loin que je me rappelle, l'école était toujours au bas de l'escalier ou au bout du couloir. C'était une pièce de la maison. » Marianne, fille d'instituteurs, se souvient. Mais aussi Hélène : « Dès que j'ai pu me tenir assise, ma mère m'a prise dans sa classe, classe unique de campagne. Ma chambre était juste au-dessus. Après la sieste, un grand élève venait me chercher. Pour moi, l'école c'était la maison. Le dimanche, je jouais dans la cour. » Dès son plus jeune âge, l'enfant d'enseignant est différent. Tout d'abord, c'est un familier de l'univers scolaire, et à ce titre, il bénéficie d'une meilleure intégration : « Je n'ai jamais eu peur d'aller à l'école ; j'y étais comme un poisson dans l'eau, dit Marie-Françoise ; c'était un tremplin. » Même s'il n'est pas toujours dans la classe de son père ou de sa mère, l'enfant d'enseignant bénéficie d'une aide à la maison. On suit son travail scolaire, on lui réexplique ce qu'il n'a pas compris.

Systématiquement « poussé » à la maison, l'enfant d'enseignant est très souvent en avance, soit qu'il entre au CP à cinq ans, soit qu'il sache lire à six ans et passe directement de la

grande section de maternelle au CE 1. Une étude réalisée en 1981-1982 à l'université de Paris V, sous la direction de Viviane Isambert-Jamati, par des étudiants en sciences de l'éducation dans le cadre d'une UV « sociologie de l'enseignement », met en évidence ce phénomène. L'enquête, menée auprès d'un échantillon de cent vingt familles d'enseignants de la région parisienne, portait à la fois sur les carrières scolaires des enfants et sur le comportement des parents vis-à-vis de leur progéniture. Si l'on considère comme « indices de poussage » l'entrée précoce au CP, une année d'avance en sixième, en troisième et en terminale ainsi que le choix des langues (allemand, latin, grec), il ressort que les enfants d'enseignants (tout comme ceux des cadres) sont en avance : quatre-vingt-huit sur cent vingt sont entrés au CP à cinq ans. Les aînés sont davantage encouragés que les cadets (13 % de plus).

Cependant, il y a une différence de stratégie selon la catégorie à laquelle appartiennent les enseignants. Les instituteurs « poussent » davantage leurs enfants dans le primaire : 33 % ont un an d'avance (1), pourcentage

sensiblement égal à celui des enfants de professeurs (34 %). Ensuite, cette stimulation diminue : à treize ans, un tiers des enfants d'instituteurs ont perdu l'avance acquise dans le primaire ; à seize ans, ils ne sont plus que 6 % à être en avance, (contre 27 % d'enfants de professeurs). Selon les conclusions de l'étude, ce sont les couples « père professeur et mère PEGC » qui sont les plus « performants » pour leurs enfants tout au long de la scolarité, et les couples professeur-institutrice qui les poussent le moins : l'indice qui est de 0,60 pour les enfants de PEGC-professeur en avance au CE 1, en sixième et en terminale, tombe à 0,16 pour les enfants de couples professeur-institutrice. Les auteurs du mémoire (2) attribuent cela à la fois à la bonne connaissance des « points stratégiques » du cursus scolaire (d'où une meilleure utilisation des filières et ressources du système) et à la volonté de promotion sociale : « Les couples PEGC-professeur poussent peut-être davantage leurs enfants parce qu'ils mesurent mieux ou autrement, dans leurs professions respectives, l'importance qu'il y a pour eux à être munis d'un diplôme supérieur. »



Aidé, stimulé, encadré, l'enfant d'enseignant apparaît comme un privilégié. Pourtant, l'arme est à double tranchant et l'avantage peut se muer en handicap. L'enfant qui se trouve dans l'école, ou pis, dans la classe de l'un de ses parents, est un « *enfant sous surveillance* ». Écoutons cette institutrice qui a vécu cette situation pendant trois ans, avant de changer son fils d'école. « *Dès qu'il y avait un problème, on me le signalait. D'autre part, lorsqu'il me voyait causer avec son institutrice, mon enfant pensait qu'on parlait de lui. Il était perpétuellement angoissé. Lorsque je surveillais la récréation, il avait pour mot d'ordre de s'adresser à ma collègue et pas à moi. Il avait aussi des problèmes avec ses camarades, aux yeux desquels il restait "le fils de l'institutrice". Pris entre obséquiosité et dérision, il n'avait guère d'amis. Le changer d'école, c'était lui rendre service. Maintenant il est plus autonome, plus indépendant. Auparavant, il ne fréquentait personne. Cette année, pour la première fois, il a invité dix copains pour sa fête, dix enfants que je ne connais pas. D'ailleurs, il s'est bien gardé de leur dire que je suis enseignante.* »

Voilà exposées quelques-unes des difficultés auxquelles se trouve confronté l'enfant d'enseignant. Situation artificielle et parfois embarrassante : « *Je ne pouvais appeler ma mère ni madame, ni maman. Alors je ne l'appelais pas.* » Jalousie des autres enfants : « *On est cataloguée comme la fille de l'instit ou du prof* », « *Nous étions envieuses ; on avait l'impression que la fille du professeur d'histoire connaissait les sujets avant la composition* », « *Je n'ai pas dit à mes camarades que ma mère était institutrice. Ils me diraient : pour un fils d'instit, tu n'es pas fort!* », « *J'avais l'impression d'être à la fois envinée par*

*les autres et traitée plus sévèrement par ma mère, soucieuse de ne pas faire de favoritisme.* » Les réactions sont même parfois franchement agressives. Ainsi, cette enseignante qui a surpris un élève s'adressant en ces termes à son fils au moment de la récréation : « *Tu crânes parce que ta mère surveille !* » Si certains instituteurs apprécient d'avoir leur enfant dans leur classe parce qu'ils sont sûrs de la qualité de l'enseignement reçu et que « *cela préserve de la tentation d'aider pour les devoirs* », d'autres s'y refusent absolument pour ne pas mélanger les rôles. Sur ce point, le débat reste ouvert.

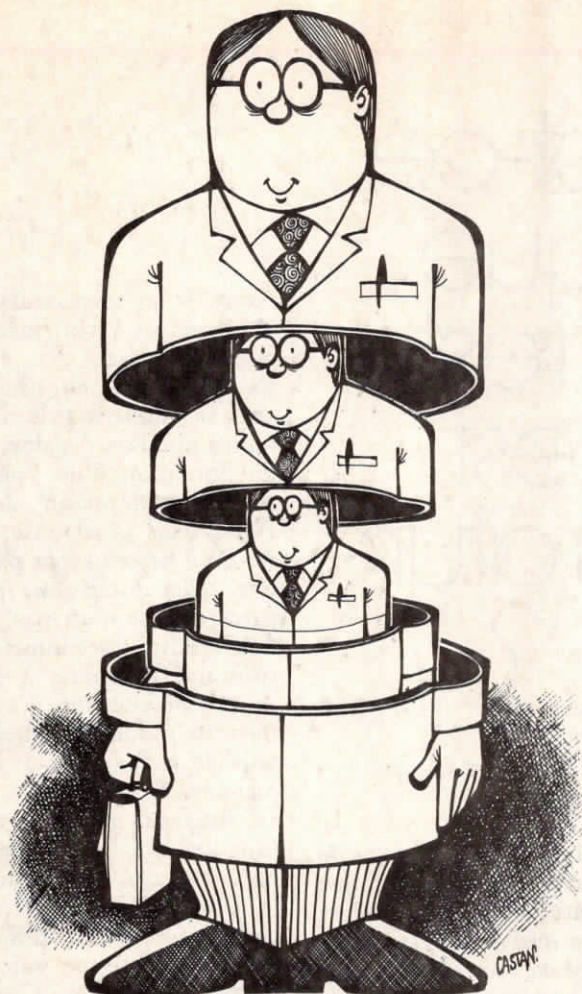
Enfin, les enseignants ont tendance à projeter sur leur enfant l'image de l'écolier idéal dont ils rêvent. « *Je n'avais pas le droit d'avoir de mauvaises notes, et il allait de soi d'être toujours première. Une fois, j'ai été troisième et j'ai eu droit à des réprimandes* », dit Marianne. Derrière le parent, il y a le pédagogue. Et cela ne se limite pas au travail scolaire, mais concerne aussi les loisirs. Jeux éducatifs et lectures enrichissantes sont le lot des enfants d'enseignants. « *Ils veulent que leur enfant lise de bons livres. D'où la tendance à leur mettre dès huit ans du Jules Verne entre les mains, ou l'arrière-pensée qu'en jouant aux petits-chevaux, il va apprendre à compter* » remarque Marie-Claude, directrice d'école. Elle dénonce aussi cet autre travers de l'enseignant qui, voulant à tout prix ouvrir son enfant au monde extérieur, le traîne de musée en exposition et l'en dégoûte définitivement. C'est vrai, ajoute Marianne : « *On ne lit jamais les mêmes bouquins que les copains, pas plus qu'on ne regarde les mêmes émissions de télévision.* »

Cette hantise de la réussite scolaire tourne mal, parfois. Lorsqu'ils sont en

échec, les enfants d'enseignants le seraient à un degré extrêmement sévère. A l'École nationale du premier degré de la Verrière, établissement de la MGEN qui accueille des enfants en difficulté (dont de nombreux enfants d'enseignants), l'équipe éducative a constaté au fil des années, que les enfants issus de ménages d'instituteurs ayant vécu un régime étouffant pendant leur scolarité primaire ont tellement peur des réprimandes de leurs parents qu'ils préfèrent faire une scolarité nulle plutôt que moyenne. D'où des cas « lourds », voire des abandons.

Alors, l'enfant d'enseignant étouffé, surveillé, opprimé ? Pas toujours. Tout dépend de l'attitude et de la personnalité des parents. S'ils ne considèrent pas l'école comme le centre du monde, s'ils n'attachent pas une importance exagérée aux « bonnes notes », tout se passe bien. C'est le cas chez Pauline, qui se qualifie elle-même d'enseignante peu traditionnelle, travaillant dans une école expérimentale. Divans moelleux et coussins multicolores, murs tapissés d'affiches et de rayonnages, chat lové dans son fauteuil attiré : dans ce décor chaud et décontracté évoluent, outre Pauline et ses trois filles, de nombreux jeunes et moins jeunes, copains et amis. Les filles ont toutes été, à un moment de leur scolarité, dans la classe de leur mère. « *Je n'ai pas beaucoup travaillé cette année-là, dit Delphine, treize ans. Pourquoi ? Parce que c'était ma mère. Elle est assez cool et pas regardante pour les notes.* » « *Etre dans la classe de sa mère, ce n'est pas mal, ajoute sa sœur Karin. Je n'ai pas trop fait le clown cette année-là.* » Contrairement à d'autres, elles n'ont pas eu de difficultés avec leurs condisciples : « *Ils connaissaient ma mère. Dans la me-*





Sont-ils enseignants de père en fils (ou de mère en fille) ? Il semblerait plutôt qu'ils le soient de mère en fils... si l'on en croit les (rares) statistiques réalisées en ce domaine. D'après une enquête du SIGES (Service de l'informatique de gestion et des statistiques de l'Education nationale) réalisée en 1977-1978, portant sur les catégories socio-professionnelles des parents de normalliens, il s'avère que 19% d'entre eux ont une mère institutrice et 4,8% un père instituteur, tandis que 6,8% et 5,8% ont respectivement une mère et un père professeur. Parmi les filles, 3,7% ont un père instituteur et 18,8% une mère institutrice. Du côté des garçons, 6,2% ont un père instituteur et 19,2% une mère institutrice. Le métier d'instituteur semble donc attirer les candidats masculins déjà proches du milieu enseignant par leur famille. D'autres chiffres viennent corroborer cette donnée: alors que 5,4% des filles ont un père et 6,6% une mère professeur, ce pourcentage passe pour les garçons à 6,3% (père professeur) et 7,1% (mère professeur).

D'autres statistiques recueillies par l'INSEE en 1977, mais ne prenant en compte que la profession du père, montrent que, sur 12 683 fils de professeurs, 2 802 sont devenus professeurs et 395 instituteurs. Sur 39 971 fils d'instituteurs, 6 647 sont devenus professeurs, et 4 615 instituteurs. D'autre part, sur 10 892 filles de professeurs, 2 915 ont embrassé la même profession que leur père, tandis que 3 884 devenaient institutrices. Enfin, sur 27 575 filles d'instituteurs, 5 913 ont choisi le même métier, et 3 722 sont devenues professeurs.

On remarque en outre une ambition propre aux enseignants: lorsque leurs enfants ont pris le relais, ils ont tendance à les pousser à un degré plus élevé qu'eux, sorte de désir de promotion par personne interposée. Ainsi, cette jeune institutrice de maternelle que sa mère, institutrice dans le primaire, voudrait bien voir devenir conseillère pédagogique ou inspectrice (alors qu'elle même n'a jamais brigué de fonction de direction), ou ce professeur agrégé de lettres classiques désolé de voir son fils — pourtant universitaire — échouer au concours de Normale Supérieure.

Etre parent-enseignant, c'est parfois gênant: parce que l'on ne peut s'empêcher de juger — et de critiquer — les méthodes des collègues et parce que l'on ne peut occuper, en tant que parent, de poste à responsabilité au sein des instances paritaires (conseil d'école, etc.), du moins tant que son enfant se trouve dans l'établissement. « On est enseignant avant d'être parent » remarque une institutrice. Enfin, être enfant d'enseignant, cela crée certains réflexes, façonne des attitudes, impression résumée d'une phrase de cette fille d'instituteurs en milieu rural aux temps héroïques de la lutte public-privé: « Je suis un bébé laïque. »

sure où elle était sympa et où ils l'aimaient bien, il n'y a pas eu de problèmes. »

Quant à Pauline, elle estime qu'avoir ses enfants dans sa classe, c'est une envie qu'il faut réaliser: « Ce serait se priver de ce que tous les parents aimeraient faire: voir leur enfant réagir en collectivité et en situation d'apprentissage. D'autre part, les enfants peuvent voir leur mère dans sa vie professionnelle. C'est du même coup pour les autres élèves l'occasion de savoir que l'institutrice ne fait pas partie des meubles de l'école, qu'elle a aussi une vie familiale. » Bref, à son avis, cela peut être merveilleux à condition d'être spontanée. A-t-elle raison? Laissons le dernier mot à Karin: « Je ne me sens pas fille d'institutrice, mais fille de Pauline. »

Michaëla Bobasch

(1) Ce qui était possible dans les années 1960. L'enquête a été menée sur le passé scolaire d'élèves ayant aujourd'hui plus de dix-huit ans. Cependant, il semblerait que, par le biais des dérogations, les enseignants n'aient pratiquement pas été touchés par les restrictions apportées à l'entrée des enfants de cinq ans au CP, alors que cette avance devenait exceptionnelle pour l'ensemble de la population.

(2) Mémoire intitulé « Les stratégies scolaires des enseignantes en fonction de la catégorie socio-professionnelle des conjoints, l'âge des parents, le rang des enfants », par Silvia Tania Azevedo, Jean-Michel Barbette, Jean-Paul Demouvaux, Chantal Feusier, Abdoul Mamoudou Kane, Célestin Meda, Brigitte Soulas, Adolphe Tchicaya et Eric Weill; sous la direction de Viviane Isambert-Jamati.



Régis Debray contre Bernard Pivot, je ne suis pas sûr qu'un tel combat soit véritablement passionnant. Mais le fait est là : il a fait recette, et les entrepreneurs de spectacles doivent aujourd'hui s'interroger fébrilement sur les manières de répéter de semblables empoignades. Écartons d'emblée deux points, qui paraissent réellement dérisoires, même si ce sont eux surtout qu'on a montés en épingle : la querelle de personnes, en cette affaire, est à l'évidence dépourvue d'intérêt, sauf pour les échetiers du trou de serrure ; le problème de savoir si un responsable politique de haut rang peut se permettre de dire n'importe quand, n'importe où, n'importe comment, tout ce qu'il pense, est sans doute passionnant mais ne constitue pas ici le véritable enjeu.

Il me semble que l'essentiel est ailleurs. Quelle que soit l'opinion que l'on professe à l'égard d'« Apostrophes » et de Bernard Pivot (et la mienne est largement favorable), il est indiscutable que cette émission exerce un pouvoir exorbitant sur les « manières de lecture » des Français d'aujourd'hui et, conjointement, sur les pratiques éditoriales. Pour le succès d'un livre, un passage à « Apostrophes » est fondamental, et il n'y a rien d'équivalent.

C'est un fait grave. Il faut dire fermement que Pivot n'y est pour rien : les sous-entendus, à cet égard, sont en effet détestables. Une émission a du succès parce qu'elle est conçue par un grand professionnel : en tenir rigueur à celui-ci, lui faire porter le chapeau, l'accuser en somme, est à la fois totalement injuste et franchement absurde.

Donc pas question de se lancer

# est-ce que le reste est littérature ?

dans la psychologie moralisante. Si personne, jusqu'à maintenant, n'a réussi à rivaliser avec Pivot, malgré des tentatives répétées, c'est que la chose est évidemment très difficile. La simple honnêteté commande d'en prendre acte. Il n'empêche que le vrai problème reste entier : même si l'on estime Pivot, même si l'on admet, comme tout le montre, qu'il est totalement honnête et échappe aux coteries, on ne peut cependant nier que, *dans les faits*, « Apostrophes » peut faire pluie et beau temps.

L'intolérable serait de prétendre résoudre la difficulté en supprimant l'émission (comme le souhaitent tous ceux dont le rêve consiste, comme disait Brecht, à « dissoudre le peuple »). Mais la question se pose bien en effet, à mes yeux, de savoir comment susciter, à la télévision, d'autres émissions aussi attrayantes et aussi efficaces. La litté-

rature et les spectateurs ont tout à y gagner, et Pivot, manifestement, rien à y perdre.

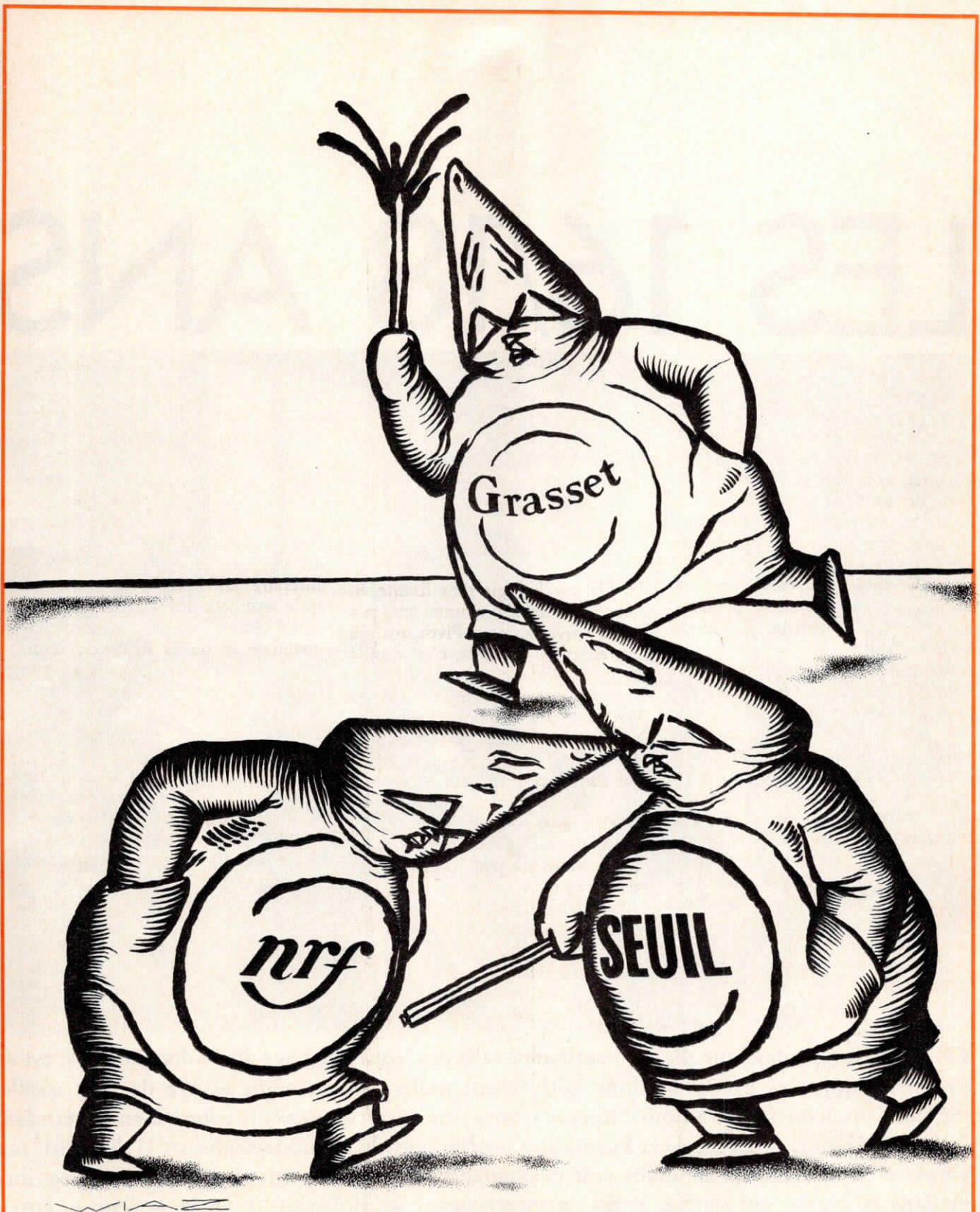
J'ai peur que, en occultant cette analyse simple sous le clinquant des sabres que l'on dégaine, on ait perdu l'occasion d'un vrai débat. La réelle modération de Bernard Pivot, dans sa réponse, laisse penser qu'il ne refuserait pas lui-même une telle discussion, précisément parce que ce n'est pas lui qui, ici, doit rendre des comptes : il est au contraire l'exemple à suivre ; or, jusqu'à maintenant, il a servi seulement de modèle à imiter. Une telle attitude était (et reste) inéluctablement vouée à l'échec.

La situation médiocre de l'édition littéraire en France, la mainmise qu'y exercent les « intellocrates », la réduction du livre à une marchandise et de sa diffusion à un batelage, personne aujourd'hui ne devrait les ignorer. C'est pourtant le cas, et le quatrième pouvoir, celui des media, n'y est certes pas sans responsabilité. De l'avis général, Pivot est, à cet égard aussi, l'un de ceux qui font le mieux leur métier, techniquement et déontologiquement. Ne nous étonnons pas, donc, de la levée de boucliers contre Debray.

Mais n'oublions pas, à l'inverse, la part de vérité de ce qu'il a dit : tout monopole d'information finit par entraîner des conséquences néfastes, inévitablement, et il est essentiel d'y remédier. La pluralité reste, pour cela, le moyen le meilleur, c'est-à-dire le plus démocratisant. L'erreur, et hélas, elle semble bien avoir été commise, serait de tomber dans la théorie du complot, qui aboutit nécessairement à la chasse aux sorcières, pire que tout mal, et oublie ce qu'il y a de positif dans la situation actuelle.

LA CHRONIQUE  
DE  
LOUIS PORCHER





les prix littéraires



# LES 16/18 ANS



La formation professionnelle, en particulier celle des jeunes de seize ans à dix-huit ans, est en première ligne des préoccupations gouvernementales. Nous avons essayé de voir quelles difficultés rencontraient aujourd'hui ces jeunes déjà sortis du système éducatif en demandant à Marcel Rigout, ministre de la Formation professionnelle, de nous expliquer le dispositif mis en place pour les aider, en allant voir permanences d'accueil et missions locales, en province et dans la région parisienne, enfin en interrogeant les différents acteurs — jeunes, enseignants et chefs d'entreprise — sur les possibilités de formation, de débouchés... et d'emplois.



# un métier pour réussir

entretien avec

Marcel Rigout

ministre de la

Formation professionnelle

● L'action en faveur des jeunes de seize/dix-huit ans est la « priorité des priorités » pour ce gouvernement. Est-elle conçue comme une action ponctuelle pour endiguer le flux des jeunes non formés ou estimez-vous qu'il s'agit d'un plan à long terme ?

La « priorité des priorités », pour le gouvernement, est la lutte contre le chômage et l'inflation. Cela dit, il est évident que priorité a été accordée à la formation professionnelle en général et à la formation des jeunes en particulier, notamment ceux qui n'ont pas pu bénéficier jusqu'alors d'une formation professionnelle à la sortie de leur scolarité. Tous les ans plus de deux cent mille jeunes sortent du système scolaire sans formation. Parmi eux, certains trouvent du travail, mais sans qualification. Le gouvernement a donc décidé une action généralisée sur deux classes d'âge (1), plus fragiles, pour des raisons sociales et humaines, que chacun doit comprendre : un jeune sans argent, sans travail, peut être conduit à une situation marginalisée.

Il ne s'agit donc pas d'une action

ponctuelle pour dégonfler les statistiques du chômage, ni de faire de la formation-parking, mais de donner un métier à ces jeunes. C'est le thème de la campagne « Un métier pour réussir ». C'est-à-dire que ce dispositif transitoire doit accompagner la réforme du système éducatif, pour tarir le flot des jeunes qui sortent dans ces conditions du système scolaire. L'objectif, c'est la qualification. Combien de temps faudra-t-il laisser en place ce dispositif ? Le moins longtemps possible, selon nous, car s'il devait se pérenniser, cela voudrait dire que nous prenons du retard sur la réforme du système initial, ce qui n'est souhaitable pour personne.

● Votre ministère est le maître d'œuvre de la mise en place de ce dispositif. Or, les seize/dix-huit ans relèvent de la compétence de plusieurs ministères. Comment travaillez-vous avec eux en tenant compte des prérogatives de chacun ?

On a demandé au ministère de la Formation professionnelle de coordonner



donner l'ensemble, de piloter l'opération avec la collaboration des autres ministères : la Jeunesse, la Solidarité nationale, et évidemment l'Education nationale (2). Nous nous sommes aussi concertés avec l'ensemble des partenaires sociaux pour élaborer le texte de l'ordonnance, ainsi que les circulaires et les décrets d'application. Ce dispositif a reçu l'accord unanime de tous, partenaires et ministères.

dans des villes, des quartiers, où la situation les justifiait : taux de chômage des jeunes très important, dégradation de l'environnement. Le rôle qu'il leur attribuait a été respecté. L'essentiel du dispositif est constitué par les permanences d'accueil, les stages de qualification, les périodes d'insertion et d'orientation collective approfondie pour ceux des jeunes qui doivent déterminer, sans trop d'erreurs, leur

système scolaire sans emploi ni contrat d'apprentissage, nous n'atteignons pas le chiffre de cent mille. Il faut donc mobiliser les municipalités et les élus, les mouvements associatifs, les associations de parents d'élèves pour aller à la rencontre des « inorganisés » que personne ne repère. Il faudra avoir la patience nécessaire pour les mettre en confiance, pour qu'ils puissent effectivement comprendre que leur avenir passe par une formation personnelle. Nous ne voulons pas les y conduire de force. Il faut que cela se fasse grâce à la mobilisation des jeunes mêmes.

• **Les collectivités locales sont un relais privilégié dans cette action. De quels moyens disposez-vous pour les convaincre et faire l'unanimité ?**

C'est une grande action de solidarité nationale. J'ai visité l'ensemble des régions, il n'y a pas eu de note discordante. Nous ne demandons pas de contribution financière aux mairies, mais simplement de mettre leur expérience au service du dispositif pour que la commune soit le catalyseur de toutes les bonnes volontés. Bien sûr, toutes les communes de France n'ont pas leur permanence d'accueil — nous en avons huit cent soixante-quatorze — mais nous avons veillé à ce que le lieu de permanence ne soit pas trop éloigné du lieu d'habitation des jeunes en zone rurale. Ce dispositif est décentralisé au maximum.

• **Le patronat s'est toujours plaint de la mauvaise formation effectuée par l'Education nationale. Hormis les entreprises na-**



• **Les missions locales définies dans le rapport Schwartz étaient conçues comme des structures d'accueil polyvalentes. L'interprétation qui en est faite pour cette opération n'est-elle pas restrictive ?**

Le professeur Schwartz proposait de mettre partout des missions locales. Nous en avons installé cinquante-neuf, à titre expérimental,

projet de formation.

• **De tout temps, il y a eu un certain pourcentage de jeunes dits « inorganisés ». Comment votre dispositif va-t-il les atteindre et y a-t-il des actions particulières qui leur sont destinées ?**

Entre les demandeurs d'emploi de seize/dix-huit ans inscrits à l'ANPE et les jeunes qui sortent du



**tionalisées, comment allez-vous l'inciter à accueillir des jeunes non formés ?**

C'est vrai que nous rencontrons souvent cette objection. Elle est un peu exagérée. Certes, il n'y a pas adéquation parfaite entre les formations dispensées à l'Education nationale ou ailleurs et l'emploi, et certains secteurs de formation sont déficitaires. Prioritairement, nous allons combler ce vide, en mettant en place des stages dans ces filières : électroniciens, électromécaniciens par exemple, mais aussi couvreurs, tailleurs de pierre pour la rénovation des centres villes. Nous avons là quelques créneaux qui ne sont occupés actuellement ni par l'apprentissage ni par l'enseignement dispensé dans les établissements de l'Education nationale. Par contre, nous ne voulons pas doubler et donner des formations déjà dispensées en assez grand nombre.

**• Avez-vous vraiment trouvé la mobilisation des entreprises ?**

Il s'agit de mobiliser les petites et moyennes entreprises pour les métiers liés à l'artisanat et les grandes entreprises du secteur privé pour les autres formations. Nous avons également réussi à impliquer les secteurs publics et nationalisés, y compris la Fonction publique. Ce n'est pas une pratique courante, car généralement ce sont les PME qui accueillent des stagiaires. Mais il ne nous faut pas oublier que, sur les cent mille jeunes concernés, il y a plus de 50 % de jeunes filles...

**• L'un des piliers de votre action est l'alternance. La plupart des**

**syndicats (centrales ouvrières et enseignantes) l'ont souvent combattue. Comment allez-vous obtenir leur adhésion ? Ne craignez-vous pas que des réticences entravent le processus ?**

On aurait pu tout simplement trouver un autre mot. Nous avons auparavant essentiellement combattu l'insuffisance des textes de loi sur l'alternance (la loi Legendre par exemple) qui ne comportaient pas suffisamment de garantie pour que la formation dans l'entreprise soit vraiment qualifiante. Dorénavant, cette formation sera placée sous la responsabilité de l'organisme de formation et du compagnon désigné après débat au sein du comité d'entreprise, par l'entreprise, laquelle pourra déduire ces frais de formation sur les taxes versées à l'Etat.

**• Cette alternance-là fonctionnera-t-elle mieux que la précédente ?**

J'en suis certain. Je fais confiance aux personnes à qui ces responsabilités seront confiées. La rencontre avec les jeunes devrait avoir lieu sans paternalisme, sans démagogie. C'est l'organisme de formation conventionné qui a la maîtrise de l'ensemble du cursus de formation des jeunes, aussi bien de l'enseignement général dispensé dans les établissements que de la partie pratique dans les entreprises. Il faut que les deux formateurs puissent communiquer très souvent entre eux. Les jeunes doivent comprendre que, pour avoir une bonne expérience pratique, il faut une meilleure connaissance générale. C'est assez innovant sur le plan pédagogique, d'autant plus

qu'il n'y a pas de règles absolues, nous laissons aux organismes de formation le soin d'apprécier cas par cas.

**• Il s'agit d'un pari ?**

Il n'y avait pas d'autre solution. Proposer purement et simplement aux jeunes de revenir à l'école aurait été un échec. Ils ont peur de l'entreprise, mais sentent que c'est là qu'ils vont apprendre un métier.

**• La mise en place de l'opération demande des moyens mais aussi des hommes. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Une formation spécifique, même rapide, a-t-elle été prévue ?**

Les formateurs existent, les gens motivés pour s'occuper des jeunes en difficulté existent et en quantité suffisante. De surcroît, nous augmentons les effectifs de l'ANPE, des CIO (centres d'information et d'orientation), des organismes de formation, etc. Tout cela ne peut se concevoir sans d'énormes moyens financiers supplémentaires. Nous avons également prévu la formation de deux mille formateurs et un court stage pour les tuteurs qui, sur le plan du savoir-faire, n'ont pas de problème mais qui ont peut-être besoin d'une petite mise au point sur le plan de la pédagogie.

**• L'Education nationale dans ce dispositif va se tailler la part du lion. Dans certains secteurs, entre ce ministère et le vôtre, il est parfois difficile de sérier les responsabilités. Quels sont vos rapports et de quelle coopération s'agit-il ? Par ailleurs, le plan seize/dix-huit ans est parfois perçu comme étant**





### concurrentiel à l'Education nationale. Qu'en pensez-vous ?

Il faut tordre le cou à ces idées qui sont fausses. C'est vrai que, légitimement, les enseignants de l'Education nationale ont beaucoup souffert du manque de moyens, notamment dans l'enseignement technique. Ils auraient pu dire : « En nous donnant les moyens que l'on débloque pour les seize/dix-huit ans, on aurait pu régler le problème. » Nous en avons débattu longuement. On ne pouvait pas construire ni équiper en six mois de nouveaux établissements. Après une étude sérieuse, nous sommes arrivés à la conclusion que l'Education nationale, dans l'état actuel des choses, ne pouvait pas accueillir plus de vingt mille jeunes supplémentaires dans les lycées d'enseignement professionnel pour pouvoir dispenser une formation de qualité. Il lui est demandé sur ce plan un gros effort pour éviter le phénomène de fuite en cours de scolarité. Mais il n'y a pas de problème de concurrence, il y a complémentarité. L'Education nationale ne se taillera pas la part du

lion, elle fera ce qu'elle doit faire, en fonction de ses capacités, c'est-à-dire 30 à 50 % des actions de formation.

#### • L'Education nationale en revendique 50 %...

C'est ce que le Premier ministre lui a demandé. Cet objectif sera atteint et même dépassé seulement dans certaines régions. Nous voulons également conventionner les organismes de formation des chambres consulaires et des organismes privés dispensant une formation de qualité, afin que les conditions pour l'émulation soient mieux réunies.

• Le dispositif de formation est une chose, mais on ne peut le concevoir sans un dispositif pour l'emploi des jeunes. Y a-t-il quelque chose de nouveau prévu à cet effet ? Ne craignez-vous pas que ces jeunes soient en définitive orientés uniquement en fonction des impératifs économiques immédiats ?

On ne demande pas aux em-

ployeurs qui vont recevoir ces jeunes de les embaucher obligatoirement. Nous le souhaitons bien entendu, et nous pensons que dans certaines entreprises, privées notamment, ceux qui réussiront leur formation trouveront un emploi. Et il faut bien répondre aux besoins et éliminer les formations qui ne débouchent sur rien. Notre dispositif permet de mieux ajuster le choix de formations et les possibilités d'emploi immédiat. Il faut faire face au court terme, bien que nous investissions surtout sur le long terme.

• Le rapport Schwartz n'envisageait pas les problèmes de formation dissociés de l'environnement social, culturel et affectif des jeunes. Comment allez-vous prendre en compte ces autres dimensions ?

Nous nous sommes arrêtés longuement sur le dispositif de formation et peut être avons-nous évacué trop vite la phase d'accueil et la phase pédagogique. Ces jeunes vont être dispersés dans les entreprises, mais ils vont se retrouver



dans l'organisme de formation pour la formation générale qu'il ne faut pas limiter aux programmes classiques habituels.

• Mais il y a plus que cela : il était prévu également la prise en compte des problèmes de santé, logement, drogue, etc.

Ils ne sont pas absents de nos préoccupations et de celles des missions locales. Mais ce qu'ils vont aussi recevoir du côté entreprises n'est pas à sous-estimer du point de vue social et culturel.

• La dernière phrase du rapport Schwartz, c'est : « Rien ne se fera sans les jeunes. » Etes-vous sûr de leur adhésion ?

J'ai confiance. C'est une nouvelle chance que nous leur donnons et ils l'apprécieront. Nous ne voulons pas les tromper, ni tricher avec eux. Nous ne leur disons pas que c'est facile et que nous leur offrons une voie royale. Nous leur disons : « Vous avez été en difficulté, nous avons pris une décision pour vous aider, il faut que vous fassiez l'effort nécessaire. » Il s'agit d'« un métier pour réussir », l'emploi nous ne le garantissons pas.

**Propos recueillis par  
Nicole Gauthier**

(1) Seize/dix-sept et dix-sept/dix-huit ans.

(2) Les ministères impliqués sont : Solidarité nationale, Droits de la femme, Justice, Education nationale, Travail, Jeunesse et Sports, Formation professionnelle.

# course d'obstacles

---

## pour

---

## une formation

---

**D**eux pièces, des tables, des chaises, des classeurs, des journaux, des fiches pratiques sur l'orientation et les métiers, deux téléphones, un animateur-conseiller-orientateur et des jeunes. La permanence d'accueil de Sartrouville (Yvelines), située dans le quartier le plus difficile, le plus urbanisé, le plus défavorisé de cette ville de la banlieue Nord-Ouest, ne désemplit pas. Ceux qui viennent pour la première fois, ceux qui sont venus mais ont besoin d'informations complémentaires, ceux qui s'installent là pour téléphoner à d'éventuels employeurs se croisent tout au long de la journée. Ici, la permanence, c'est aussi une maison ouverte aux jeunes de seize/dix-huit ans pour qu'ils puissent au mieux résoudre leurs problèmes de formation et d'emploi. La publicité du ministère de la Formation professionnelle, le bouche à oreille, les structures sociales déjà existantes ont amené là une partie de ceux qui sont en difficulté. Ils habitent presque tous la même cité — au nom pourtant si évocateur de « Cité des Indes » —, ont abandonné leur

scolarité à peu près en même temps et, par un effet boule de neige, ils amènent leurs anciens copains de classe ou leurs voisins de palier.

A l'opposé, Villars-de-Lans. La permanence du plateau du Vercors, installée au troisième étage de la mairie, ne fonctionne, avec un conseiller d'éducation, qu'une fois par semaine. Pourtant, en deux séances, elle a déjà reçu dix-sept jeunes sans formation et sans emploi. A la mesure de cette petite ville de montagne, c'est énorme.

Partout, à Conflans-Sainte-Honorine ou dans la pourtant très bourgeoise Saint-Germain-en-Laye, les jeunes ont afflué, dès le mois de septembre, même là où on les attendait le moins. Ils ont parfois débordé les mairies qui n'ont pas toujours eu le temps d'organiser l'accueil. Cela prouve, s'il en était besoin, la demande de ces jeunes qui se retrouvent, du jour au lendemain, livrés à eux-mêmes, au milieu d'un maquis administratif dans lequel il est difficile de se re-



pérer. Ils ont tous un peu la même histoire. Issus de CPPN (classes pré-professionnelles de niveau), de CPA (classes préparatoires à l'apprentissage), de SES (sections d'études spécialisées), ils ont abandonné la scolarité quand ils ont eu seize ans, à la suite d'un échec à un examen, ou pour des difficultés personnelles. Ils se sont ensuite, dans le meilleur des cas, inscrits à l'ANPE, ont vainement cherché du travail, et depuis... plus rien.

Partie prenante du dispositif, les municipalités se sont lancées dans cette bataille à corps perdu. L'approche des élections municipales de mars 1983 n'y est pas étrangère et les collectivités locales sont concernées par les problèmes des seize/dix-huit ans à plus d'un titre. Les chiffres du chômage pèsent lourd sur les municipalités, les structures sociales locales (maisons des jeunes et de la culture, centres sociaux, etc.), sont confrontées quotidiennement à cette population, bref tout concourt et fait pression sur les élus pour que même les moins convaincus essaient de prendre les choses en main. Ils ne sont pas mécontents non plus de voir que le problème n'est plus du ressort des seuls spécialistes de la formation ; ils en profitent pour interpeller les agences locales pour l'emploi, les CIO (centres d'information et d'orientation), l'Education nationale, ces partenaires administratifs trop prudents, ou peut-être trop routiniers ou trop fatalistes. Puisque là-dessus le gouvernement a décidé de jouer le jeu de la décentralisation, ils sont décidés à bien l'utiliser.

Certaines municipalités sont des pionnières. Grenoble par exemple, traditionnellement capitale de l'in-

novation sociale, n'en est pas à son ballon d'essai, mais a profité de la mise en place du plan gouvernemental pour redonner un second souffle à sa politique en direction de la jeunesse. Elle a demandé l'installation d'une mission locale qui hérite de l'expérience de la commune, laquelle a déjà travaillé sur les problèmes de réinsertion professionnelle des jeunes et des femmes. Une association regroupe donc aujourd'hui ville, administrations, partenaires sociaux, secteur associatif et représentants des organismes de formation, et gère six équipes qui opèrent sur les quartiers les plus touchés. Celles-ci sont installées dans des locaux déjà connus des jeunes, centres sociaux ou MJC, pour ne pas les dépayser et pour qu'ils viennent avec le plus de confiance possible. Ceux qui les accueillent essaient d'élaborer avec eux un projet de formation : stage, orientation vers l'apprentissage, vers un LEP, révisions pour repasser tout ou partie du CAP, etc.

---

Les municipalités étant impliquées, que ce soit dans les permanences d'accueil ou les missions locales, il faut encore mobiliser le dispositif de formation et les entreprises, ce qui n'est pas tâche facile.

Du côté des entreprises, il n'y a pas d'empressement excessif. Malgré les appels répétés et pressants du gouvernement, elles ne se sont pas précipitées pour accueillir des stagiaires. Les petites et moyennes entreprises se laissent convaincre plus facilement, d'autant que les relations sur le terrain sont plus fréquentes, plus personnelles, moins hiérarchisées. Le cou-

rant passe mieux, même si les petits entrepreneurs ignorent souvent tout des textes officiels. Dans l'académie de Grenoble, la DAFCO (Délégation académique à la formation continue) a nommé des conseillers de secteurs, véritables « VRP des seize/dix-huit ans » qui démarchent auprès des entreprises industrielles, artisanales et du secteur tertiaire, pour les convaincre de coopérer, discutent avec les ANPE pour consulter les fichiers, négocient avec les CIO et les organismes de formation pour adapter au mieux les stages à l'emploi.

Quel que soit le contexte, partout les partenaires se heurtent à plusieurs types de difficultés. Les premières tiennent au contexte économique : la formation n'a jamais été créatrice d'emplois et la recherche de débouchés nouveaux ne se fait pas sans tâtonnements. Si on s'efforce d'orienter les jeunes vers les filières les moins bouchées, on ne peut pas leur garantir l'emploi. De plus, il faut bien constater que s'il y a abondance de données chiffrées sur l'emploi des jeunes, elles sont pour la plupart (de l'avis même des spécialistes) illisibles, ininterprétables et en conséquence mal traitées. On manque à ce jour d'outils efficaces... alors que le problème est urgent. Parallèlement, cette fois, tout le monde semble s'être mis d'accord sur l'alternance. C'est une bonne chose. Mais on s'aperçoit aussitôt qu'on ne sait pas très bien comment faire et qu'en débattant longuement du « pour ou contre » on a oublié de penser une pédagogie qui tienne compte des conditions de travail et des possibilités de lier connaissances générales et pratiques ou savoirs et savoir-faire, si l'on excepte l'exemple de





l'apprentissage, celui-ci étant loin de convenir à tout le monde.

Il est pourtant quelques initiatives originales, quand les organismes de formation font un effort d'imagination pour concevoir une action de formation qui s'intègre dans les possibilités économiques et donne forme aux désirs des jeunes.

---

En voici un exemple, à Villars-de-Lans. De l'avis du maire, Albert Orcel, si certains jeunes sont en difficulté scolaire, c'est parce qu'ils conduisent eux-mêmes leur échec : ils obtiennent un CAP et, pour trouver du travail, ils sont obligés de descendre à Grenoble et d'abandonner leur pays, la neige et les montagnes. Ici, faire trente kilomètres, c'est s'expatrier. Alors ils préfèrent ne pas avoir de diplôme

du tout — d'autant que l'école ne les passionne guère — et rester chez eux, pour travailler aux « tire-fesses » pendant la saison de ski ou donner un coup de main à l'hôtellerie pendant l'été.

Du coup, l'AFRAT (Association pour la formation des ruraux aux activités de tourisme), organisme de formation privé, s'est alliée avec le GRETA Centre-Isère (l'alliance est suffisamment peu banale pour qu'on la souligne) pour concevoir un stage pour former des 16/18 ans aux activités touristiques. L'AFRAT propose le contenu, le GRETA apporte une aide pédagogique car si la première a l'expérience en matière de formation des adultes, elle n'a jamais travaillé avec des adolescents. Le but, c'est de les former à l'accueil touristique en milieu rural. Il ne s'agit pas de les initier à la grande hôtellerie ou à la

restauration traditionnelle, mais de leur donner les moyens de créer des structures d'accueil et de les gérer. « Dans la région, les grandes structures, c'est fini, explique Roger Point, directeur de l'AFRAT ; la nouvelle mode, c'est l'accueil à la ferme, de petites structures qui sont d'ailleurs mieux adaptées au Vercors. » Ils donnent donc aux jeunes qui suivent ce stage de qualification des notions de cuisine, d'économat et de sport. Ils veulent, en même temps, les former à l'esprit montagnard, « pour ne pas en faire des marchands de soupe ». Les jeunes en sortiront ainsi polyvalents, ils auront également suivi des cours de mise à niveau permettant à certains de réintégrer un CAP, à d'autres de passer ultérieurement le diplôme de moniteur de ski. Ceux qui ne poursuivront pas leurs études pourront créer leur propre emploi. Selon l'AFRAT, le Vercors manque plutôt de petites structures de ce type et c'est ce qui doit soutenir son développement.

D'autres formules, aussi originales, ont été trouvées ailleurs : plus bas dans la vallée, à Pont-en-Royans, l'animateur d'une troupe de théâtre organise un stage autour de tous les métiers de la scène, de l'électricité aux décors, de l'audio-visuel à la sérigraphie. Les petites entreprises suivent plutôt bien...

---

La plupart des organismes de formation ont en effet senti qu'il leur fallait mettre en place une nouvelle pédagogie par objectifs. Il s'agit moins de vendre du stage que de prévoir des actions de formation plus adaptées au public particulier que sont les seize/dix-huit ans. Que



ce soit pour les stages d'insertion professionnelle, d'orientation approfondie ou de formation qualifiante, les formateurs savent qu'ils s'adressent à des jeunes en difficulté. Et, bien sûr, on ne peut parler de formateurs sans parler d'Education nationale. Car, bien que tout ne soit pas de sa seule responsabilité, c'est la grande accusée par ces jeunes qui ont tout refusé avant d'avoir pu terminer une scolarité.

Pour certains, la mise en place du dispositif seize/dix-huit ans, c'est « l'électrochoc » qui doit amener irréversiblement une transformation pédagogique de l'Education nationale. Les animateurs et conseillers en formation continue qui travaillent dans les GRETA, qui font de la formation permanente depuis plusieurs années, s'en réjouissent plutôt : ils souhaitent introduire ainsi dans la formation initiale des éléments de formation pour adultes que les enseignants prennent peu, ou mal, en compte aujourd'hui. Ils entendent redonner un second souffle à l'enseignement technique.

Mais cette évolution des idées ne se fait pas en douceur. Quand les jeunes reviennent pour du travail en atelier dans les LEP qu'ils ont parfois quitté six mois plus tôt, les enseignants s'affolent : ils voient les élèves qu'ils ont consciemment ou inconsciemment éliminés l'an passé. « Tu ne vas pas nous les ramener ? » demande un professeur de l'enseignement technique à un conseiller en formation continue des Yvelines. Quelquefois, c'est le refus pur et simple : un collège d'une coquette banlieue de la région parisienne a refusé d'accueillir dans ses locaux un stage qualifiant.

**Trois types d'actions de formation** sont proposées aux 16/18 ans sans formation professionnelle et sans emploi : formation alternée de qualification, formation alternée d'insertion sociale, stages d'orientation collective approfondie.

► Les actions de formation alternée de qualification, constituées d'une formation générale et théorique et de périodes de formation pratique en entreprise doivent faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle et leur donner une qualification reconnue, les préparer à un emploi, leur donner les moyens d'une première insertion sociale. Pendant la totalité de la durée de la formation (allant de dix mois à deux ans), le jeune perçoit une indemnité forfaitaire de 500 F par mois pendant les six premiers mois, de 700 F les mois suivants. Les périodes en entreprise doivent représenter environ 30 % de la durée totale de la formation, un « cahier des charges » prévoyant les modalités de présence des jeunes dans l'entreprise. Un élément important : le comité d'entreprise doit être consulté sur les modalités d'organisation et de fonctionnement du stage en entreprise (nombre de stagiaires, programme, nature des activités proposées).

► Les actions de formation alternée d'insertion sociale s'adressent à ceux pour lesquels l'accès direct à une formation qualifiante est impossible, compte tenu des difficultés d'insertion qu'ils rencontrent. Elles reposent sur une pédagogie individualisée et doivent faire une large part à la vie de groupe. Ainsi, elles sont conçues à la fois pour aider les jeunes à sortir d'une situation d'échec, à prendre place dans la vie sociale, et à leur faciliter le choix d'un métier. Le nombre de stagiaires est limité à quinze, pour une durée maximum de dix mois (dont 50 % en entreprise) ; ces jeunes recevront la même indemnité mensuelle que ceux qui suivront une formation qualifiante.

► Les stages d'orientation approfondie s'adressent à ceux qui sont dans une situation intermédiaire : il ne leur est pas nécessaire de suivre une action d'insertion, mais ils n'ont pas de « projet professionnel » suffisamment défini pour entreprendre une formation qualifiante. Il s'agit donc de les aider dans leur démarche, mais ces stages (avec séjours en entreprise) sont plus courts : de quatre à six semaines, avec rémunération mensuelle de 500 F. A l'issue de l'un de ces stages, le jeune peut ensuite être orienté vers un stage d'insertion ou un processus de formation qualifiante. Mais il peut aussi être dirigé vers d'autres filières, comme l'apprentissage.

Le « dispositif d'accueil, d'information et d'orientation » prévu par l'ordonnance du 26 mars 1982 propose deux formules : les permanences d'accueil et les missions locales.

► Les permanences d'accueil, d'information et d'orientation informent les jeunes de seize à dix-huit ans sur les possibilités d'entrée en formation et proposent à leur choix un processus d'insertion sociale ou de qualifica-



tion professionnelle. Créées à l'initiative des collectivités locales, elles n'ont pas d'existence juridique propre et sont constituées avec l'appui d'organismes déjà existants. C'est le préfet de région qui, en accord avec le préfet de département ou à l'initiative des collectivités locales, détermine la zone d'intervention de chaque permanence, définie généralement en fonction du nombre de jeunes concernés. Mais la permanence d'accueil ne se substitue pas aux autres organismes d'information et d'orientation, ANPE ou CIO, avec lesquels elle travaille, ni aux organismes de formation. Toutes les permanences sont financées par l'Etat et, éventuellement, par les collectivités locales.

► Les missions locales ne sont pour l'instant lancées qu'à titre expérimental. Au nombre de cinquante-neuf actuellement, elles s'intéressent à tous les jeunes de plus de seize ans qui ne sont ni scolarisés, ni en apprentissage, ni titulaires d'un emploi permanent. Elles doivent aussi se préoccuper, plus largement, de tous les problèmes d'insertion qui se posent aux jeunes : vie quotidienne, logement, santé, etc. Elles sont créées à l'initiative des collectivités locales, peuvent disposer de personnels propres, et sont dotées de moyens spécifiques, apportés par les pouvoirs publics et les collectivités locales.

**Axe prioritaire de l'action du gouvernement dans la lutte pour l'emploi**, le plan Jeunes 16/18 ans a fait l'objet, en six mois, de nombreux textes précisant la mise en place du dispositif. Voici quelques-unes de ces étapes :

► Ordonnance du 26 mars 1982 « relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale », publiée au **Journal officiel** du 28 mars et signée par François Mitterrand, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Yvette Roudy, Laurent Fabius, Alain Savary, Edith Cresson, Jean Auroux, Edwige Avice et Marcel Rigout.

► Circulaire du 9 avril 1982, signée par Pierre Mauroy, concernant le dispositif d'accueil, d'information et d'orientation.

► Circulaire du 8 février 1982, complétée le 14 avril 1982 sur la mise en place d'un programme de formation alternée pour les jeunes de seize à dix-huit ans, émanant de Marcel Rigout.

► Circulaire du 21 avril 1982 (ministère de la Formation professionnelle) sur les actions d'insertion sociale en faveur des jeunes gens et jeunes filles de seize à dix-huit ans.

► Circulaire du 3 juin 1982 (ministère de la Formation professionnelle) sur la mise en place du programme et la présentation de conventions types (permanence d'accueil, formations alternées, etc.).

L'ensemble de ces textes a été réuni, sous forme de fiches, dans un dossier clair et précis par le ministère de la Formation professionnelle (55, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

de jeunes s'initiant à la cuisine de collectivités. Les animateurs des GRETA font plus facilement appel à des vacataires pour animer les sessions qu'à des personnels souvent réticents. Alors, la « nouvelle pédagogie », « l'électrochoc » ? On ne les sent guère pour l'instant. D'autant que, la formation initiale n'ayant pas été revue, ni remodelée, les LEP, les CPPN et les CPA continuent à produire des jeunes qui, l'an prochain, s'inscriront à leur tour dans les stages seize/dix-huit ans...

Ne noircissons pas le tableau. Le système éducatif a su parfois prendre en main le problème et assurer sa présence dans toutes les actions de formation, dans certains cas en coopérant avec des organismes privés. « *C'est une manière aussi de nous mettre en émulation avec un secteur concurrent. Nous lui apportons des choses, mais nous savons qu'il nous guette* », explique Nicole Jallifier-Arden, conseillère de secteur rattachée au GRETA Centre-Isère. Cela dit, tout le monde est au pied du mur. Car il est certes évident que les méthodes de formation initiale ne peuvent convenir à ces jeunes adolescents en rupture sociale. Mais la pédagogie pour adultes n'apporte pas, non plus, toutes les réponses. A la limite, on sait comment faire de l'alphabétisation pour les travailleurs turcs, mais on est démuni pour apprendre à lire et écrire à un jeune Français de seize ans. Pourtant, ils sont nombreux dans ce cas...

De là vient une partie des difficultés rencontrées dans la mise en place du dispositif. C'est une action




d'urgence qui a été entreprise, alors que certaines dispositions demandaient réflexion. Les plus actifs, les plus engagés, où que ce soit, doivent compter avec des résistances, qu'elles émanent du service public d'éducation, ou parfois des organisations syndicales. Les pièges dans lesquels il ne faut pas tomber sont nombreux : grande est la tentation de recréer, avec les permanences d'accueil et les missions locales, une nouvelle institution, engluée à son tour dans des considérations administratives complexes, alors qu'au contraire elles étaient justement voulues souples pour être plus opérationnelles ; grande aussi est la tentation pour les enseignants de formation initiale de ne pas retenir les jeunes dans le système, moins culpabilisés de leur donner une orientation « mission locale » qu'une orientation « vie active » ; grande, enfin, est la difficulté de sortir des relations souvent agressives entre les jeunes et les adultes. C'est pour cela que plusieurs municipalités, comme par exemple celle de Saint-Martin-d'Hères (Isère), ont préféré s'appuyer sur les équipes sociales existantes pour ne pas marginaliser les jeunes. En général, tout ce que les collectivités locales comptent d'éducateurs de rue ont été mobilisés pour s'occuper des seize/dix-huit ans : habitués aux populations, côtoyant les jeunes depuis longtemps, connaissant les problèmes posés par l'immigration ou la pré-délinquance, ils étaient tout désignés pour les aider à trouver une voie et à formuler leurs projets.

De manière générale, mais diversifiée, on collabore. Bien sûr, certains pensent que le dispositif est mieux adapté aux zones urbaines

qu'aux zones rurales où les jeunes ont souvent de longues distances à parcourir, ce qui leur pose, soit des problèmes de transports, soit des problèmes d'hébergement (et avec quel argent ?), soit les deux à la fois. On déplore aussi la coupure, parfois arbitraire entre seize/dix-huit et dix-huit/vingt et un ans alors qu'il s'agit souvent des mêmes jeunes, confrontés aux mêmes difficultés et que ceux-ci n'ont pas droit aux possibilités de formation offertes à ceux-là. Et puis surtout, on s'interroge sur le succès du pari « 16/18 ».

Les paramètres sont nombreux, car il ne s'agit pas seulement de formation. Si l'on ne se préoccupe que du stage, en oubliant le jeune qui doit le suivre, l'expérience est vouée à l'échec. Si on n'écoute pas les difficultés de celui qui demande de l'aide en matière de logement, de santé, de loisirs, il est à craindre que la formation ne puisse réussir. Le choix fait par le gouvernement, inspiré par les conclusions du rapport Schwartz, c'est justement d'essayer de tout prendre en compte, de comprendre dans un même souci toutes les dimensions du jeune. C'est pour cela que l'accueil est le nœud du dispositif et que l'organisme de formation n'intervient que dans la deuxième étape, en fonction des stages agréés par les préfetures de département ou de région. Plus importante que le nombre de stages, que le nombre de jeunes accueillis, est la prise de conscience par tous les partenaires de la réalité de la vie de ces jeunes. Pour une fois, il faut que tous se mettent à travailler ensemble ; les personnels de l'Education n'ont pas appris à collaborer avec d'autres qu'eux-mêmes, les prospecteurs-



placiers de l'ANPE rencontrent rarement les conseillers d'orientation, etc. De l'osmose qui se fera entre tous, dépendra en grande partie le succès de l'opération. Si l'on accepte bien sûr qu'elle n'a pas été montée « pour dégonfler les statistiques du chômage », comme se plaît à le dire l'opposition politique.

Depuis trois mois dans les meilleurs des cas, trois semaines dans les autres, tout le monde s'est rendu compte du besoin évident qui émanait de cette population d'adolescents, rejetés de partout. Si besoin était, ce dispositif aura démontré la nécessité de créer des structures d'accueil pour ces jeunes, de les aider dans leurs démarches, de les épauler et de prendre en compte, au-delà des problèmes de formation professionnelle et d'emploi, les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. Ce n'est pas une solution miracle, c'est sans doute une simple opération de survie, pour les jeunes eux-mêmes et pour la société tout entière.

Nicole Gauthier





## le « oui mais » du patronat

**S**i personne, au sein du patronat, ne semble repousser en bloc l'ordonnance du 26 mars dernier sur la formation professionnelle et l'insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans, celle-ci ne suscite cependant pas un enthousiasme sans réserve de la part des employeurs. Est-ce parce que, comme le note, désabusé, Jacques Tessières, président national délégué du Syndicat national des petites et moyennes industries (SNPMI), « ce n'est pas la première fois qu'un train de mesures concernant l'insertion professionnelle des jeunes est pris » et que « les quatre fois précédentes les résultats escomptés n'ont pas eu lieu » ? Quoi qu'il en soit, le

« plan Rigout » paraît bien laisser sceptique le patronat.

Bien sûr, personne ne nie que le grave problème du chômage des jeunes, qui frappe en premier lieu les deux cent mille qui sortent de l'appareil de formation initiale sans qualification professionnelle, n'appelle des mesures spécifiques. Et Mlle Richard, responsable des problèmes de formation à l'Assemblée permanente des chambres de commerce (APCM), résume bien la pensée générale lorsqu'elle affirme : « Moralement, nous ne pouvons pas refuser notre coopération à une mesure qui va dans le sens de la lutte contre le chômage des jeunes. » Avis partagé par les responsables du CNPF où l'on ne manque pas

de faire remarquer : « Dès que nous avons eu connaissance du plan de Marcel Rigout, Yvon Chotard a répondu présent. »

Mais, au-delà des déclarations de principe, commencent les réticences et les inquiétudes, différentes il est vrai, selon les secteurs d'activités.

Dès le mois de mai, le CNPF a fait part des siennes. S'il se déclarait « prêt à appuyer pleinement le dispositif gouvernemental d'insertion des jeunes de seize à dix-huit ans », et constatait « avec satisfaction le maintien de deux formules qui ont prouvé leur efficacité : les contrats d'apprentissage et les contrats emploi-formation », il regrettait la suppression du plan Avenir-Jeunes. A la rentrée, les responsables patronaux réitèrent leurs inquiétudes, se plaignant qu'aucun dispositif de remplacement n'ait été mis en place pour pallier la disparition de ce plan dont les différentes formules avaient concerné plus de quatre cent mille jeunes en 1981, et quatre cent vingt-quatre mille pour le seul premier trimestre de 1982. Et pour Bernard Giroud, responsable du service de presse, les nouvelles mesures ne feront pas le compte : « Le plan Rigout ne concerne que les seize/dix-huit ans ; qu'advient-il de ceux qui ont plus de dix-huit ans ? En outre, on supprime les mesures d'embauche avec exonération qui étaient une formule particulièrement judicieuse et qui avaient donné de bons résultats. Dans ces conditions, nous ne pouvons que dire un « oui, mais » au programme mis en place. »

Critique fondée ? Une chose paraît acquise : les avantages financiers du plan Rigout sont, pour les employeurs, bien minces. Les en-



treprises qui accueilleront des jeunes dans le cadre de ce programme pourront déduire un forfait de 375 F par mois et par jeune de la cotisation complémentaire de 0,1 % qu'elles doivent actuellement verser au Trésor au titre de la taxe professionnelle dont le taux reste, par ailleurs, fixé à 0,5 %. Une mesure incitative qui paraît bien légère aux responsables du SNPMI pour qui « *autant il est légitime que tous collaborent à l'emploi des jeunes, autant ceux qui s'impliquent vraiment dans l'insertion professionnelle et la formation des seize/dix-huit ans, ne devraient pas être astreints aux mêmes contraintes financières que les autres* ». Et Jacques Tessières ne propose rien moins que de déduire, des charges sociales de l'entreprise, une somme correspondant aux allocations chômage qui auraient dû être versées à toute personne embauchée par celle-ci, jeune ou moins jeune.

Il est vrai que, comme l'explique son président national délégué, le SNPMI, quand bien même il reconnaît qu'il est « *impossible d'avoir une attitude négative vis-à-vis de toute mesure d'incitation à l'emploi et à l'insertion des jeunes* », ne croit guère plus aux nouvelles mesures qu'à celles qui les ont précédées. Pour Jacques Tessières, « *la crise que nous traversons est structurelle et mondiale, et les remèdes ponctuels n'y changeront rien* ».

Le CNPF est plus mesuré. Mais pour Bernard Giroud, qui pense que « *nous sommes dans le tunnel pour au moins dix ans* » le problème de la formation professionnelle et de l'insertion des seize/dix-huit ans n'est jamais que l'un des aspects d'une question plus vaste. Tout comme les responsables du

SNPMI, il estime que la lutte contre le chômage implique une meilleure prise en considération des entreprises. « *On ne peut pas lutter contre le chômage, explique-t-il, en luttant contre les entreprises.* »

Mais, justement, les mesures prises dans le cadre du plan Rigout, ne rendent-elles pas justice, même indirectement, aux conceptions du patronat en matière de formation ? L'alternance, au cœur du dispositif, est prônée depuis longtemps par le CNPF qui en avait fait son cheval de bataille lors de ses assises sur la formation à Deauville, en 1980. Elle est d'ailleurs le principe de l'apprentissage comme de la formation dispensée dans les écoles professionnelles d'entreprises. Cette particularité de l'ordonnance du 26 mars n'a pas échappé aux responsables de l'APCM. Les représentants des artisans sont particulièrement sensibles aux mesures du plan Rigout. Il est vrai que celles-ci ne sont pas sans rappeler la formule de l'apprentissage et qu'elles s'adressent, comme le dit Mlle Richard « *à des jeunes qui offrent des caractéristiques semblables* ». Dans les deux cas, une formation alternée est offerte à des jeunes en situation d'échec scolaire dont l'insertion professionnelle et sociale est souvent problématique. Marcel Rigout aurait d'ailleurs reconnu que, dans les métiers où l'apprentissage est organisé, il est préférable d'orienter les jeunes vers celui-ci.

La proximité est telle que, à l'APCM comme au CNPF, on craint « *un risque de doublon* ». Premiers concernés, puisque cent quarante-cinq mille des deux cent vingt mille apprentis sont chez les artisans, les responsables de l'APCM ont peur de voir ces der-

niers donner la préférence aux « stagiaires Rigout ». Les avantages pour eux seraient, en effet, multiples : outre la déduction de 375 F par mois à laquelle ils auraient droit, ils économiseraient le salaire de l'apprenti et rencontreraient « *moins de tracasseries administratives* ». D'autant plus que ces dernières risquent de se voir renforcer du fait de la nouvelle réglementation mise en place dans le cadre du projet de rénovation de l'apprentissage.

« *En accueillant un stagiaire Rigout, l'employeur s'engage beaucoup moins qu'en acceptant un apprenti* », estime Mlle Richard. C'est vrai. Mais à l'inverse, le jeune apprenti, alléché par la perspective d'une possible embauche à l'issue de son contrat, ne rend-il pas plus de service à l'artisan qu'un stagiaire ?

Attentifs ou indifférents, inquiets ou déjà convaincus de l'échec, les employeurs sont unanimes sur un point. Pour utiles que soient les formules d'insertion professionnelle des seize/dix-huit ans, c'est avant tout la formation initiale des jeunes qui est à reconsidérer. « *Les vrais solutions sont en amont* », pense Mlle Richard. Et Jacques Tessières estime qu'il serait « *plus important de trouver des vaccins que des remèdes* ». Comment le nier ?

Marcel Rigout lui-même en est bien convaincu lorsqu'il affirme que « *la solution fondamentale du problème se situe dans une profonde rénovation du système éducatif, à laquelle se consacre dès maintenant le ministère de l'Éducation nationale* ».

Marc Coutty





## le bout du tunnel

Corinne, dix-sept ans et demi, et Yves, dix-sept ans, terminent leur stage d'insertion professionnelle à Gennevilliers. Tous deux ont suivi jusque-là un parcours hasardeux, semé d'embûches. Yves, arrivé de Madagascar en décembre dernier, avait un niveau trop faible pour s'intégrer dans la structure scolaire : « *Là-bas, dit-il, on suivait des cours de temps en temps, et je suis encore nul.* » Quant à Corinne, transplantée pour des raisons familiales (orpheline, elle vit chez sa sœur) du Nord à la région parisienne, après avoir

suivi sans conviction une SES section « cuisine », elle était au chômage. Tous deux, guidés l'un par l'ANPE, l'autre par une assistante sociale, ont saisi la perche. Après six mois de stages en entreprise alternant avec des moments de formation théorique (mise à niveau), ils semblent avoir trouvé leur voie, Yves dans la carrosserie, et Corinne dans une carrière à caractère sanitaire et social. Ils réaliseront leur projet par des itinéraires différents, adaptés à leur âge et à leurs possibilités. Le trimestre prochain, Yves entrera en LEP pour y préparer un

CAP de « carrosserie-peinture » tandis que Corinne se dirigera vers un nouveau stage d'aide-puéricultrice organisé par le GRETA.

Avant de s'orienter définitivement, ils ont tâté un peu de tout : archives et groupe de création pour Corinne, visserie et garage pour Yves. Au cours d'un chantier de travail en Bretagne au mois d'août, ils se sont même retrouvés, Corinne sur les toits (il s'agissait de restaurer une maison ancienne) et Yves au jardin... ce qui n'était guère de son goût, il ne se gêne pas pour le dire. Leur dernier stage —



celui qui compte — est orienté dans l'axe de leur projet professionnel: Yves se trouve chez un garagiste où il se fait de la tôlerie: « Il faut que je discute avec le chef pour demander si je pourrais faire aussi de la peinture » dit-il. Il envisage sans appréhension de retourner à l'école pour apprendre le métier de son choix. Quant à Corinne, elle est satisfaite de son stage d'animatrice en école maternelle qui lui permet d'être en contact avec des enfants: « Je les accueille tôt le matin, je les fais déjeuner car beaucoup arrivent l'estomac vide, puis je suis libre de 8 h 30 à 11 h 15, moment du repas. Ensuite, c'est le moment de la sieste qui précède le goûter. »

« Ces jeunes ont découvert quelque chose qui correspondait à leurs goûts » commente Alain Disant, animateur du stage. Pour lui, le bilan est positif: treize des quinze participants ont trouvé leur voie et s'orientent les uns vers la vie active, les autres vers un stage de préformation ou de qualification; d'autres encore, comme Yves, réintégreront le système scolaire. Les deux échecs sont dus, à son avis, au manque de motivation pour le travail et à un problème d'instabilité caractérielle. « On ne peut pas aider les jeunes contre leur gré. A tous ceux qui sont venus avec une idée de métier, le stage a permis de confirmer cette option. Par contre, ce qui manque le plus, c'est l'intérêt des parents pour ce que font leurs enfants » remarque-t-il.

Des résultats encourageants donc, malgré deux types de difficultés qui apparaissent à travers les propos des jeunes: l'hétérogénéité des stagiaires et la difficulté d'intéresser les grosses entreprises à cette initiative. « J'aurais voulu apprendre

quelques trucs de l'école. Il y en a qui veulent faire des maths, d'autres du français ou de la géographie. Il aurait fallu faire des groupes et il n'y a pas assez d'instituteurs » dit Corinne. « Les jeunes arrivent avec des différences de niveau telles qu'il n'est pas possible de faire un travail correct avec un effectif réduit. Certains ne savent pas faire les quatre opérations; d'autres en savent beaucoup plus. La plupart ont des difficultés d'écriture et d'expression orale. C'est un boulet que l'on traîne et dont l'Education nationale est responsable. Il faudrait faire un travail individualisé, mais on manque de formateurs », reconnaît Alain Disant. Malgré tout, Corinne et Yves ont acquis une certaine assurance, ne serait-ce que dans la manière de s'exprimer. Corinne a appris à lire une fiche de paie et Yves, qui est bon en calcul — « sauf les fractions qui me tuent un peu » — a fait des progrès en français.

Quant aux entreprises, seules les PME et les artisans ont accueilli des stagiaires. Les grosses industries qui ne manquent pas à Gennevilliers — Thomson, General Motors,

Chausson —, ont émis un accord de principe qui n'a pas été suivi d'effets. Et encore, tous les jeunes n'ont pas bénéficié à tout moment du « tutorat ». « Dans le premier garage où je suis passé, on me faisait balayer et faire les commissions », se plaint Yves qui était tombé en période de crise (décès d'un ouvrier). « Le patron avait accepté de jouer le jeu, mais les employés n'ont pas suivi », commente Alain Disant qui donne cependant « un coup de chapeau » aux petits patrons et artisans auprès desquels il a reçu un accueil favorable. Bref, malgré quelques bavures dues au fait qu'il fallait « tout mettre en place très vite », le stage a permis de répondre en grande partie aux besoins d'insertion professionnelle mais aussi sociale des jeunes en difficulté, de les aider à trouver leur équilibre, « ce qu'ils n'ont jamais trouvé à l'école » estime Alain Disant. Il était temps, comme le dit joliment Corinne, « d'acquiescer un niveau et de commencer à travailler, à être moi-même ».

**Michaëla Bosbasch  
et Nicole Gauthier**

Pour tous ceux qui souhaitent approfondir leur analyse des problèmes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, une bibliographie sérieuse sur « Les jeunes et l'emploi » a été publiée par le CNDP (29, rue d'Ulm - 75005 Paris). Il s'agit du numéro 3 de *Références documentaires* qui fait le tour des publications (livres et revues) parues sur les statistiques, l'attitude des jeunes face au travail, les orientations, la formation professionnelle, les débouchés, le chômage et les jeunes dans la Communauté européenne. En annexe, des adresses complètent ce dossier.



# LE SOLAIRE: UNE MATIÈRE A ENSEIGNEMENT.

**ACTION  
SOLAIRE**

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1982  
BIMESTRIEL DU COMITÉ  
D'ACTION POUR LE SOLAIRE  
N° 7 15 F



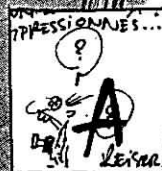
*Le Solaire  
à l'école.*

**A**

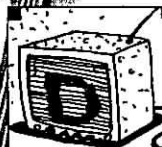
Alors que le prix des énergies fossiles ne cesse de grimper, le solaire n'est pas enseigné dans les écoles: pourquoi cette ombre au tableau?

Les quelques lycées et écoles aujourd'hui chauffés avec le solaire ont une bonne performance thermique. Pourquoi ces exemples ne deviennent-ils pas généralité? Existe-t-il des groupes de pression qui s'y opposent? 200 millions de francs ont été débloqués au titre des économies d'énergies pour rénover les établissements scolaires: que fera-t-on de cet argent?

Pour répondre à ces questions Action Solaire a rencontré le Ministre de l'Éducation Nationale Mr. Alain SAVARY. Action Solaire a visité les classes les plus innovatrices et testé les installations les plus récentes.



Action Solaire N°7 c'est aussi quelques rayons de soleil: un supplément pédagogique qui présente le soleil en 5 leçons et 5 bricolages solaires amusants et très faciles à construire. Et c'est bien sûr comme d'habitude REISER, au mieux de sa forme avec 2 pages couleur très militantes.




De plus le solaire à l'école sera présent quatre jours dans l'émission à Antenne 2, "c'est

la vie", du 4 au 8 octobre à 18 h 30.

SURFACE

**ACTION SOLAIRE: REVUE DU COMITE D'ACTION POUR LE SOLAIRE**

8, RUE DE RICHELIEU 75001 PARIS


 Pour recevoir la revue Action Solaire N°7 "Special LE SOLAIRE A L'ÉCOLE" je m'abonne à Action Solaire au prix de 100 F (tarif normal) bimestriels + deux dossiers spéciaux "Crisp" et "Un chèque bancaire" ou postal à l'ordre du CAS, B. Rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
 Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_



**fondé en 1945  
par Gustave Monod  
et Louis Cros**

Hebdomadaire publié par « L'éducation », association sans but lucratif.

### direction

directeur: André Lichnerowicz; administrateur délégué: Léon Silvéreano.

### rédaction

rédacteur en chef: Maurice Guillot; rédacteur en chef adjoint: Jean-Pierre Vélis; conseiller pédagogique: Louis Porcher; secrétariat de rédaction-maquette: Suzanne Adelis, Michel Bonnemayre; informations: Michaëla Bobasch, Nicole Gauthier, René Guy; documentation: Pierre Ferran, chef de rubrique - Bernard Blot, Christian Cousin, Claudine Dannequin, William Grossin, François Mariet, Claude Moreau - Marie-Claude Krausz (agenda); lettres, arts, spectacles: Bernard Blanc, Jacques Chevallier, Jacques Enwan, Etienne Fuzellier, Hubert Haddad, Raymond Laubreaux, Pierre-Bernard Marquet, Georges Rouveyre; correspondants: Elisabeth de Blasi, André Caudron, Odile Cimetière, Yves Mary, Pierre Rappo, Jean-Jacques Schaetti, Gérard Sénéca.

### conseil d'administration

bureau: André Lichnerowicz, président; Georges Belbenoit et Léon Silvéreano, secrétaires généraux; Yves Malécot, trésorier; Robert Mandra, Robert Mélet, Philippe Vianay.

membres: Lazarine Bergeret, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Héliène Beyhaut, Anne-Marie Franchi, Emile Gracia, Lucien Géminard, Michel Gevrey, Colette Magnier, Georges Petit, Raymond Toraille, Yvette Serwin.

### publicité-développement

Martine Cadas, Francisca Sol.

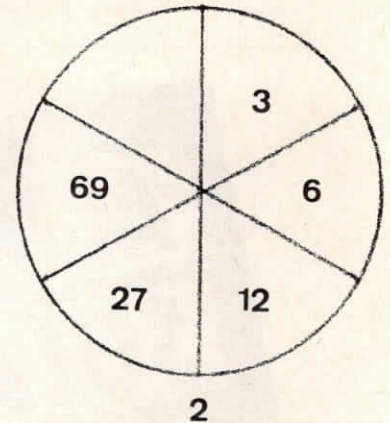
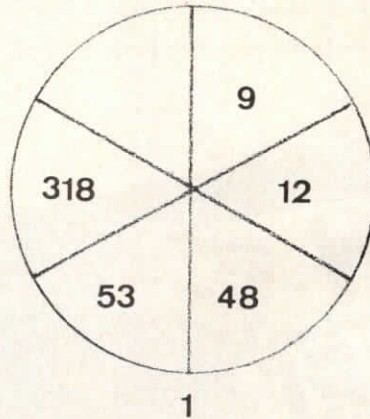
### rédaction, publicité annonces, abonnements

2, rue Chauveau-Lagarde  
75008 Paris. Tél.: 266-69-20.  
Le numéro hebdomadaire: 5 F;  
hebdomadaire + magazine:  
15 F; abonnement annuel:  
France 200 F, étranger 250 F  
(CCP 31-680-34 F La Source).

**35 numéros  
hebdo  
8 suppléments  
magazine**

# faites nos jeux

## A — Compléter la série logique



## B — Chiffres croisés

	+		-		=	4
x		+		x		
	+	4	-		=	2
-		:		-		
	x		-		=	5
=		=		=		
5		3		2		

## C — Logique à toute épreuve

La combinaison des douze propositions suivantes permet de savoir qui a acheté quel vin, de quelle année, à quel prix, en quelle quantité. Si les prix sont arbitraires, aucune donnée n'est gratuite. Réfléchissez, et déduisez !

- François n'a pas acheté de Riesling.
- Le Médoc est le vin le plus récent et il a coûté le double de celui acheté par Paul.
- Celui qui a acheté 18 bouteilles n'est pas celui qui les a payées 110 F pièce, ni celui qui les a payées 24 F.
- Le vin de 1969 est celui dont on a acheté le moins de bouteilles.
- Le Pommard n'est pas le vin le plus cher, mais il a coûté 32 F de plus que celui de 1976.



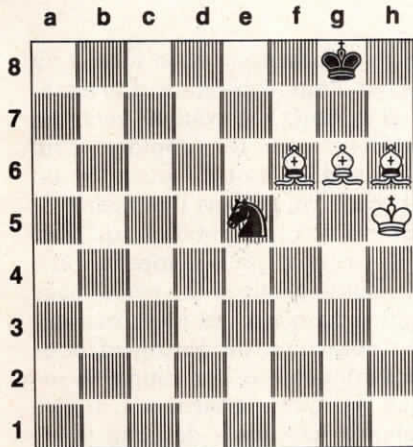
- Le vin acheté par Philippe n'est pas celui à 80 F la bouteille, et il n'en a pas acheté 15.
- Le vin de 1957 vaut 76 F la bouteille.
- Jacques est celui qui a acheté le plus de bouteilles et ce sont les plus vieilles.
- Celui qui a acheté le Champagne a pris trois bouteilles de plus que Pierre.
- Le Riesling n'est pas de 1964 mais il en a été acheté 24 bouteilles.
- Philippe a payé chacune de ses bouteilles 48 F mais il n'en a pas acheté 12.
- Le Châteauneuf n'est pas de 1975 mais c'est de ce vin qu'il a été acheté 32 bouteilles.

CRU	/	/	/	/	/	/	/	/	/
ACHETEUR	/	/	/	/	/	/	/	/	/
QUANTITE	/	/	/	/	/	/	/	/	/
PRIX	/	/	/	/	/	/	/	/	/
MILLESIME	/	/	/	/	/	/	/	/	/

## D — Deux problèmes d'échecs

### Etude artistique

Que voulez-vous qu'il fasse contre trois ?

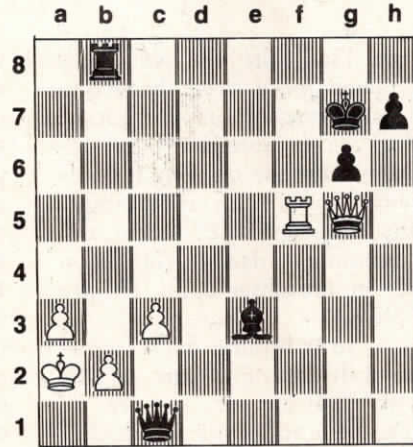


**Les Blancs jouent et gagnent**

Naturellement, si 1.h77, Rh8, 2.f7 Cxg6 conduit à la partie nulle. Le gain est facile. Essayez 1.f7!

### Le mat de l'épaulette

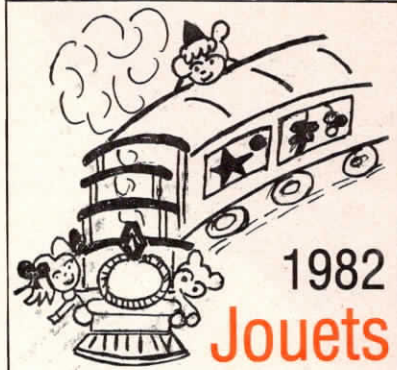
C'est moins la manœuvre gagnante, d'ailleurs ingénieuse et brillante, que le tableau de mat qui fait l'intérêt de ce problème.



**Les Blancs jouent et font mat en sept coups**

C'est facile, surtout si vous faites jouer la D8.

Solution de ces jeux dans l'éducation-hebdo n° 10 du 25 novembre



pour arbres de Noël  
(prix intéressants)

- Décoration du sapin
- Répertoires pour fêtes
- Articles de cotillon
- Matériel éducatif
- Disques scolaires

Catalogues gratuits sur demande



LES EDITIONS DU  
**cep**  
BEAUJOLAIS  
B P 441

69656 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX

**OFUP** OFFICE  
UNIVERSITAIRE  
DE PRESSE

Des journaux, revues et magazines aux tarifs d'abonnement les plus bas, réservés aux enseignants et aux étudiants. 300 publications périodiques. Information générale et spécialisée.

Pour recevoir votre catalogue, retournez ce bon à l'OFUP  
70, rue Mouffetard - 75255 Paris Cedex 05

M.  Mme  Mlle

C 904901

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

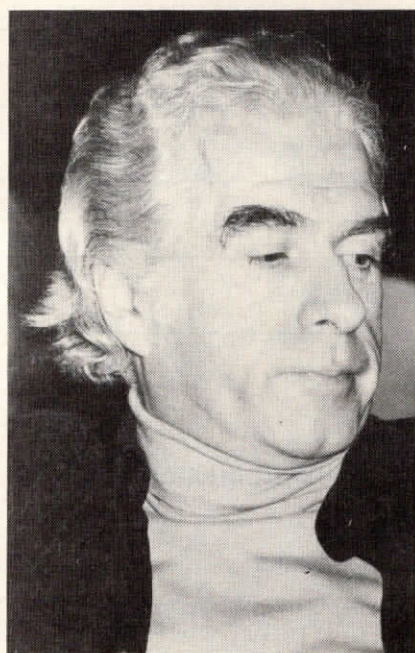
Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_



## PRESENCES

DE  
GIORGIO  
STREHLER

**L**e Festival d'automne à Paris vient de présenter, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, **La bonne âme de Sé-Tchouan** de Brecht dans la version italienne de Luigi Lunari et Giorgio Strehler, mise en scène par Strehler. Je n'ajouterai pas un éloge de ce spectacle à tant d'autres, mais il me semble y percevoir souvent, et parfois explicite, une assez sérieuse réserve : le traitement que Strehler et ses comédiens appliquent à la pièce serait en porte à faux avec la gravité de l'œuvre. Qu'est-ce à dire ? Nous n'en sommes plus pourtant à l'époque où Planchon, à propos de son **Schweyk**, devait mettre en cause ce qu'il appelait alors l'*orthodoxie* brechtienne. Ce n'est pas qu'on ne soit d'abord quelque peu surpris, passé le prologue, de l'extrême vivacité, de la rapidité, en un

mot de l'italianité du jeu. Mais cette même pièce a été beaucoup plus mal servie en France, que ce soit lors de sa première présentation, dans laquelle on sentait terriblement l'application méthodique des vues théoriques de l'auteur, ou, plus récemment, dans la réalisation pesante et moralisante du Théâtre de la Ville.

Il y a, au contraire, dans l'interprétation du Piccolo Teatro de Milan, une variété de ton et de rythme, et non point recherchée pour elle-même, mais accordée de façon sensible à la montée dramatique, elle-même porteuse de l'intention fondamentale de la pièce. Et quand, à la dernière minute, Andrea Jonasson (redevvenue la bonne et malheureuse Shen Te, après avoir figuré, en une prodigieuse prestation de comédienne, le double malfaisant que les circons-

tances et la logique de la société où elle vit l'ont contrainte d'inventer et d'assumer) s'avance vers les spectateurs et les implore d'un geste et d'un mot : « aiuto ! », on sait très bien, et dans l'immédiat de cette fin de représentation, qu'il ne s'agit pas pour nous d'apporter une aide sentimentale à un personnage fictif, mais d'œuvrer ici et maintenant pour que soit partout dénoncée l'inhumanité des rapports sociaux et que parviennent à être changées les causes de cette inhumanité.

L'élégance, la virtuosité, le fini du spectacle ne m'ont pas paru contredire le souci des artistes du Piccolo Teatro qui est, selon Strehler, de s'acquitter en conscience de leur « *destin d'interprètes dont le plus grand engagement est de comprendre le sens de la poésie et de jouer un certain rôle* »



dans l'histoire et l'évolution de notre société ».

Cela dit, on n'en est que plus à l'aise pour dire qu'un tel spectacle exprime la parfaite maîtrise de son art par Giorgio Strehler, art qu'il a toujours lui-même considéré « comme fait de travail quotidien, comme produit de l'homme et pas seulement comme grâce concédée à l'homme par quelque généreuse divinité ». Ce sens du travail théâtral a été le moteur conscient du Piccolo Teatro dès ses débuts (1947) et l'artisan de ses réussites (qui le faisaient qualifier, dès 1959, de « théâtre exemplaire » par la revue **Théâtre populaire**). Il y a eu, à l'origine de ce travail cohérent, la conjonction de deux volontés. A côté de Giorgio Strehler, d'acteur devenu le metteur en scène qu'il est resté (mais, pour lui, le metteur en scène n'est que l'un des acteurs « qui, à un certain moment, s'est détaché d'eux sur la scène, pour mieux les aider à y jouer »), il y a eu Paolo Grassi, venu lui aussi du plateau, mais qui a su abandonner, non sans quelque regret, la création artistique pour définir et obtenir les moyens pour le Piccolo Teatro de faire entendre dans l'Italie d'alors, et d'abord dans Milan, la voix d'une politique théâtrale rigoureuse. Avec les années, cette politique a pu s'infléchir, mais sans perdre de sa rigueur. C'est pourquoi, si Strehler a pu, un temps, par honnêteté intellectuelle, par fidélité à soi-même, s'éloigner du Piccolo, il a pu aussi y revenir sans qu'il y ait de solution de continuité dans sa pratique. Pratique vécue jour après jour, et qui suppose un choix face aux mutations qui s'observent dans l'art dramatique depuis une quinzaine d'années. Ce choix, c'est celui d'un théâtre qui,



Andrea Jonasson dans « La bonne âme de Sé-Tchouan »

sans exclure l'imagination, prend son point de départ dans les textes, qu'il considère — et c'est là une des leçons reçues de Brecht — avec un regard critique et qui ne sauraient faire l'objet d'une réalisation s'ils n'étaient destinés à être écoutés, appréciés, discutés par un public qui se sente concerné.

De ce souci découle une sorte de répertoire où, à côté de Brecht très présent de 1954 à 1963, les « classiques » ne seront pas rares, ceux du moins auxquels Strehler veut réserver ce titre, ceux qui « à travers le temps continuent à être présents parmi nous comme porteurs de nouveau, qui sont en situation de contemporanéité permanente ». D'où aussi le grand nombre de reprises, ces reprises toutefois n'étant jamais pure et simple reproduction, mais « réélaboration critique de spectacles déjà présentés ». Ce tra-

vail manifeste le plus haut degré de professionnalisme.

Ce dont témoigne ce que j'appellerai l'itinéraire français de Giorgio Strehler, je veux dire la suite des découvertes que le spectateur français a pu faire depuis ce lointain 1952 (1) où, pour la première fois, est apparu cet **Arlequin, serviteur de deux maîtres** qui a longtemps paru à beaucoup le spectacle le plus significatif de la manière du Piccolo Teatro. Il est vrai que ce spectacle nous est revenu depuis plusieurs fois — et encore à présent (2) —, et s'il n'est chaque fois ni tout à fait le même ni tout à fait un autre, il garde ce caractère à la fois démystificateur et fascinant, qui joue de la théâtralité pour dévoiler la magie qu'on lui prête et en affirmer en même temps la nécessité.

En 1960, à l'invitation de Jean Vilar, le Piccolo Teatro présentait

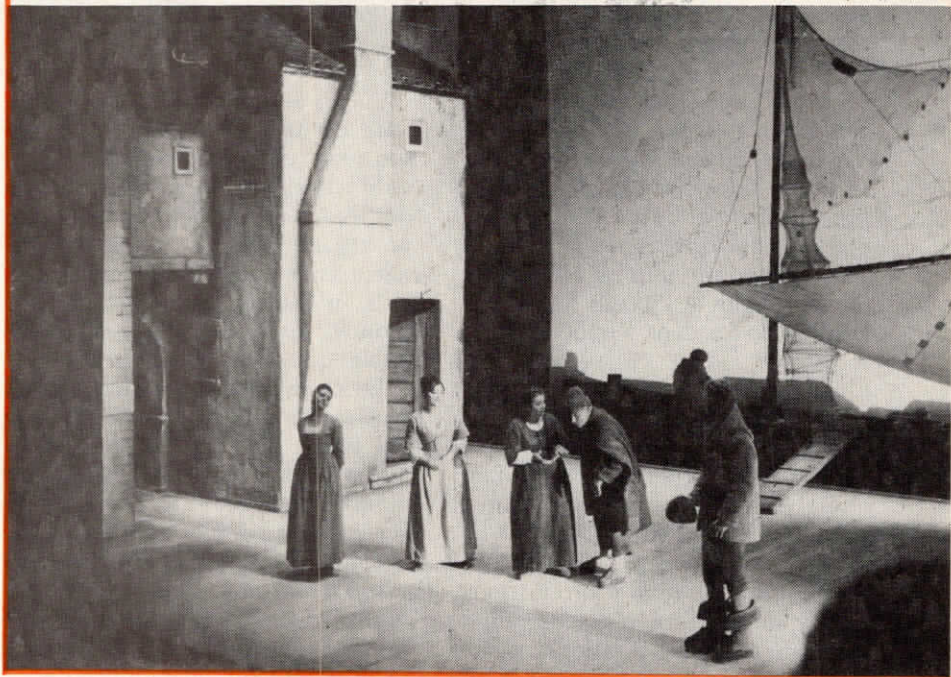


« Arlequin serviteur de deux maîtres »

« Barouf à Chioggia »

au TNP L'Opéra de quat'sous. Cela ne manquait pas d'audace alors que Paris venait d'applaudir, au cours de la décennie précédente, les admirables réalisations de *Mère Courage* et du *Cercle de craie caucasien* par le Berliner Ensemble, qu'on était en pleine réflexion sur ce que pouvait être le théâtre épique et que L'Opéra de quat'sous ne se situe dans l'œuvre de Brecht qu'au début de son évolution vers la forme dont il devait faire une analyse décisive et donner des exemples volontiers considérés alors comme des modèles. Au moment de choisir de monter cette pièce, Strehler avait hésité devant ses contradictions internes, son style composite, et devant le charme de la musique de Kurt Weill qui risque d'induire le spectateur en erreur sur le sens à retenir. Il n'en avait pas moins conclu qu'il tenait avec L'Opéra un texte d'approche « opportun » pour tous : acteurs et public. L'accueil qui lui fut fait à Paris était de nature à conforter cette conclusion, et l'on vit, grâce à cette mise en scène, combien la représentation de cette œuvre peut mettre en lumière les contradictions de la société capitaliste.

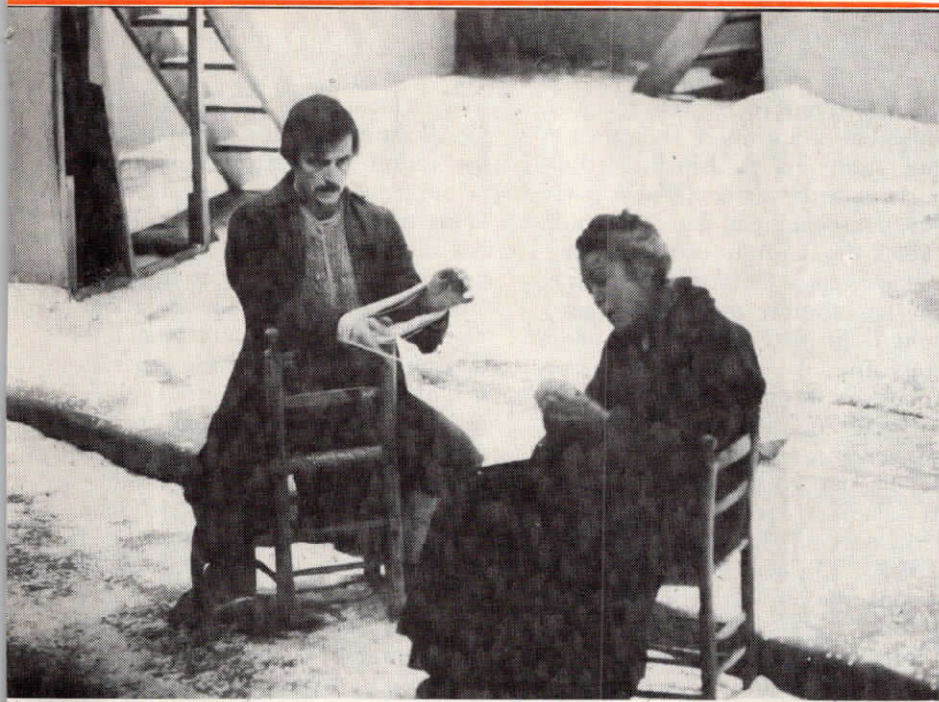
Ce furent ensuite, au Théâtre des Nations, *El nost Milan*, difficile d'accès sans doute pour un auditoire français, mais qui a laissé dans les mémoires quelques images inoubliables ; *Barouf à Chioggia*, dont l'extrême justesse faisait définitivement litière de l'idée préconçue de Goldoni que beaucoup avaient dans l'esprit. La stature, la vêtue fruste de ces gens du petit peuple donnaient tout son poids de vérité à leurs soucis, à leurs querelles, sans qu'en rien soient négligés l'aisance et le mouvement





« Il Campiello »

« La villégiature »



d'une pièce qui s'inscrit dans un temps vécu, à un moment de l'année qui mêle aux rayons de l'arrière-saison les vents de l'équinoxe comme alternent dans l'action les rires, les bagarres qui pourraient tourner mal, les tendresses et les colères. Les géants de la montagne, enfin, furent bien, comme l'avait souhaité Strehler, « un spectacle magique, fantastique et vrai en même temps » ; la fin qui manque lui semblait « le point le plus palpitant, le plus lourd de responsabilité pour l'interprète » et nombreux sommes-nous à nous souvenir encore avec émoi de la lente descente du rideau de fer qui venait briser inexorablement la charrette des comédiens, comme la mort avait interrompu la plume de Pirandello.

En 1975, à l'Odéon, dans le cadre du Festival d'automne, **Il Campiello** réaffirmait en Strehler l'interprète le plus sensible de l'univers théâtral de Goldoni, et en même temps l'existence à Paris d'un public susceptible de suivre avec intérêt, par-delà l'obstacle que semble être l'audition en langue étrangère, des spectacles qui viennent à lui grâce à une mise en scène claire et porteuse de sens. Une dizaine de représentations n'ont pas étanché toute la soif de ce public ; plus de mille personnes qui le souhaitaient n'ont pu être accueillies. De là est né, à l'initiative de Michel Guy, alors secrétaire d'Etat à la Culture, l'accord qui a permis la présence de Strehler à l'Odéon, pour une période suffisante, trois années de suite. Ainsi a-t-on pu voir successivement **La cerisaie**, **Le roi Lear** et, après ces productions du Piccolo Teatro, la mise en scène par Strehler, en langue française et avec les acteurs de la Comédie-





Jack Lang et Giorgio Strehler  
au dernier Festival de Cannes

Française, de la trilogie de *La villégiature*, dans laquelle était rendu avec un goût et un tact infinis le passage du mouvement comique et satirique, familier à Goldoni, à un rythme moins vif, précurseur d'une mélancolie.

La délicatesse de touche de ce spectacle et le haut niveau d'interprétation atteint sous sa conduite eussent pu inciter Giorgio Strehler à suivre l'exemple de Goldoni, à émigrer de ce côté-ci des Alpes. Mais Strehler est italien, profondément italien, et il sait qu'à l'origine son travail théâtral s'est largement fondé en fonction de ce qu'était la situation du théâtre en Italie et que, si elle a évolué depuis, l'action du Piccolo Teatro n'a pas été étrangère à ce renouvellement.

Mais cet Italien a le regard ouvert sur le monde. Non tant peut-être parce que né d'un père autri-

chien et d'une mère slave (avec en outre une grand-mère française) et que, ainsi, il a pu bénéficier d'apports culturels divers. Plutôt parce que, consciemment, il a su et voulu que sa dramaturgie oscille en permanence entre Goldoni et Brecht et que, au nombre des « classiques » dont il pense qu'ils ont encore à nous dire, il compte Shakespeare, Tchekhov, Molière, Goethe...

J'allais oublier de rappeler sa mise en scène lumineuse des *Noces de Figaro* conçue pour l'Opéra de Paris (3). Mozart, a-t-il écrit, est pour lui « un maître fraternel ». On voit donc toutes les raisons que pouvait avoir, en juillet dernier, Jack Lang de nommer Giorgio Strehler à la tête du futur Théâtre de l'Europe et d'affirmer en même temps que l'animateur du Piccolo Teatro di Milano faisait partie du « patrimoine français ».

Raymond Laubreaux

(1) Ce n'est pas la première venue à Paris du Piccolo Teatro qui avait présenté, en 1949, au Théâtre des Champs-Élysées, *Le Corbeau* de Gozzi, et *Ce soir, on improvise* de Pirandello. Mais c'est d'*Arlequin* que date sa vraie reconnaissance par le public français.

(2) Du 27 octobre au 5 novembre à l'Odéon.

(3) Cette mise en scène des *Noces de Figaro* sera reprise à l'Opéra du 24 février au 19 mars 1983.

Le cinéma tunisien a vingt ans. Il est né, peu après la décolonisation, d'un extraordinaire développement du cinéma d'amateur. C'est en 1962 que se crée à Tunis l'Association des jeunes cinéastes, devenue depuis la Fédération des cinéastes amateurs, fédération qui regroupe aujourd'hui une vingtaine de clubs. Alors qu'en règle générale la cloison est étanche entre le cinéma d'amateur et le cinéma professionnel, en Tunisie — pays sans passé cinématographique — beaucoup de réalisateurs ont fait leur apprentissage en tournant des courts métrages non professionnels. Les films d'amateurs en Tunisie sont souvent des films « engagés », liés aux réalités sociales du pays. Le Festival de Kelibia — national, puis international — a été un lieu de confrontation d'idées et de pratiques, de rencontres et d'échanges, entre des cinéastes, plus encore qu'un écran pour ces films marginaux.

Omar Khlifi, Ridha Behi, Ferid Boughedir, Ahmed Khechine, Selma Bakkar, d'autres encore, se sont formés dans ce cadre-là.

Omar Khlifi est l'auteur de *L'aube*, le premier long métrage entièrement tunisien. Réalisé en 1966, ce film obtient un prix au Festival de Moscou en 1967. Depuis, Khlifi a réalisé plusieurs films qui ont obtenu un vif succès en Tunisie. Peut-être, disent les jeunes cinéastes, parce que son cinéma innove peu, parce qu'il emprunte à la fois au cinéma égyptien et au cinéma hollywoodien.

De tous les cinéastes tunisiens, Ridha Behi est le plus connu à l'étranger, et sans aucun doute le plus personnel. Son court métrage *Les seuils interdits* suscite des polémiques en 1972. Ridha Behi y dé-



# vingt ans après...



« *L'ombre de la terre* »

de Taïeb Louhichi

crit la misère sexuelle d'un jeune vendeur de cartes postales dont les clients sont des touristes étrangers et qui finit par violer une Allemande dans le minaret d'une mosquée abandonnée. Le premier long métrage de Ridha Behi, **Soleil des hyènes** (1977), reprend le thème de la pollution par le tourisme mais en l'associant à la description d'une communauté traditionnelle : un village de pêcheurs que des financiers allemands — de connivence avec les autorités du pays — transforment en centre de villégiature. La nostalgie d'un mode de vie perdu, la revendication de type écologique servent de point de départ à une vigoureuse satire d'une politique qui conduit à l'annexion du littoral tunisien à des fins mercantiles. Ridha Behi frappe fort, juste, et haut. On lui pardonnera difficilement, à Tunis, la vigueur d'une critique qui, indirectement, touche à la politique même de l'Etat.

Behi n'est pas le seul à prendre en compte, dans ses films, les réalités socio-économiques du pays. **Les ambassadeurs** de Naceur Ktari, projeté également avec succès sur nos écrans et diffusé dans le



cadre des « Dossiers de l'écran », est un témoignage sans fards sur les problèmes des ouvriers émigrés. En 1970, au Festival de Cannes, la sélection officielle comporte un film d'Abdellatif ben Ammar — **Une si simple histoire** — qui développe le thème de la difficile communication entre deux cultures à travers la crise d'un couple formé par un Tunisien et une Française. Un autre film du même réalisateur, **Sejnane**, retrace et analyse le processus de la décolonisation en Tunisie. L'exode rural est le thème central de **Et demain ?** de Brahim Babai. Montré en marge des Journées de Carthage, en 1978, **La noce**, réalisé par le collectif du « Théâtre nouveau », est salué comme une œuvre novatrice par les **Cahiers du cinéma** (n° 302), qui indiquent : « **La noce s'intègre aux préoccupations globales de ce collectif qui questionne la mythologie de la petite bourgeoisie de Tunis** » et soulignent le caractère indépendant du film — « **démarche symbolique vis-à-vis de l'Etat** ».

C'est que les cinéastes tunisiens, malgré leur regroupement dans une association qui rassemble une centaine de réalisateurs et de techniciens, ont du mal à affirmer leur indépendance dans un pays où toutes les libertés démocratiques — en matière de création comme en matière syndicale — ne sont pas admises.

Aussi bien, après son essor des années 70, le cinéma tunisien connaît un déclin alarmant, en même temps que des difficultés économiques. Des cinéastes — parmi lesquels Ridha Behi — s'expatrient. La Saltec, la société nationale de production-distribution, n'a plus les moyens de produire. Au début de 1980, un journal français, qui consacre un article au ci-

---

Un film tunisien pour enfants, **Mauvaises graines**, réalisé en 1981 par Fitouri Belhiba, est actuellement diffusé dans le secteur non commercial. C'est, selon son réalisateur, « *un regard sur le vol, les rapports entre jeu, possession et loi vécus par trois garçons d'une dizaine d'années dans le Sud tunisien* ». (Diffusion 16 mm et vidéo : Le grain de sable, 206, rue de Charenton, 75012 Paris. Tél. : 344-16-72).

---

néma tunisien, croit pouvoir le déclarer à l'agonie. C'est sans doute un peu prématuré mais ce n'est guère exagéré. Les films, aujourd'hui, restent rares. Les jeunes cinéastes n'ont guère l'occasion de faire leurs preuves. C'est en Belgique que Mahmoud ben Mahmoud tourne **Traversées**, l'un des films les plus remarquables du dernier Festival d'Hyères.

Quelques co-productions — notamment avec la France — sont menées à bien. Certaines au profit d'opérations commerciales sans signification quant à l'identité culturelle de la Tunisie — c'est le cas du dernier Jean Yanne — d'autres, au contraire, intéressent l'avenir même du cinéma tunisien. Ainsi **L'ombre de la terre**, un des meilleurs films tunisiens réalisés à ce jour, qui a fort bien figuré cette année à Cannes, dans le cadre de la Semaine de la critique. Son auteur, Taïeb Louhichi — une formation d'opérateur à l'École Louis-Lumière, à Paris —, a débuté en 1979 avec un court métrage, **Le métayer**, plusieurs fois primé dans les festivals. Un film sur les paysans tunisiens que le réalisateur connaît bien : il est né dans le sud du pays. **L'ombre de la terre** participe de la même volonté de témoignage, mais la mise en scène y tient une place prépondérante.

Taïeb Louhichi y décrit la vie « à l'écart » d'une petite communauté pastorale à la limite du désert.

Quatre tentes avec une bergerie. Un patriarche et ses enfants, fils et neveux, femmes et enfants. Vie difficile à la limite du possible. Un garçon part tenter sa chance ailleurs, un autre revient, après avoir travaillé en France... Les réserves de blé s'épuisent, les brebis meurent. L'exode s'impose. Le groupe se disloque. Le vieil homme refuse de partir. Il reste seul avec sa bru... Mais le fils parti à l'étranger est tué. Sa femme fait le long voyage vers Tunis où l'attend un cercueil au bout d'une grue.

Le récit est d'une totale simplicité. Il s'articule autour des faits quotidiens dans une approche semi-documentaire qui n'est pas sans rappeler la « méthode » de Flaherty. Le campement, malgré sa situation au sein de vastes paysages, est comme un lieu clos, immobile, dans lequel le film tient tout entier. C'est seulement à la fin, alors que l'on quitte le campement, qu'il y a ouverture vers la ville — la ville indifférente et anonyme — et vers la mort.

Le monde extérieur, l'ailleurs, manifeste sa présence de trois manières. La première appartient au monde familier : un colporteur juché sur un triporteur rend visite au campement de temps à autre. La deuxième, au monde du rêve — un drôle de rêve : de retour de France, le fils apporte des colifichets et un poste de télévision sur lequel on peut voir des images jugées indécentes et des scènes de la guerre au Liban. La troisième, au monde de la bureaucratie et de sa violence : des policiers se rendent au campement pour emmener un futur soldat et pour établir des cartes d'identité, lesquelles exigent que soient prises des photos en gros plan des visages des bergers et de



# la marionnette et son double

leurs femmes, photos qui sont autant de viols de leur intimité.

Ce qui est remarquable dans *L'ombre de la terre*, c'est que la description documentaire porte en elle, dans ses images, dans la longueur et dans l'enchaînement de ses plans, dans la relation entre le campement et l'espace vide qui l'entoure, un récit dramatique. Derrière les gestes de la vie quotidienne, Taïeb Louhichi suggère des sentiments, des idées, des conflits (l'homme et la nature hostile, les jeunes et les vieux, la place de la femme, l'exil...) qui donnent au film sa vérité profonde. *L'ombre de la terre*, c'est, comme l'écrit Tahar ben Jelloun, le film d'une « communauté atteinte, mutilée et happée par le néant ».

Jacques Chevallier



La marionnette est une bien étrange créature. Elle illustre même l'étrangeté de toute créature. Apparue ici et là, on ne sait trop quand, il y a bien longtemps, elle incarne une dimension universelle de l'imaginaire. Comme le Golem ou Frankenstein, elle satisfait, dans la merveille et l'effroi, une inquiétude prométhéenne. La dialectique fantasmagique du vivant et de l'inanimé découvre en elle une hybridation fascinante. Au contraire de l'acteur, la marionnette ne *joue* pas : échappant à la suspicion, elle vit sa condition mythique et concentre ainsi l'essence de la fiction, irréaliste et magique, dans son espace d'incarnation : le castelet. Sa réalité est d'ailleurs aussi floue que ses origines sont incertaines. Sans doute, par commodité, limite-t-on la « petite Marion » aux seules figurines animées manuellement. Cependant, toute animation d'objets à des fins



ludiques peut être considérée comme étant de son ressort. Au-delà d'une quelconque historicité, la véritable origine de la marionnette réside dans l'étonnement fondateur de l'homme pour sa propre image. La *mimésis* ne redouble pas le monde, elle le recrée pour comprendre son secret. Une fois imitée, la figure ne peut que prendre souffle et mouvement, et tout le simulacre de la mise en scène sera de laisser magiquement vivre l'esprit. Si la Gorgone à son gré transforme l'homme en pierre, pourquoi ce dernier ne pourrait-il pas à rebours insuffler la vie à ses statues ? Le lointain modelleur de la Vénus de Lespugue dut longtemps rêver sur sa figurine. Et les silhouettes préhistoriques profilées sur le roc des cavernes ne recèlent-elles pas déjà l'esprit même du théâtre d'ombre ?

Celui-ci, et plus généralement le théâtre d'animation, connaît en France un incontestable renouveau. En moins de sept ans, le nombre de marionnettistes s'est accru d'un bon tiers. Deux cent dix groupes professionnels accueillent chaque année plus de quatre millions de spectateurs. A Charleville-Mézières, un festival mondial a présenté, au mois de septembre dernier, une centaine de troupes venues de quarante pays ; nous en parlons un peu plus loin. A côté du théâtre proprement dit, le théâtre d'animation prouve donc et revendique sa spécificité.

S'il était encore besoin de s'en convaincre, un livre à lui seul le permettrait : véritable événement de l'édition, *Les marionnettes*, ouvrage dirigé par Paul Fournel et préfacé par Antoine Vitez, à l'iconographie somptueuse, nous fait traverser à pas magiques de poupées à fils, à gaine, à tringles et à tiges, les siècles et les continents. De grands marionnettistes et des universitaires sont à l'origine de cette encyclopédie indispensable à quiconque s'intéresse à cet aspect méconnu des arts et traditions populaires.

Il n'empêche que la vitalité de ce théâtre n'a d'égal que son peu de ressources. Il est temps de reconsidérer nos préjugés vis-à-vis d'un art ailleurs célébré. A quand, par exemple, un grand théâtre national de marionnettes comme il en existe à l'étranger ?

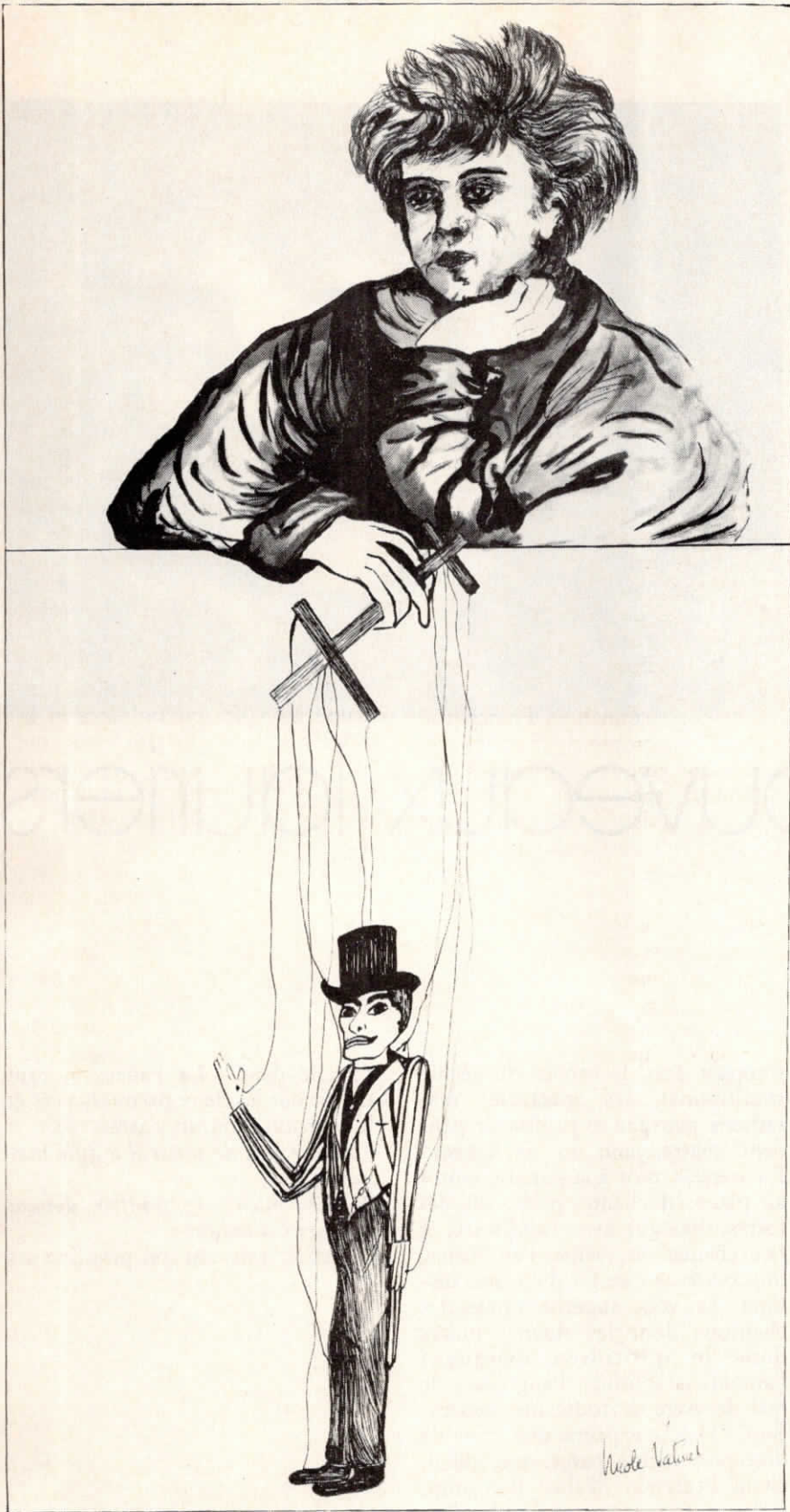
**Les marionnettes**, sous la direction de Paul Fournel. Préface d'Antoine Vitez, directeur du Théâtre national de Chaillot. Format 250 x 320, 160 pages, 150 illustrations (noir et couleur). Répertoires des marionnettes, de leurs collections, de leurs musées. Bibliographie, index. Reliure toile, fers, jaquette illustrée couleur. Editions Bordas.

Charleville-Mézières, connue jusqu'ici pour le mauvais souvenir qu'en avait gardé son Carolomacérien le plus célèbre, auquel un musée, une tombe et une enseigne de libraire sont consacrés, a désormais d'autres mérites : dans ses murs, a lieu le festival des marionnettes sans doute le plus important du monde. Cette ville de 50 000 habitants se trouve soudain investie par un peuple d'un millier au moins de marionnettistes qui obombrer, engaine et enficelle tout l'horizon visuel. Les citadins se mettent aussi de la partie, accueillant chez eux les artistes pour les huit jours des événements, décorant presque toutes les vitrines de figurines et de castelets. Le festival se déploie aux quatre coins de la ville dans une demi-douzaine de salles toujours pleines à craquer.

Comme en Avignon un festival *off* s'ajoute à la programmation officielle : tout ce que l'Europe compte de poupées saltimbanques occupe les voies piétonnières et la splendide place Ducale, sœur jumelle de la place des Vosges parisienne. Cette ardeur est tout juste tempérée par le Grand Maître Marionnettiste, régisseur du ciel et des météores. Dans les MJC, des troupes inconnues méritent parfois la comparaison avec les plus célèbres : ce festival, qui bien heureusement ne décerne aucun prix, permet la confrontation des pratiques les plus diverses et la découverte de talents nouveaux. On vient du monde entier ici pour connaître la sensibilité et les directions du théâtre d'animation vivant.

Les tendances actuelles, semble-t-il, vont vers la diversité du jeu scénique. L'art de la marionnette, on peut le regretter, s'hybride trop souvent avec le jeu d'acteur. Le manipulateur, en se mêlant à la vie des poupées, est parfois pris au piège du narcissisme et dévie la pureté stylistique vers des assemblages hétéroclites qui rejoignent le music-hall. La prestation remplace le jeu : on veut tout montrer à la fois, mais sans réelle maîtrise. Cette tendance à la facilité ne domine





heureusement pas : combien de troupes sortent de la pure tradition — toujours admirable — sans se croire obligées d'utiliser tous les poncifs, jadis avant-gardistes, du théâtre d'acteur ! Mais trêve de critiques, le niveau de ce festival est, dans l'ensemble, remarquable.

Rappelons que cette manifestation trisannuelle est placée sous le patronage de l'Union internationale de la marionnette (UNIMA) dont la section française est présidée par Jacques Félix, le fondateur de ce festival organisé par la troupe qu'il créa après-guerre : les Petits Comédiens de chiffons.

Un Institut international de la Marionnette, unique en France, vient par ailleurs d'ouvrir ses portes à Charleville-Mézières (8 place Winston-Churchill).

**Hubert Haddad**

entier à Charleville...





# vers de nouveaux lauriers

**F**rancis Lalanne a déjà inscrit son nom au firmament de la chanson française : à vingt-trois ans ! En l'espace de trois ans, il a conquis un vaste public — composé en majorité de jeunes —, enregistré quatre albums Phonogram et remporté un succès fulgurant. Après le Théâtre de la Ville, en 1980, et Bobino, en 1981, il présentera, à partir de la mi-novembre, son nouveau spectacle à la Porte de Pantin à Paris.

Reconnu par le public, Francis Lalanne a été porté aux nues par la critique — qui l'a comparé aux plus grands — et salué par Léo Ferré lui-même qui écrivait dans le programme du spectacle de Bobino : « *Avant de mourir, j'aimerais bien dire à cet oiseau de scène qu'il est mon frère.* »

46 Chaque soir, il chante devant plusieurs milliers de personnes :

rompant avec le carcan du récital traditionnel, ses spectacles marathons peuvent se prolonger pendant quatre, cinq ou six heures ! En scène, tantôt à la guitare, tantôt au piano, il chante, parle, dit des textes, dialogue avec l'auditoire, le fait chanter et, selon l'ambiance, improvise ce que lui dicte son instinct. Sa voix superbe porte des chansons dont les thèmes puisés dans le quotidien évoquent l'amour, la solitude, l'angoisse... le mal de vivre de toute une génération. Lalanne exprime une sorte de désespoir lucide parce que, dit-il, citant l'écrivain Walter Benjamin, « *c'est par ceux qui n'ont plus l'espoir que l'espoir nous est donné* ».

Pétri de culture littéraire, il écrit — en français et en espagnol — des textes dont la qualité et la concision font parfois penser au meilleur Brel : dans « Papa a giflé maman »,

comme dans « La Fanette », tout est dit dès les deux premiers vers et la chanson pourrait s'arrêter là :

« *Papa vient de sortir il a giflé maman* »

*Maman vient de souffrir devant mes yeux d'enfant* ».

Auteur exigeant qui peaufine ses



# l'échappée belle

## du jeu

c'est pas

Les Asiatiques ne respectent rien : la dernière entreprise française qui fabriquait des queues de billard a dû fermer ses portes. Taïwan et la Corée du Sud ont eu raison de la résistance des neuf employés de l'entreprise Klein de Maranville en Haute-Marne. Et il ne s'est même pas trouvé un député pour s'écrier : « France, ton billard fout le camp ! »

## rêver (suite)

on peut

C'est l'entreprise française Bouygues qui construira l'université de Riyadh en Arabie Saoudite : 1 million de m<sup>2</sup> de planchers, 250 000 m<sup>3</sup> de béton, 80 000 pièces préfabriquées. Du travail pour 8 000 personnes en période de pointe. On ne nous dit pas combien il y aura d'étudiants.

## chauffer

ça va



Afin de mieux faire connaître le système **Perche**, Electricité de France organise, depuis le 30 octobre jusqu'au 12 décembre, le premier championnat de France de tandem sur route. **Perche**, ça veut dire : pompe à chaleur en relèvé de chaudière existante. C'est sûr qu'en pédalant on n'a pas froid, et qu'on finit par être « pompé ». Je me demande si la perche, ce n'est pas celle au bout de laquelle on accroche la carotte pour faire avancer les écolos.

battu

Il est bleu et or. Il est tout en soie et fil de métal. Il répond au doux nom de « Polonaise » et il a battu le record mondial des ventes chez Sotheby's à Londres. C'est un superbe tapis persan du XVII<sup>e</sup> qui est parti pour la modique somme de 231 000 livres, environ 2 800 000 de nos francs. A battre avec mille précautions.

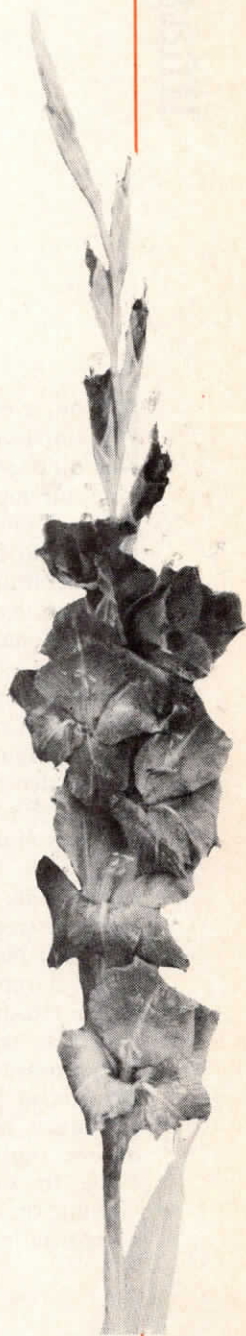
textes, il estime cependant que « en matière d'art, on doit atteindre à une évidence telle que le travail de l'artiste soit effacé devant l'évidence de la communication ».

Le talent de Francis Lalanne fut précoce : depuis l'âge de dix ans il écrit. Des fables d'abord puis des poèmes, des chansons, des romans et... une dizaine de pièces de théâtre « injouables mais débordantes de fantaisie, d'imagination, de lyrisme et souvent d'une folle cocasserie » si l'on en croit André Roussin. Etrange et étonnant jeune homme débordant d'imagination, de créativité et de sensibilité qui gagnait déjà tous les premiers prix au Conservatoire d'art dramatique de Marseille et inspirait à Edmée Sauty ce commentaire : « Il a seize ans et sait, déjà, tout faire : jouer, chanter, danser, tirer l'épée, tenir la batterie ; son registre est inépuisable, il a raflé tous les lauriers, mais en récoltera beaucoup d'autres. Il s'appelle Francis Lalanne. Retenez ce nom, vous le retrouverez d'ici peu tout en haut de l'affiche. » Un article singulièrement prémonitoire !

Jacques Erwan

dites-le avec  
des fleurs

Désormais, de mois en mois, nos lecteurs sauront tout sur les fleurs, grâce à la « Transmission florale » et au Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières. Ils nous ont livré une énorme brassée de glaïeuls ainsi qu'une documentation fort nourrie sur cette fleur. Un truc : si vos glaïeuls font grise mine, emmaillotez leurs têtes, le soir, dans du papier journal non mouillé et maintenez-les droites avec une ficelle. Plongez les tiges dans beaucoup d'eau et le plus haut possible. Une information : le glaïeul est originaire d'Afrique du Sud et des côtes nord de la Méditerranée. Une autre information : en matière de glaïeuls, notre balance commerciale est déficitaire (5 millions de bulbes). Mais l'INRA va réparer ça. Vous voici bien informés : merci la « Transmission florale » !





# L'AVENIR EN CHANTIER

**B**on, c'est entendu : les hautes instances internationales ont tant dit et souvent si peu fait qu'elles ont lassé notre crédulité. Que l'ONU vote une motion, et l'opinion mondiale ne s'en émeut guère. Tant de décisions si âprement discutées n'ont pas été suivies d'effet, tant de motivations impératives ont été impunément violées... Alors, que l'Assemblée générale des Nations Unies proclame 1985 « Année internationale de la jeunesse », on tend à en sourire. Après la femme, l'enfant : la jeunesse. Ce n'est que logique. Comme si la face du monde allait s'en trouver changée. Une année internationale de plus, quoi. Et après ? Mauvaise question mon cher Watson ; ce qu'il faut se demander c'est : « Et avant ? »

Avant ? Eh bien pas mal de travail, déjà, a été accompli : des études, des recherches, des réunions. Pour sa seule part, la Division de la Jeunesse de l'Unesco a organisé six rencontres internationales, cinq au niveau régional (régions du monde s'entend, à Venise, Katmandou, Nairobi, Bridgetown et Tunis) et une Table ronde d'importance mondiale, en juin dernier, à Costinesti (Roumanie). Par ailleurs, les lecteurs de **l'éducation** se rappellent sans doute la sortie de l'ouvrage **La jeunesse des années 80** auquel nous avons fait un large écho (n° 467 du 22 octobre 1981). Là encore, colloques, réunions, livres, le plus malveillant n'aura qu'une réplique : « Tu causes, tu causes, c'est tout c'que tu sais faire ! » Or c'est loin d'être exact. Comme on le verra plus loin dans l'entretien que nous a accordé le directeur de la Division de la Jeunesse à

l'Unesco, ces réunions ou ces années internationales sous-tendent des actions concrètes qui pâissent sans doute seulement d'un manque de publicité. Ce sont des politiques nationales qui peuvent être ainsi déclenchées, des hommes qu'on envoie sur le terrain, des moyens financiers importants qui sont mis en jeu. Ce sont des aides tangibles pour les gouvernements, des appuis souvent fondamentaux pour les organisations non gouvernementales qui ressortissent de ces « recommandations » qu'on a fini par négliger parce qu'elles sont formulées dans la pire des langues de bois.

En juin dernier, un observateur de la Table ronde de Costinesti n'aurait pas manqué d'être surpris : trente-sept participants émanant de toutes les parties du monde (donc imprégnés des idéologies les plus contradictoires) avaient à réfléchir sur l'avenir de la jeunesse, apporter les témoignages et les expériences de leurs propres pays sur « *le rôle des jeunes dans la construction de la paix, de la compréhension et du respect mutuels entre les peuples et les nations, le rôle des jeunes dans le développement, et la participation des jeunes dans la société* ». Excusez du peu. Le plus surprenant n'est pas tant qu'on conduise un Hongrois, un Suédois, un Américain, un Indien, un Argentin, un Cubain, un Zaïrois, etc., à discuter de ces questions (l'Unesco est précisément faite pour ça), que d'arriver, sur des questions aussi épineuses que la paix, la guerre, le développement, le chômage, la qualité du travail, la vie associative, etc., à les réunir autour d'un consen-



1985 sera

**l'Année internationale de la jeunesse.**

**Une année internationale de plus ?**

**Pourtant, même blasés, même sceptiques, il nous faut savoir que l'enjeu en vaut la peine.**

sus, lequel, sans rien dénaturer des positions propres à chacun, n'en est pas pour autant édulcoré. Les « recommandations » issues de Costinesti sont loin d'être anodines, le texte du « Message », même si d'aucuns l'ont jugé un peu trop « romantique », rompt avec le pathos — et donc la vanité — auquel on a droit d'ordinaire.

Certes les discussions n'ont pas toujours été aisées et pour parvenir à la formulation de certaines recommandations il a fallu procéder pied à pied : il va de soi que, pour un participant en provenance d'un pays de l'Est, le chômage ne saurait être le fléau dont sont victimes les jeunes des sociétés occidentales, que, pour un Africain, chez qui la famine fait encore des ravages, la menace nucléaire fait figure d'angoisse exportée — et l'on pourrait aisément multiplier le nombre de tels « hiatus ». Mais il n'empêche qu'à Costinesti, les trente-sept participants ont marqué leur espoir de voir l'humanité sauter le pas vers plus de justice en s'appuyant avec confiance sur sa jeunesse. Ils ont fixé des orientations, désigné des possibles, proposé des actions. Ce qu'ils ont fait doit maintenant retomber, de degré en degré, jusqu'à modifier le destin des individus.

Une instance internationale, là-bas, sur les hauteurs de la réflexion a fait son travail. La balle, maintenant, se trouve dans d'autres camps, car il est encore temps de comprendre qu'une « Année internationale » ne sera que ce que nous en ferons.

**Jean-Pierre Vélis**

### **les propositions**

- Promouvoir là où ils sont nécessaires de nouveaux programmes nationaux permettant aux jeunes de participer au développement dans toutes ses dimensions économiques, sociales, culturelles et éthiques.
- Faire de la paix, du développement et de la participation l'axe central de tout programme éducatif, social et culturel.
- Entreprendre des actions en faveur du désarmement pour dégager des ressources nouvelles aux fins du développement et d'un nouvel ordre économique international.
- Exiger un désarmement immédiat, condition préalable à la survie humaine.
- En appeler à la conscience de l'humanité pour qu'elle soutienne les luttes des jeunes pour la libération nationale contre toute forme d'impérialisme et colonialisme.
- Définir de nouvelles politiques nationales pour la jeunesse là où elles sont nécessaires.
- Créer, dans les pays où elles n'exis-

**du « Message » de Costinesti**



tent pas, de nouvelles structures représentatives de la jeunesse, respecter le droit à l'association, et renforcer celles qui existent déjà.

- Développer et favoriser l'échange d'informations sur les états de la recherche sur la jeunesse.

- Promouvoir les activités permettant de mieux connaître l'apport positif des jeunes dans la société grâce à leur créativité et leur imagination afin d'établir une juste image de la jeunesse et de faciliter là où elle est nécessaire une meilleure compréhension entre les générations.

- Promouvoir la compréhension internationale, développer les initiatives pour permettre aux jeunes de coopérer entre eux, de connaître d'autres cultures que la leur.

- Redéfinir le rôle de l'éducation, son contenu et ses finalités dans la perspective du monde de demain et d'un accès équitable pour tous, dans un esprit de participation.

- Mettre en œuvre des programmes de formation favorisant de nouvelles occasions d'emploi pour les jeunes, leur formation, mais qui facilitent aussi la création de nouvelles structures ouvertes à l'initiative et à l'épanouissement des jeunes.

- Concevoir de nouveaux services nationaux pour les jeunes qui fassent appel à l'innovation éducative, qui favorisent la responsabilité et la prise en charge des jeunes par eux-mêmes.

- Favoriser, là où elles n'existent pas encore de nouvelles législations qui définissent et protègent les droits des jeunes.

- Renforcer les courants de communication entre le système des Nations Unies et la jeunesse et les organisations de jeunes.

L'Année internationale de la jeunesse est une magnifique occasion de mettre en œuvre ces propositions et de renforcer les programmes existants. Pour nous, elle ne pourra contribuer à un renouveau de notre monde que si elle rencontre l'accord et l'appui de la jeunesse.



*entretien avec  
Pierluigi Vagliani  
directeur de la Division  
de la Jeunesse  
à l'Unesco*

- L'Unesco a organisé ces dernières années une série de réunions, à l'échelon régional d'abord, au niveau mondial ensuite, pour étudier les problèmes de la jeunesse. La publication de l'ouvrage «Tendances de la jeunesse dans les années 80» ou la diffusion d'un «Message» à l'issue de la Table ronde de Costinesti en ont été des étapes marquantes. Comment ces travaux s'inscrivent-ils dans la perspective de l'Année internationale de la jeunesse proclamée pour 1985 ?

Je voudrais d'abord intégrer l'ensemble de ces travaux dans le cadre de la problématique mondiale. L'Unesco va soumettre à l'approbation des Etats membres un projet de Plan à moyen terme pour la période 1984-1989; la problématique de ce Plan souligne que, dans ce dernier quart de siècle, l'humanité a accompli des progrès scientifiques et techniques qui, sans aucun doute, ont amélioré le niveau de vie

d'un certain nombre de peuples, qui ont permis d'étendre l'éducation à de nombreuses populations qui jusqu'ici en étaient privées, qui ont donné à un certain nombre de pays les moyens de s'affranchir des principaux problèmes comme la maladie, la faim.

Ce sont là, sans nul doute possible, des acquis positifs. Mais tout ceci s'accompagne de problèmes qui sont loin d'être mineurs: des populations entières restent dans la pauvreté la plus absolue, les disparités entre pays s'accroissent, les inégalités, les injustices se maintiennent au sein des pays mêmes, les tensions entre nations sont croissantes et souvent, plus que de tensions, il s'agit de guerres véritables, le milieu naturel subit des atteintes inquiétantes, la violence se développe dans les villes et dans notre vie quotidienne, les moyens de destruction s'accumulent, la course aux armements détourne des moyens importants qui pourraient être utilisés pour faire face aux besoins les plus urgents des populations, la faim, l'analphabétisme n'ont pas été vaincus, on voit des atteintes répétées aux droits de l'homme et à la liberté des peuples. Donc, d'une part il existe un acquis bien réel avec des perspectives d'évolution extraordinaires grâce aux moyens que l'humanité peut se donner, d'autre part on constate une inquiétude grandissante qui touche tout le monde et plus particulièrement les jeunes. Car si ces contradictions de notre époque sont ressenties par tous, elles le sont plus encore par les jeunes. De deux façons: d'une part comme participants à la vie d'une société — bien que leur participation soit souvent limitée et souvent rejetée



—, d'autre part comme victimes : ce sont les jeunes qui sont les premières victimes du chômage, ce sont eux qui sont marginalisés dans les grandes villes, ce sont eux qui sont réfugiés lorsqu'il y a des guerres. C'est-à-dire que les jeunes ressentent dans leur peau les problèmes du monde actuel.

De là la nécessité, pour les années à venir, de repenser le développement, car souvent nous courons derrière une forme de développement un peu trop économiciste, nous oublions des valeurs de notre vie quotidienne, certaines valeurs sont perdues dans cette course pour le bien-être économique que de nombreux jeunes rejettent. D'où aussi la nécessité d'inventer des stratégies nouvelles qui prennent en considération les spécificités sociales et culturelles de chaque nation et qui puissent mobiliser les capacités d'initiative de l'ensemble des individus mais surtout des jeunes parce qu'ils en sont la partie la plus active. Il ne faut pas que les jeunes subissent le développement mais qu'ils en soient les acteurs ; il faut qu'ils travaillent pour développer leur société, leur vie, de la façon qu'ils ont choisie. Il faut donc une participation des jeunes à la conception du type de développement. Ceci manque dans tous les pays, dans l'hémisphère Nord comme dans l'hémisphère Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Il est évident que la perception que les jeunes ont d'eux-mêmes et de leur avenir peut avoir des incidences sérieuses sur l'avenir du monde. C'est pourquoi il est important de travailler davantage avec eux, il est important de mieux savoir comment ils ressentent la situation de notre monde, car ainsi nous

pouvons mieux planifier l'avenir. Malgré les particularités propres à chaque région, à chaque pays, il existe des dénominateurs communs pour la jeunesse.

Tout ceci pour dire que le travail de l'Unesco n'est pas une pure invention pour se faire plaisir : il s'intègre dans cette problématique d'ensemble et s'efforce d'y apporter des remèdes. L'Unesco est l'organisation des Nations-Unies la plus concernée par le travail avec les jeunes, même si elle n'est pas la seule. Et c'est ici que la Division de la Jeunesse trouve l'une de ses raisons d'être, car c'est une chose de dire — comme nous le pensons — que la jeunesse doit être partout, et une autre d'en faire une réalité : ceci suppose un travail d'information, de sensibilisation, de contacts, de liaisons, donc une unité de coordination et de promotion extrêmement importante.

#### ● Concrètement, en quoi consiste votre tâche ?

Actuellement notre programme se subdivise en trois grands volets. Le premier concerne les activités de recherches, les réunions, les consultations, tout ce qui favorise une meilleure connaissance des problèmes de la jeunesse. L'Unesco n'est certes pas un centre de recherches, mais nous travaillons en coopération avec de nombreux centres de recherches, nous aidons des organisations de jeunesse à entreprendre les leurs, car, si les spécialistes sont bien nécessaires, il faut aussi s'efforcer de mettre les jeunes eux-mêmes dans le coup. Ils ne sont pas objet de recherche, mais ils doivent nous aider eux-mêmes à connaître leur propre si-

tuation, leur propre point de vue.

Le deuxième volet concerne les activités propres aux jeunes au niveau local : toutes les activités qui concernent les services volontaires, le renforcement des organisations de jeunesse, les projets en faveur des jeunes chômeurs mais qui comportent une participation des jeunes, qui fassent appel à leur propre initiative au niveau local, etc. Je dois dire qu'outre la collaboration avec les Etats membres, l'Unesco développe une activité importante avec les organisations non gouvernementales ; chaque année se tient une consultation collective grâce à laquelle elles peuvent nous donner leur avis sur l'exécution des programmes en cours mais aussi sur la planification future.

Le troisième volet concerne les grands projets opérationnels entrepris avec les Etats membres, à leur demande. A Madagascar, par exemple, nous aidons le gouvernement à former des animateurs de jeunesse pour qu'ils puissent, au niveau du village, prendre de réelles initiatives, qu'ils aident les jeunes à trouver par eux-mêmes des solutions à leurs problèmes. A Madagascar on n'utilisait ni les briques ni les tuiles ; toute la construction se faisait avec des blocs de ciment importés de l'étranger, ce qui pesait lourd, bien évidemment, sur la balance des devises. Une fois que les jeunes se sont mis à faire des briques avec l'argile qu'ils trouvaient sur place, ils ont mis au point une formule d'emploi qui a vraiment permis à un nombre important d'entre eux de cesser d'être chômeurs. Autre exemple : aux Seychelles, nous aidons le gouvernement à développer un service national de la jeunesse qui concerne tous



les jeunes de seize à dix-sept ans ; il doit former les jeunes et les préparer à la vie active non seulement par une éducation et une formation, mais par une connaissance des problèmes sociaux, politiques, économiques, du pays. C'est là un des projets les plus novateurs.

• **Et l'Année internationale de la jeunesse dans tout ça ?**

1985 a été proclamée Année internationale de la jeunesse par les Nations-Unies. On pourrait dire que des années internationales il y en a eu tellement...

• **En effet...**

C'était aussi l'opinion de certains d'entre nous, du moins au début, mais très vite les choses ont évolué d'une manière positive. On ne va pas attendre 1985 ; il y a dès à présent toute une série d'activités qui sont entreprises dans de nombreux pays pour arriver, en 1985, à une sorte d'évaluation et à la formulation d'un plan d'actions à plus long terme.

Pourquoi une Année internationale ? Une Année internationale sert d'abord à attirer l'attention de l'opinion publique. Je crois qu'un effort international pour faire connaître la problématique de la jeunesse telle qu'elle se pose dans de nombreux pays, pour sensibiliser l'opinion publique et les gouvernements dans de nombreux cas, pour aider les organisations de jeunesse à mieux faire connaître leurs programmes, pour favoriser les échanges entre les jeunes, aider les initiatives en faveur de la paix, etc., je crois que tout ceci peut recevoir — et commence à recevoir — une

contribution importante dans le cadre d'une Année internationale de la jeunesse. Tout dépend, bien évidemment, de la bonne volonté des gouvernements qui décideront des initiatives à prendre. Si l'Année internationale de la jeunesse n'est qu'une occasion de plus pour faire des discours, un peu de démagogie, elle ne contribuera certainement pas à résoudre les problèmes de la jeunesse dans le monde actuel.

En fait, chaque Année internationale nous apprend quelque chose. Dès le départ, pour celle-ci, nous avons constitué un comité inter-agences de toutes les agences du système des Nations-Unies pour travailler ensemble, pour mieux aider les Etats membres à se préparer. Il est frappant de voir à quel point le travail de l'Unesco, celui de l'OIT (Organisation internationale du travail), de la FAO, peuvent se compléter. Nous sommes tous concernés lorsque nous parlons des problèmes de la jeunesse et l'on ne peut pas séparer le problème de l'alimentation de celui du travail, de l'éducation. L'Année internationale de la jeunesse est pour nous, agences des Nations-Unies, une occasion d'apprendre à mieux travailler ensemble.

• **Est-ce qu'il est indispensable de mobiliser l'opinion publique mondiale par une Année internationale uniquement pour que les agences des Nations-Unies s'aperçoivent qu'elles ont à coopérer ?**

Non, bien sûr. Cette coopération internationale doit se reproduire au niveau national, parce que, à ce niveau, souvent les ministères qui sont concernés par les problèmes de jeunesse ne coopèrent pas entre

eux. Il est tout aussi important que cette collaboration se fasse entre les actions gouvernementales et les non gouvernementales, que les gouvernements sachent utiliser les initiatives qui viennent spontanément de la base, des jeunes eux-mêmes. En ce moment, tout le monde parle du chômage qui sera probablement le problème prioritaire des dix années à venir ; certains pays ont pris des mesures, avec plus ou moins de succès, pour lutter contre le chômage des jeunes. Eh bien, il est important que dans ce domaine on puisse se consulter, on puisse mieux connaître ce qu'a donné tel programme, quel type de législation a été adopté, etc. Voilà un exemple d'actions très concrètes qui seront favorisées par l'Année internationale de la jeunesse. L'Assemblée générale des Nations-Unies vient de discuter, fin octobre, de ce que seront ses activités : tout sera mis en œuvre pour développer véritablement des **actions** en faveur de la jeunesse, bien plus que des **discours**.

Bien évidemment la réussite de l'Année internationale de la jeunesse ne dépend pas des Nations-Unies mais du sérieux avec lequel chaque pays développera son propre plan d'actions au niveau national, et il est certain que l'Unesco y jouera un grand rôle. Mais le plus important, c'est qu'elle ne pourra contribuer à un renouveau de notre monde que si elle rencontre l'accord et l'appui de la jeunesse, si elle est véritablement organisée avec les jeunes partout où ils se trouvent.

**Propos recueillis par  
Jean-Pierre Vélis**



## LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public  
du Ministère de l'Education Nationale  
(6 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

- Assure :**
- Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels)
  - Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (carrières enseignantes, administratives, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...)
  - Certaines formations universitaires (DEUG, Capacité en droit, Expertise comptable...)
  - Des actions de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 200 à 405 F

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ECRIRE A

**CNEC - Ministère de l'Education Nationale**  
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy  
75585 PARIS CEDEX 12



## 16/18 ANS INSTRUMENTS POUR L'ACTION

Le dispositif d'accueil  
Les formations alternées  
Les partenaires du dispositif  
La formation des formateurs  
Le suivi des jeunes

*Courrier de l'ADEP, oct. 82, 35 F*

## JEUNES SANS QUALIFICATION

Trois années d'opérations-pilotes  
Le passage de l'éducation  
à la vie active.

Un projet de la Communauté  
européenne réalisé, en France,  
par l'éducation nationale

*ADEP, 160 p., juin 1982, 45 F*

## AVOIR VINGT ANS DANS LES QUARTIERS

Les populations  
Les pédagogies  
Pour un décloisonnement  
de l'action éducative

*par le Groupe d'actions éducatives  
concertées, 272 p., avril 1982, 55 F*



AGENCE NATIONALE  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
DE L'EDUCATION PERMANENTE

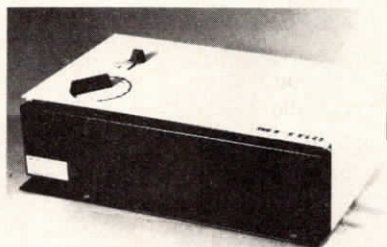
Le Central  
La Courtine-Mont-D'Est  
93160 Noisy-le-Grand

## METRO DUPLICATEURS S.A.

50, RUE ÉTIENNE-MARCEL, PARIS 2<sup>e</sup> - TÉL. 236.38.30

### THERMOFLEX

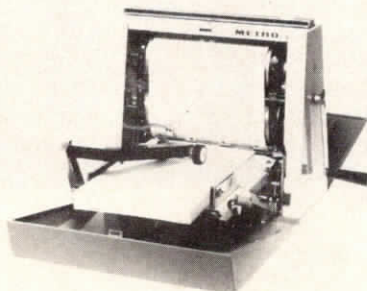
Thermocopieur pour l'établissement en quelques secondes d'un cliché hectographique - transparent si on le désire - pour duplicateur à alcool, d'un transparent pour la projection par rétro-projecteur, d'un thermo-stencil pour duplicateur à encre. Autres fonctions : monocopie, plastification.



**J.3 :** duplicateur à encre et à stencil, portable.

Appareil simple et robuste ("tout métal") destiné à tous ceux dont l'importance ou la fréquence des tirages ne justifie pas l'achat d'un appareil électrique.

Rendement : 80 copies minute environ.



METRO, UN ENSEMBLE COMPLET DE REPRODUCTION

DOCUMENTATION GRATUITE E SUR SIMPLE DEMANDE



MACON,



LA BELLE  
ENDORMIE



---

**Moyenne  
parmi les villes  
moyennes,  
Mâcon  
ne se distingue  
que par le calme  
et la sérénité.  
Ses seuls accès de folie,  
c'est à la Saône  
qu'elle les doit,  
quand la rivière délire  
par-dessus ses berges.  
Qu'en sera-t-il  
demain  
lorsque le TGV  
l'aura transmuée  
en une grande banlieue  
de Paris ?**

---

**A** vingt ans, si je m'appelaient Antigone, je haïrais Mâcon. Plus tard, assagi, je lui trouverais tous les charmes que peut souhaiter un Créon. Mâcon, c'est, de prime abord, la ville de la raison raisonnée, des enthousiasmes pondérés, une ville baignée de lumière douce, fleurie à souhait, à l'abri de toutes les violences, de tous les excès. Elle se préserve de l'agitation industrielle des villes du Nord, elle ne connaît rien des passions langagières du Sud. Son paysage, son climat, sa situation géographique ont, à la longue, secrété ce goût de la modération qui se confond tellement, pour le voyageur de passage, avec la torpeur. Jules César aurait dit, pour décrire le tempérament des Mâconnais : « *Regardez la Saône : on ne sait pas dans quel sens elle coule.* » Ville de passage au bord de plusieurs frontières, elle s'est constitué une identité fuyante ; c'est là que vient finir la plaine bressane peuplée de « ventres jaunes », c'est là que commencent, dans un moutonnement à peine esquissé, les collines des Dombes et, plus loin, les Savoies. D'Est en Ouest, la N 79 la traverse, dont le trafic n'a rien à envier à la N 6 qui la longe du Nord au Sud. Car Mâcon c'est aussi, dans beaucoup de mémoires, une halte propice sur la route des vacances, l'arrêt de mi-chemin dans la transhumance des congés payés, le déferlement annuel vers la Côte d'Azur. Mâcon fut longtemps la ville des bielles coulées au pied de la statue de Lamartine (héros local). On y savait la chair fine et ses vins étaient estimés, des vins bien à son image, qui n'ont ni la lourdeur des Bourgogne non plus que l'acidité

fruitée des Beaujolais, mais un charme singulier. En un mot, Mâcon est une ville tempérée.

Pourtant, cette sage ordonnance dissimule un profond déséquilibre né, sans doute aucun, de l'Histoire. Quand Napoléon décida de redécouper la France, il fit à Mâcon un sort particulier : à Autun l'évêché (et l'armée), à Chalon-sur-Saône le commerce et à Mâcon l'administration. Mâcon devient donc préfecture de Saône-et-Loire, au vrai une capitale bien excentrée, lieu de convergence et d'implantation d'activités tertiaires (administration, commerces, banque, etc.) tandis qu'en matière industrielle Chalon et ses voisines se taillaient la part du lion. Au XX<sup>e</sup> siècle, à la faveur de l'exode rural puis de l'augmentation massive du secteur de biens et services, Mâcon connut un développement démographique prodigieux ; le recensement de 1975, en totalisant une population de 40 200 habitants, montrait qu'en trente ans cette ville avait connu une croissance démographique de 77 %.

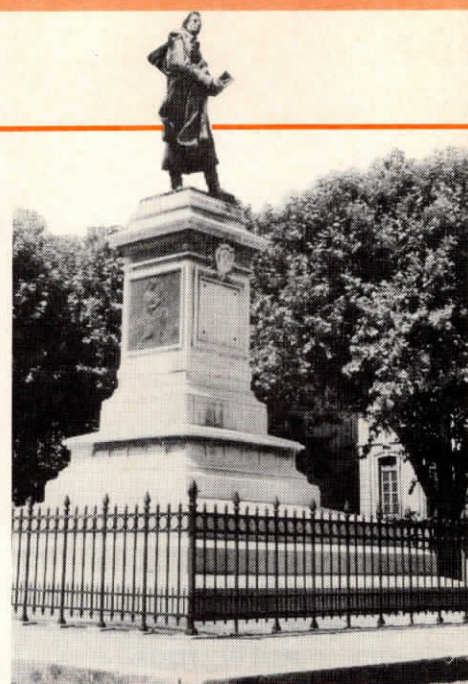
Mais pas dans n'importe quel sens : le tertiaire fournit 63 % des emplois de Mâcon. Et pas n'importe quel tertiaire. Une récente étude sur le bassin d'emploi de la ville fait apparaître que « *un emploi sur cinq dans le bassin d'emploi de Mâcon relève des services publics, de l'Etat ou des collectivités locales (9 791 salariés au recensement de 1975, soit 20,6 % de la population active occupée), soit plus de 40 % des emplois tertiaires (42,4 %)* ». Bref, Mâcon est devenue une ville où le fonctionnaire est roi : « *De 1962 à 1975, le nombre d'actifs employés par l'Etat (moins l'armée), les collectivités locales et les orga-*



nismes de Sécurité sociale dans le bassin d'emploi a augmenté de 91% alors que la population active n'augmentait dans le même temps que de 18%, les effectifs de l'industrie de 57%, ceux de l'ensemble du tertiaire de 63% et que ceux de l'agriculture diminuaient de 48%. » Un dernier chiffre encore : « Un peu plus de la moitié des cadres du secteur public (52,1% de l'échantillon) sont des enseignants. » En mars 1977 Mâcon a élu une municipalité d'union de la gauche conduite par le socialiste Michel-Antoine Rognard.

De l'avis d'observateurs éclairés, ce manque d'hétérogénéité de la population nuit au dynamisme de la ville. De plus, trop de Mâconnais savent qu'ils ne sont là que pour la durée limitée d'un poste ; ils répugnent donc à s'investir durablement. Le commerce et le négoce, certes, demeurent florissants — la Foire des Vins est là pour en témoigner — mais l'industrie, si minoritaire, si faiblement représentée, manque pour que naissent de réelles confrontations. Un adjoint du maire ne mâche pas ses mots : s'il n'y a pas de grosse industrie à Mâcon c'est parce que « le patronat mâconnais a tout fait pour éviter l'installation de grosses entreprises. Ils ont préféré conserver leurs petites entreprises de cinq cents, six cents ouvriers pour empêcher que ne se constitue un prolétariat important. Résultat : on a "raté" Berliet qui s'est installé à Bourg-en-Bresse, Kodak à Chalon ». M. Fillaudeau, secrétaire général de la Chambre de commerce, n'est pas de cet avis : « Les histoires de Kodak ou Berliet, vieilles de plus de dix ans, c'est du réchauffé ! Vous pensez bien que si une grosse entreprise voulait s'installer à Mâcon

Mâcon est une ville où il fait bon flâner. Etendue du Nord au Sud au long de la Saône, elle offre de belles promenades, du quai des Marans à l'allée du Parc en passant devant la statue de Lamartine. Au bout, c'est le paradis des pêcheurs, des amateurs de planche à voile et d'aviron, sans oublier les tournois de joute, méthode lyonnaise SVP ! De la place Genevès au quai Jean-Jaurès, la rue Carnot a été aménagée en voie piétonnière. La place aux Herbes, sous ses platanes, avec son ancienne Maison de Bois a retrouvé le charme des jolies villes de province ; en se rendant place de la Barre par un dédale de petites rues, on ne manquera pas d'être surpris par la gaieté des façades de nombreuses maisons réhabilitées ou de constructions nouvelles : la ville a décidé de jouer la couleur ! Mâcon a



**promenade**  
de la statue  
de Lamartine  
au vignoble,  
en passant par  
la place aux Herbes...





un cœur, mais Mâcon a des quartiers : Bel Horizon, Bioux, Les Blanchettes, Les Gautriats, Neuf Clefs, Les Perrières, Les Pierres blanches, Le Vallon des Rigolettes ne se livrent pas d'un coup : c'est là que la vie associative est la plus active. Mais on ne saurait oublier que Mâcon est bourguignonne ; son vignoble est réputé, la table y est bonne. En franchissant le pont Saint-Laurent, monument historique pour lequel tout Mâconnais frémit dès lors qu'une péniche s'y accroche, on va au restaurant « Le Saint-Laurent », sans doute l'un des meilleurs de la ville. (J'y ai apprécié sa terrine de rascasse sauce écrevisse, sa charlotte de brochet à la ciboulette ; le fromage blanc à la crème y est d'une extrême finesse tout autant que le Brillat-Savarin qui n'est pas le

moindre fleuron du superbe plateau de fromages. Les desserts maison sont remarquables, notamment une tarte aux noix et à la praline fort originale. Quant aux vins, ils sont à la hauteur de la région, Mâconnais et Bourgogne de grande tradition. Pour 89 F, ce menu ne laisse pas sur sa faim. C'est de là, en tout cas, qu'on a l'une des plus belles vues d'ensemble sur la cité que ne dépare que la tour des Archives départementales, édifiée à l'emplacement d'un cloître du XVII<sup>e</sup> siècle : « Qu'est-ce que c'est que ce cigare ? » aurait dit Georges Pompidou. Un Président chasse l'autre : c'est au sommet de la roche de Solutré qu'un jour peut-être vous rencontrerez François Mitterrand, venu, comme chaque année, en pèlerinage. Mais là, déjà, vous n'êtes plus à Mâcon.

*nous ferions tout pour l'aider. Mais il est vrai qu'une seule grosse entreprise de mille employés ne nous paraît pas une bonne chose ; nous lui préférierions dix d'une centaine chacune. C'est certainement moins risqué en période de crise.* » Car les difficultés économiques n'ont pas épargné Mâcon. Même si elles ont tardé à s'y faire sentir, depuis deux ans Mâcon rejoint le peloton national du chômage. En ce moment on y parle beaucoup des problèmes de Gutbrod, l'une des plus importantes entreprises, issue de l'ancienne fabrique de motos Monet-Goyon, travaillant aujourd'hui à façon pour Motostandard. On évoque aussi le dépôt de bilan prévisible de Combiér, entreprise d'édition et d'impression de cartes postales bien connue sous le nom de Cim.

Jusqu'ici bercés par une croissance régulière, les gens de Mâcon « pétris de lumière », comme m'a dit l'un d'entre eux, commencent à se réveiller d'un trop long endormissement. L'étude sur le bassin d'emploi a tiré la sonnette d'alarme : « Des secteurs entiers de l'économie locale sont donc menacés à plus ou moins longue échéance [...] notamment si les entreprises locales ne prennent pas avec suffisamment d'audace les tournants qui s'imposent en matière d'investissement, de types de produits, de politiques commerciales (et l'encadrement du crédit ne les y aide pas) et si l'effet « compensatoire » de l'emploi public, des commandes publiques et de la consommation locale des ménages, cesse durablement de jouer. » Mâcon se met alors à rêver au futur agrandissement de son port fluvial, à l'hypothétique liaison mer du Nord-Méditerranée. Mâcon louche vers Loché,





commune voisine associée où est installée la gare du TGV. Paris est d'ores et déjà à deux heures vingt minutes de train, bientôt deux heures: ah, si la décentralisation prenait vraiment effet! Ah, si des sociétés parisiennes voulaient s'implanter ici! On prend date. On commence à acheter des terrains. Le XXI<sup>e</sup> siècle arrive très vite.

En l'an 2000, ils auront trente-six, trente-sept ans. En attendant, pas même la vingtaine, ils vivent et travaillent à Mâcon. Ils sont une bande de jeunes rencontrés au hasard des rues de Mâcon pourtant désertes passé 21 heures. Eux sortaient du cinéma (l'une des sept salles de la ville) où ils ont vu « Blade Runner » et maintenant, atablés devant des crêpes, ils bavardent. Mâcon, ils n'en pensent ni bien ni mal. Plutôt du bien. C'est calme, propre, on peut y travailler (pas tous, l'une d'entre eux est au chômage) et puis surtout on peut en sortir très vite. La campagne est tout de suite là, la Saône toujours offerte pour la planche à voile. Un week-end au ski, en hiver, c'est facile. La mer, au fond, n'est pas trop loin, et Lyon n'est jamais qu'à soixante kilomètres, trois quarts d'heure par l'autoroute. Et le Centre d'action culturelle, et la Maison des jeunes L'Héritan? « Oh, c'est pas pour nous, ça! ». Savent-ils ce qui s'y passe? « Non, pas vraiment... »

S'il les entendait, René Ducarouge, l'adjoint au maire chargé des affaires culturelles, se dirait qu'il a raison de penser que « l'action culturelle est inséparable des activités pédagogiques initiales et continuées tout au long de la vie ». Parce que, qu'il le veuille ou non, il y a comme un hiatus entre l'action

culturelle telle qu'elle est conçue à la mairie et la façon dont elle est perçue par le banal citoyen. Combien de Mâconnais m'ont-ils parlé de « désert culturel », alors que la somme des efforts et des équipements plaide pour le contraire? Apparemment le « message » ne passe pas. Pourtant qu'on en juge: la ville s'est dotée de cinq équipements lourds et de neuf équipements de quartier. Un centre d'action culturelle (CAC) qui recrute près de quatre mille adhérents et pour lequel elle revendique le statut de Maison de la culture, une Ecole des beaux-arts (à problèmes, il est vrai, voir encadré), un musée qui a reçu deux mille cinq cents visiteurs cette année, une bibliothèque avec environ dix mille lecteurs réguliers, une école nationale de musique et des maisons de quartier qui font, chacun, participer de huit cents à mille personnes, plus de deux mille cinq cents qui fréquentent la seule Maison des jeunes de la rue L'Héritan. Si l'on ajoute les équipements sportifs (dont un superbe centre nautique, jouxtant les équipements, utilisés eux aussi, du CREPS) et un effort d'urbanisme évident et non négligeable (voies piétonnes, réhabilitation d'habitat ancien, etc.) et

tout ce que j'oublie nécessairement, les efforts de Mâcon dans le domaine culturel sont plus que réels. D'ailleurs la ville dépense plus de 2,5 milliards par an pour la culture.

Mais alors d'où vient que lorsque le ballet Merce Cunningham vient au CAC, il fait un tel « bide », la même chose pour le compositeur John Cage? « Nous payons, en province, ce qui a été la stratégie de la décentralisation culturelle: ce sont les mêmes spectacles qui tournent d'une ville à l'autre sans rencontrer une identité de pays. On a toujours voulu que Mâcon soit portée à la hauteur de la création contemporaine, mais on a été trop loin dans ce domaine », explique René Ducarouge. Au terme d'un discours militant truffé de « décoder », « générer », « il y a une potentialité pour... » il conclut: « Il y a au préalable un travail en profondeur à accomplir. Il faut qu'une population soit préalablement à l'aise et à un bon niveau culturel. Pour que des approches fertiles puissent se développer, il faut une pédagogie, sinon on n'a que de simples consommateurs. Notre problème n'est pas un problème de « marketing » de nos actions, mais beaucoup plus celui de la dimension culturelle qui fait défaut à l'école. » Retour à l'envoyeur.

Or, justement, Jacques Chadourne, adjoint à l'inspecteur d'académie, est très exactement du même avis, lui qui « rêve d'une Education nationale qui serait insérée dans le tissu culturel », lui pour qui « le culturel est un comportement social collectif et non la primauté donnée à certaines idées reçues du moment ». Au-delà des grands principes, il y a les actions que Jacques Chadourne a déjà sus-



## saltimbanque

Une ville de province sans son personnage excentrique, ça n'existe pas. Mâcon a trouvé le sien en la personne de Gilles Roussi, « *pur produit mâconnais* » si l'on en croit René Ducarouge, adjoint au maire chargé des affaires culturelles. En effet, ce juif antillais (encore heureux qu'il ne soit pas borgne...), neveu de l'écrivain Aimé Césaire, a tout du Mâconnais ! Bien sûr il fut professeur à l'École des beaux-arts, bien sûr il a fini par exposer ses œuvres à l'Hôtel de Ville, pour le reste, il n'aime guère cette ville qu'il choque par ses tenues vestimentaires, ses véhicules prohibitifs (une énorme Chevrolet qui passe insolemment dans un bruit de péniche, une Harley-Davidson dont on se demande s'il ne l'aurait pas volée à Marlon Brando). Voilà pour la couleur locale, la provocation gratuite (au prix du super, tout de même !). Le plus important c'est que Mâcon n'a pas su faire sa place à un créateur. Il le lui rend bien. Gilles Roussi enseigne désormais aux Beaux-Arts de Saint-Etienne.

René Ducarouge aura bien du mal à convaincre quiconque qu'ainsi Gilles Roussi « *emporte une création issue de Mâcon* ». Les œuvres de cet enfant du terroir qu'on voudrait qu'il fût n'ont rien à voir avec Mâcon (pas plus, pas moins qu'avec Knokke-le-Zoote d'ailleurs) : elles utilisent les technologies les plus avancées pour le pur plaisir de la dépense inutile. Ses œuvres d'art, sculptures de plexiglas qui intègrent des micro-processeurs, clignotent et bruissent avec humour au gré de circuits programmés par leur inventeur et qui laissent libre cours à notre propre fantaisie. Ce sont des œuvres de notre temps et de partout, belles et dérisoires, qui donnent à réfléchir sur la pérennité de notre espèce, les aberrations de nos civilisations. Tant de temps, de génie et d'industrie dépensés pour une mort programmée : les « machines inutiles » de Gilles Roussi n'ont d'inutile que le nom.

La greffe de Gilles Roussi sur l'École des beaux-arts de Mâcon n'a pas pris. Le rejet est symptomatique. La municipalité qui, elle, a une conception certaine de l'utile, ne peut suivre la pente naturelle d'un saltimbanque. Elle gère un budget, elle, elle doit se préoccuper de rentabilité, elle. Aussi bien la charge d'une école régionale dans laquelle ne venaient qu'un ou deux Mâconnais lui a-t-elle paru trop lourde : désaccord irréductible sur l'art et la rentabilité de l'art entre la commune et Roussi. Roussi est parti. La mairie attend du futur directeur qu'il « recadre » l'école sur des formations moins ambitieuses : un cycle d'initiation, un cycle de poterie-céramique et un cycle audiovisuel expérimental.

C'est René Ducarouge qui a écrit : « *Les moyens culturels, c'est ce qui reste quand on a tout dépensé.* » Gilles Roussi, lui, voudrait tout dépenser. Jusqu'à la fin. Alors, évidemment...

citées à Mâcon et qui se traduisent par des dispositifs concrets dont la principale caractéristique est une plus grande collaboration avec le mouvement associatif. Il est vrai qu'il existe plusieurs centaines d'associations à Mâcon, que plus de deux cent vingt, de toute nature, sont subventionnées par la ville et qu'une cinquantaine, parmi elles, participent directement au développement des activités culturelles. La ludothèque et le ludobus imaginés par Jacques Chadourne (sur lesquels nous reviendrons en détail ultérieurement), le système de garderie associé aux écoles maternelles ou bien encore le centre de loisirs pour enfants de plus de six ans sont quelques-unes des tentatives qui ouvrent la voie.

Mais en ce domaine — l'éducation et l'acculturation — Jacques Chadourne veut travailler avec le temps. Il faudra peut-être — de son propre aveu — une génération pour que le système interactif auquel il pense puisse produire ses effets et parvienne, entre autres choses, à « *réveiller une ville depuis trop longtemps endormie* ».

Jean-Pierre Vélis

## contre géomètre



# Les dix petits chapitres

Où  
notre journaliste,  
contraint  
de faire l'écrivain,  
a bien du mal à trouver  
ses mots d'auteur.  
Et son sujet.





# 2

Dix petits chapitres, il a beau dire, c'est raide. Moi je suis habitué à faire court, mais là j'ai l'impression que je manquerai d'espace. Au fond il se comporte comme un marchand d'esclaves. As usual. Maintenant je suis dans le piège à rats. Ma seule chance de manger le fromage sans que le ressort se détende, je ne sais même pas si elle existe. Je vais faire comme si, pour l'instant, et j'improviserai, le moment venu.

Fabriquer une histoire, ça j'y parviendrai sans doute. Il doit exister une foulditude de manuels permettant de s'initier. Les méthodes Assimil et celles du Kama-Soutra ont toujours été florissantes. Or il n'y a pas de différences vertigineuses avec l'écriture. Do it yourself. Donc je me débrouillerai, notamment avec mes souvenirs d'explication de textes. La vraie difficulté est ailleurs : il s'agit de trouver un sujet.

Justement, le lycée, c'est peut-être une idée juteuse. Je pourrais commencer par une de ces bonnes vieilles astuces qui ont fait rire dans les chaumières depuis Velleius Paterculus ; broder sur un thème : le niveau baisse, il n'y en a pas beaucoup dans les dix premiers. Ou au contraire m'adonner à l'optimisme progressiste et méthodologique : avec la démocratisation lentement et durement conquise, il y en a de plus en plus dans les dix premiers.

Qu'en penseront les lecteurs ? On y compte certainement beaucoup d'enseignants. Ils doivent connaître la mu-

sique, et riront jaune devant des astuces de marchands de marrons, surtout si elles semblent aller à leur détriment. A vrai dire, les petits profs à lunettes, sentant la craie et l'habitude, sont morts depuis longtemps. Maintenant ce sont des femmes, jeunes, en jeans, et qui ne plaisaient guère avec les restes de la vraie croix. Le rédac-chef ne me pardonnerait pas de brouiller les féministes avec le canard.

C'est pourtant un filon, l'école, je le sens. D'abord, je connais bien. Je pourrais en raconter. Oui, mais quoi ? Des souvenirs, des chahuts, la dure condition de prof et les cadences infernales, les chers petits qui en bavent comme des damnés, sous une férule d'un autre âge, pour apprendre à lire avant l'âge de quinze ans, les maths modernes et le déclin de la littérature.

Le rédac-chef ne veut pas de misérabilisme, il l'a dit et, en ce moment, il préfère qu'on soit plutôt à gauche. Avec lui, je m'arrangerais encore, mais ses patrons, eux, n'apprécient guère. L'époque serait mal choisie pour brocarder le système scolaire. Il y a bien d'autres sujets de moquerie, plus sérieux et plus utiles. Que le journal ne devienne pas un lieu d'irresponsabilité, où l'on se nourrirait de cadavres et de crachats dans la soupe.

Il me paraît difficile, d'un autre côté, de lancer un hymne à Notre Dame l'Ecole. On risquerait l'éclat de rire, ou les chaudes larmes. Peut-être que ce serait astucieux, malgré tout. Inventer littérairement la Nouvelle Pédagogie, qui serait exactement identique à la pédagogie de 1910. Une bonne campagne de pub, type Bernard-Henri Jacob ou Jean-Marie Delafon, les syndicats pris à contrepied, débordés à gauche et à droite à la fois, obligés de se réfugier au centre des grands prin-

cipes, des grands ancêtres, des grands sentiments, et l'affaire pourrait être dans le sac.

Les persécutions d'un jeune enseignant qui voudrait utiliser, promouvoir, et réhabiliter les méthodes d'autrefois, sans les connaître. Une petite intrigue là-dessus, classique (l'amour, la mort, la terre, le sang) et c'est le tube de l'automne. La télé s'en empare, elle appelle la série Zazie dans le rétro, et le rédac-chef est content.

Il faudrait montrer les brimades infligées à ce jeune prof (homme ou femme ? femme) par ses collègues dans le vent frénétique, apôtres de la non-directivité, groupies de Bourdieu, avocats d'une pédagogie de la relation fraternelle entre les élèves et les maîtres. Aussi les complicités de l'administration, proviseurs à cheveux longs, barbus prophétiques œuvrant comme censeurs dans un lycée-caserne où règne l'auto-discipline, c'est-à-dire le gouvernement démocratique des faibles par les forts.

Le tableau est séduisant. Trop provocateur cependant. Les dix petits chapitres vont devenir un roman à thèse, avec des bons et méchants. En fait de télé, ça finirait par un western, avec musique d'Ennio Morricone, et Clint Eastwood dans le rôle de la jeune débutante. La Nouvelle Pédagogie n'est pas aussi facile à vendre que les autres nouveautés. Pour l'instant, on en reste à l'ancienne, celle qui date de 68.

Ou alors je fais un machin très littéraire, culturel, plein de clins d'œil aux petits camarades qui savent lire. Je reprends le début de Madame Bovary, les trois premières pages sur Charbovari au collège, j'y ajoute un petit mixed-grill de Vallès et de Julien Sorel, je brode avec Alain Fournier et je conclus habilement sur Bachelard.

On peut même améliorer encore,



en sortant de l'Hexagone. Un peu de Selma Lagerlof, beaucoup de Tolstoï sans rien dire (avec un jeu pour voir si les lecteurs reconnaissent) et, bien sûr, les sœurs Brontë. Pour couronner, quelques phrases disséminées, sorties des Mots, car Sartre, tout le monde connaît et il a voyagé dans le monde entier.

Evidemment, une option comme celle-ci présente des inconvénients. En particulier, on risque d'avoir des lâchés dès les premiers lacets, qui ne recolleront plus au peloton et abandonneront très vite. Dommage parce que l'intertextuel c'est une combine qui me botte. Je me mets à la place du rédac-chef : si les lecteurs cessent de lire, inutile de continuer à écrire. Pasticher les grands écrivains, même sur un thème aussi journalistique que l'école, c'est jouer trop gros. Il faut écrire pour être compris.

Bon. Essayons autre chose. Les transports scolaires, l'hypoglycémie du milieu de la matinée chez l'écolier du primaire, l'orthographe, l'éducation physique et sportive, les inspecteurs et les inspectés, la dictature des maths et le racket en milieu éducatif, les susceptibilités syndicales, tout est possible, mais je me demande si ce sont bien des sujets littéraires. J'aurais peut-être du mal à pondre dix chapitres, même petits et même rigolos.

Il doit rester des milliers d'occasions à saisir. Je ne vois pas lesquelles parce que je n'ai pas l'habitude. Et puis beaucoup de sujets ont déjà dû être traités. Avec tous ces journaux pédagogiques qui existent maintenant, et tous ces puissants éditeurs spécialisés, il serait étonnant que tout n'ait pas été dit en multiples exemplaires. En fin de compte, l'enseignement, c'est l'enseignement, et le reste est littérature. Pour partir, il

me faut demander ce reste.

La sagesse réside dans le renoncement. Une fois de plus. Exit l'école. Au fond, je n'ai rien envie d'en dire. La situation est quand même grave : j'ai rien à dire, je sais pas quoi dire. Le rédac-chef prétend que ce n'est pas le problème, mais justement il a tort. Sans démonstration. A prendre ou à laisser (il s'est assez souvent servi de l'argument pour que je lui retourne).

En résumé, mes dix petits chapitres ne traiteront pas principalement de questions scolaires. Premier point. Deuxième point, il urge maintenant que je trouve une issue. J'ai jusqu'ici perdu beaucoup de temps, par inexpérience et un rien de désinvolture. C'est normal, et si le rédac-chef râle, je lui colle ma clause de conscience. Du calme. Par prudence je vais écrire à Gros Pouce, dans son bled perdu de l'Aveyron. Il est littéraire, lui, c'est son métier. Il peut bien me sortir de cette mélasse. Après tout il m'est arrivé souvent de lui rendre service. Il faut qu'il me donne des conseils : sur quoi écrire, comment, en cherchant quels effets, et en utilisant quels moyens ?

**EUMEE Volodia**

à suivre...

## VOYAGES ECONOMIQUES EN CAR

### Week-ends

Londres .....	260 F
Amsterdam .....	160 F
Genève .....	180 F
Bruxelles .....	150 F
transport seul, hôtel à partir de 60 F	

### Pont du 11 novembre (10-15 novembre)

Berlin .....	720 F
Prague .....	780 F
Venise .....	780 F
Florence .....	690 F
Copenhague .....	740 F
Luxembourg - Belgique - Hollande .....	520 F
Vienne .....	720 F
Madrid .....	710 F
Londres .....	560 F
Amsterdam .....	490 F

### Vacances de Noël (27 décembre-3 janvier)

Rome-Florence .....	980 F
Madrid-Barcelone .....	960 F

### Pont du 1<sup>er</sup> janvier (30 décembre-4 janvier)

Venise .....	780 F
Berlin .....	720 F
Copenhague .....	740 F

transport-logement  
petit déjeuner

## CLUB ALLIANCE, C'EST AUSSI

• des mini-séjours scolaires en France et en Europe (nombreuses destinations - devis gratuit sur demande). Exemples :

Londres 3 jours .....	535 F
4 jours .....	630 F
5 jours .....	735 F
hôtel ou famille / tout compris	
Hollande 3 jours .....	380 F

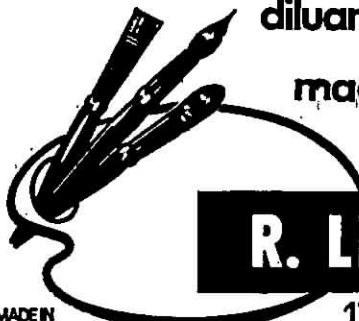
• des locations d'autocars, toutes capacités.

92 bd Raspail  
75006. PARIS  
Tél. 548 89 53



# Peinture Princecolor pour tissus

46 couleurs non toxiques pour l'épiderme, sans odeur,  
diluants «S» sans alcool, paillettes, guttas  
EVITE LES AUREOLES METALLISEES,  
maquillages - grimages, soies et cotons



236.59.10

**R. LEPRINCE S.A.**

17, rue de Cléry - 75002 PARIS

MADE IN FRANCE

POUR TOUTES INFORMATIONS

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

## UNE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE A L'INTENTION DE VOS ELEVES UNE ENQUETE EDUCATIVE SUR L'EAU      UNE INITIATION A LA PUERICULTURE

L'eau est un des éléments les plus indispensables à la vie. Vous êtes déjà nombreux à en avoir pris conscience qui depuis plusieurs années étudiez ce thème avec vos élèves. C'est pour répondre à ce besoin d'information et pour vous aider dans votre rôle d'éducateur que la Société des Eaux Minérales d'Evian vous propose un document intitulé :



L'initiation à la puériculture nécessite que soient mis à la disposition des jeunes des éléments concrets sur la gestation, la protection de la santé de la mère et du bébé, les soins corporels, le trousseau utile, la chambre, les jeux, l'alimentation, etc.

La Société des Eaux Minérales d'Evian en réponse à de nombreuses demandes d'enseignants vous propose :

### « ENQUETE SUR L'EAU DE BOISSON »

Ce document (1) est constitué de trois supports :

- 1° Un dossier « le droit à l'information » sur l'ensemble des produits de la Société et les questions qu'ils posent servant de base documentaire aux enseignants (2).
- 2° Six fiches d'enquête destinées à guider la recherche personnelle des élèves, sous la conduite de leur professeur, retraçant le cycle de l'eau dans la nature, sa composition, sa filtration, son transport, ses contrôles, son importance pour la santé.
- 3° Douze diapositives illustrant les fiches.

Il peut être obtenu contre un chèque de 15F à l'ordre de la S.A. EVIAN pour frais de tirage et de port.

- (1) S'adressant plus spécialement aux enfants des C.M. 6° et 5°.
- (2) Ce dossier, réalisé à l'intention des Organisations de Consommateurs, des Journalistes et Spécialistes de la nutrition peut être envoyé seul et gratuitement.
- (3) A l'intention des classes d'économie sociale et familiale.

### « CONSEILS EN PUERICULTURE »

Ce dossier (3) comprend :

- 1° Les fiches grande-sœur-maman, depuis fort longtemps connues des puéricultices et des centres de P.M.I. et revues en 1981 par un pédiatre traitant.
- 2° 20 diapositives sur l'hygiène du biberon établies par des sages-femmes de Nancy.
- 3° Le « Droit à l'Information » Evian contient des renseignements essentiels sur l'eau (2)

Il peut vous être adressé contre un chèque de 30 F à l'ordre de la S.A. EVIAN pour frais de tirage et de port.

Si vous êtes intéressé par l'un ou l'autre de ces documents, remplissez et envoyez ce bon à  
S.A. des Eaux Minérales d'EVIAN - Service Consommateurs  
B.P. 87 - 74503 EVIAN - LES-BAINS

Je désire recevoir le dossier (préciser)  « Conseils en Puériculture »  
 Enquête sur l'eau de Boisson

mon nom : M. Mme Mlle \_\_\_\_\_

mon adresse : \_\_\_\_\_ rue \_\_\_\_\_

code postal \_\_\_\_\_

cl-joint le chèque correspondant, à l'ordre de S.A. EVIAN



# SUPER CAMPUS BARTHE

PERMET L'INTERRUPTION ET LA REPRISE  
DE L'AUDITION EN UN POINT PRECIS

*Puissant, solide, musical, spécialement  
conçu pour les enseignants*



42 x 33 x 16 cm

6 kg se porte facilement de classe en classe.

*Remise aux membres de l'Enseignement*

**Ets J.-D. BARTHE, 53, r. de Fécamp, 75012 PARIS**

## FLEURUS: des livres pour vous!

Dernières nouveautés:

### Série 107 (activités d'éveil)

PREMIERES ACTIVITES MANUELLES

COMPTINES POUR APPRENDRE EN S'AMUSANT

LA MUSIQUE ET LES PETITS

PEDAGOGIE DU DISQUE

TOUTES PETITES HISTOIRES POUR TRES PETITS ENFANTS

### Série 112 (activités manuelles)

GRAINES COLLEES

MAQUILLAGES POUR JOUER

AVEC DES BUCHETTES

CASSE-TETE ET AUTRES JEUX A CONSTRUIRE

 **editions  
fleurus**

31, rue de Fleurus 75006 PARIS

50/106

**CONCEPTION ET RÉALISATION  
D'ENSEMBLES PÉDAGOGIQUES**

PRISE DE VUE RÉELLE ANIMATION  
16 mm et 35 mm  
vidéo 3/4 de pouce broadcast  
livrets d'accompagnement affiches  
stages de formation pour utilisateurs

**AVEC**

**SOCIÉTÉ L'AUDIOVISUEL POUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE**  
Tour Maine-Montparnasse - Boîte 139  
33, avenue du Maine 75755 PARIS CEDEX 15  
538-16-00

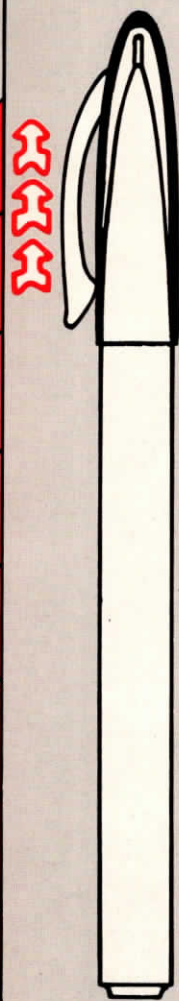
KIP 81



# RETROPROJECTION

## La différence Schwan-STABILO.

FEUTRE ORDINAIRE  
NOUVEAU STYLO FEUTRE STABILO-OHPen

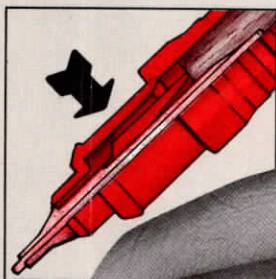


AGRAFE SUR LE CORPS  
- POINTE DIRIGÉE VERS LE BAS  
- TOUJOURS IRRIGUÉE EN ENCRE  
- DÉMARRAGE INSTANTANÉ



Reconnaisables au premier coup d'œil :

- la couleur de l'encre (8 couleurs)
- l'épaisseur de trait (supefine, fine, médium)
- la nature de l'encre (soluble, permanente).



Nouvelle pointe supefine gainée de plastique : elle supprime l'oxydation et garantit un écoulement parfait de l'encre.



Les nouveaux STABILO-OHPen pour la rétroprojection sont vraiment différents :

- démarrage instantané grâce à l'agrafe fixée sur le corps, et non pas sur le capuchon,
- durée de vie accrue grâce à une meilleure étanchéité et à une réserve d'encre plus importante,
- confort d'écriture exceptionnel grâce à un centre de gravité idéalement placé et à une zone anti-dérapante pour les doigts.

Plus professionnels, plus performants, en un mot différents, les stylos feutres STABILO-OHPen vous permettront de réaliser et d'animer encore mieux vos transparents de rétroprojection.

A retourner à Swan-STABILO-France B.P. 42 67026 Strasbourg Cédex  
Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part :

- une documentation complète sur les stylos feutres, transparents et accessoires Schwan-STABILO pour la rétroprojection.
- la liste des Spécialistes-Conseil Schwan-STABILO.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Etablissement \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**OHP**

OVERHEAD PROJECTION



**Schwan-STABILO**

Pour une meilleure rétroprojection.



# PANNE DE VAMP

- Où trouver un petit guide des parfums pour faire un cadeau à ma copine?
- La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1302

# PANNE DE MOB'

- Où en est la réglementation du port du casque?
- La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1481

# PANNE DE WESTERN

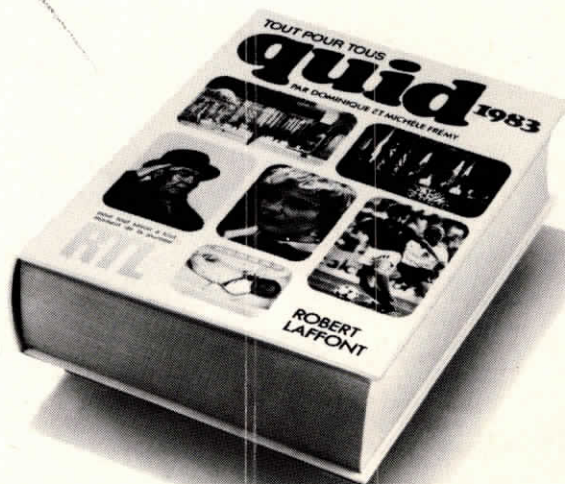
- Quels sont les principaux réalisateurs de «spaghettis»?
- La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 479

# PANNE DE ROUTARD

- Comment connaître tous les organismes d'auto-stop?
- La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1568

# PANNE DE KANT

- Les œuvres-maîtresses de Kant, où les trouver en un tour de main?
- La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 331



# quid 83

**INDISPENSABLE CONTRE LES PETITES PANNES  
(OU LES GROSSES PANNES)**

ÉDITIONS ROBERT LAFFONT